**Sommaire**



Avis aux lecteurs: La version de base des «Cahiers du CESAT» est la version électronique diffusée sur les sites du CESAT*[[1]](#footnote-1)*. Cette version «papier» n’en est qu’un extrait.

* **Éditorial  p. 3**

*Par le Général de corps d’armée H. CHARPENTIER*

* [**Adresse du Commandant du CESAT**](#_L’adresse_du_Commandant_1) **p. 7**

*Le général H. SZWED*

* **Un penseur militaire**

Henri-Antoine JOMINI, esquisse biographique et bibliographique p. 13

# *Par le Lieutenant A. ROUSSEL*

* **Articles d’intérêt général**

**Speech at the United States Military Academy  p. 21**

# *By R. M.GATES, United States Secretary of Defense*

Cultural Awareness: Understanding the American Military  p. 25

*By Major M. WISE, U.S. Army*

**La protection contre les attaques informatiques, aux Etats-Unis p. 29**

### Par le Lieutenant-colonel V. BAJON

***C4I for the warrior: smartphones* dans les opérations militairesp. 37**

### Par le Lieutenant-colonel G. de LA ROQUE

* **Libres opinions[[2]](#footnote-2)**

**TAKTIKA fait peau neuve, partagez vos réflexions tactiques! p. 43**

**L’approche globale en Afghanistan: c’est le terrain qui commande…p. 45**

# *Par le Chef de bataillon (TA) X. de TORQUAT*

## Faut-il réhabiliter le Général Loyzeau de Grandmaison? p. 51

# *Par le Général de corps d’armée (2s) A. BOURACHOT*

Penser la guerre pour faire l’Europe  p. 57

*Par le Chef d’escadron F.-R. LEGRIER*

### **La Pologne: un «cheval de Troie» des États-Unis en Europe? p. 69**

# *Par le Chef de bataillon (TA) J. TATIN*

Maintien de la paix des N-U: passer de l’angélisme au réalisme p. 75

# *Par le Chef de bataillon Fabien DELACOTTE*

**Médecin réserviste volontaire à Goma  p. 81**

*Témoignage vécu du docteur R. NOËL*

# Angola (1991-2002): Comment en finir avec Savimbi et ses rebelles?p. 81

*Par le Sous-lieutenant (R) A. TISSERON*

Innovation victorieuse: le corps d’armée sous le 1er Empire p. 87

# *Par le Chef de bataillon É. TALLEU*

**L’ethnologie au service de la force  p. 91**

### Par le Capitaine J. VASSEUR

**Gestion des R.H.: génération «Y», un défi pour l’armée de Terre? p. 95**

### Par le Capitaine C. THEILLER

# Le CSEM s’est adapté aux engagements de l’armée françaisep. 101

### Par le Colonel B. PARAVISINI

**Fin de l'ordinateur au sein des entreprises... et des armées p. 107**

### Par le Chef de bataillon P. BRIANT de LAUBRIÈRE

**Le dirigeable dans la conduite des opérations militaires p. 111**

*Intervention du Lieutenant-colonel (ER) J. THYRARD*

* **Les grands capitaines**

**Hannibal (247-183 av. JC)  p. 119**

*Par Monsieur T. Widemann*

###### Nouvelles d’Amérique

**Discours sur l’état de l’Union: point sur la défense  p. 125**

*Par le Colonel J.-C. BREJOT*

* **On a aimé**

**Mourir pour la France?** ***du Général (2S) Georges GRILLOT* p. 127**

### **Ces guerres qui viennent du Général de division (2S) Henri PÂRISp. 127**

**War as I knew it *General George Smith Patton* p. 128**

# Éditorial

*Par le Général de corps d’armée Hervé CHARPENTIER,*

*Commandant les forces terrestres*

**V**oici quelques semaines, le ministre de la Défense s’exprimait en ces termes, à l’occasion du baptême de la promotion Général de Gaulle:

«*Aujourd’hui, je vous donne mandat d’imaginer non pas une mais dix «surprises stratégiques», de construire des hypothèses crédibles et concrètes, d’élaborer les réponses doctrinales et capacitaires qui fonderont les choix de défense essentiels que les militaires ont le devoir de proposer aux plus hautes autorités politiques de notre pays*».

Ces paroles étaient prononcées le jour même où le Collège interarmées de Défense retrouvait son appellation perdue d’«École de guerre», leur donnant une résonance d’autant plus forte.

Telle est donc la mission confiée aux officiers qui assument la charge d’entretenir la pensée militaire et stratégique de notre pays.

Cette mission est redoutable, mais le simple fait qu’elle soit replacée par le ministre dans le contexte de la «guerre» en réduit sans doute la complexité. Nous ne pouvons que nous en féliciter, car la ré-appropriation de ce mot pour la formation de nos élites militaires nous aidera sans doute à sortir d’un relativisme qui a parfois pu brouiller la pensée.

N’en doutons pas et sachons l’affirmer avec force: notre métier est de préparer, et de «faire la guerre». Vous aurez également, désormais et pas seulement pendant votre scolarité, la rude tâche de «penser la guerre», en vous remémorant ce mot de votre parrain, en 1941: «*dans le conflit présent, comme dans ceux qui l’ont précédé, être inerte, c’est être battu*».

Apportant ma modeste pierre à cet édifice en permanente évolution, je souhaiterais ici aborder trois sujets qui me semblent d’une importance toute particulière pour relever les défis qui sont les nôtres.

**\***

**\* \***

**Le premier de ces sujets a trait au «virage afghan» pris par nos armées**. À l’été 2008, après plus de 7 années ininterrompues de présence militaire, une embuscade meurtrière rappela à nos concitoyens que nous faisions désormais la guerre dans ce pays lointain.

Cette date constitue pour nous aussi, soldats, un jalon important. Elle marque, avec l’engagement du 8ème RPIMa en Kapisa, une transition dans notre engagement, le début de multiples remises en question, et l’amorce d’un véritable effort d’adaptation aux exigences d’une mission qui évoluait. Bien équipées, entraînées et commandées, les forces qui se battent aujourd’hui en Kapisa et en Surobi remportent de véritables succès tactiques qui leur valent une reconnaissance unanime et, partant, un certain désintérêt public; j’y reviendrai.

Depuis 2008 et ce retour de la guerre, le conflit afghan tend ainsi à modeler nos pensées, comme il fédère les énergies. Une «génération Afghanistan» s’impose insensiblement dans nos rangs, forte d’un crédit dont nous acceptons spontanément la légitimité, puisque c’est – souvent – celle du combat.

Mais si nous pouvons, à juste titre, nous montrer fiers du comportement de nos hommes et de nos succès, sans doute devons-nous aussi nous méfier de l’émergence d’un tropisme qui ne serait pas sans risque.

Le conflit afghan préfigure-t-il en effet d’autres engagements à venir? Mieux vaut se poser longtemps la question, me semble-t-il, que d’y répondre trop vite par l’affirmative.

Terrain montagneux, tantôt désertique tantôt bocager, ennemi asymétrique et terrorisme, zones bâties et population omniprésente, complexité de l’environnement culturel et religieux: parmi tous ces facteurs, quelques uns caractériseront à coup sûr d’autres conflits à venir. Mais lesquels, et selon quelle combinaison hasardeuse? Voilà une interrogation qui va vous amener à «penser la guerre», tout en induisant d’autres questions: quels éléments manque-il au conflit afghan pour en annoncer d’autres? Menace majeure d’intervention extérieure, cyberguerre, armes de destruction massive… D’où viendra la surprise?

Songez qu’en une carrière, le général de Gaulle aura connu la boue des tranchées, la guerre de mouvement des unités blindées mécanisées, la contre-guérilla en Indochine puis en Algérie, et enfin l’avènement de l’arme nucléaire. Ce parcours doit inciter à considérer avec prudence les convictions du moment et à débrider les imaginations!

**\***

**\* \***

Depuis 1945, notre pays ignore la guerre sur le sol métropolitain. Cette date marque donc pour nos concitoyens la fin de la menace d’une agression extérieure, hormis celle, bien spécifique et si complexe, du terrorisme. Faut-il dès lors s’étonner de leur désintérêt, que j’évoquais plus haut, pour nos engagements?

Probablement pas. Nos compatriotes se soucient d’abord de ce qui les touche de près, et les militaires se battent souvent très loin. Ils se préoccupent de leur sécurité quotidienne, et les militaires n’en sont finalement qu’un intervenant parmi d’autres. **De fait, hormis le premier cercle de nos familles, nos engagements n’existent vraiment qu’au travers du prisme des médias, globalement assez peu enclins à s’intéresser à nos nouvelles «guerres orphelines». Il y a là, j’en suis convaincu, un second sujet majeur de réflexion.**

Nombre de caractéristiques des conflits actuels – de celles que nous considérons volontiers comme durables – font de l’opinion publique un acteur capital. Le soutien que la communauté nationale accorde aux forces engagées, comme sa cohésion et sa capacité de résilience, constituent donc autant d’enjeux de tout premier ordre.

Deux exemples récents de l’écho médiatique de nos actions militaires – embuscade d’Uzbin, opération au Niger – illustrent davantage mon propos que de longs développements. Ils démontrent que le traitement, sur les seuls registres émotionnel ou, à fins commerciales, de «l’information de guerre», peut s’avérer lourd de conséquences: pour le militaire, facilement soupçonné d’incompétence, et également pour le politique, promptement mis en cause pour ses choix.

Dans le traitement d’une crise, le choix des armes n’est pas anodin. Ultime recours, il est, par nature, très risqué, à des degrés différents, certes, pour les décideurs comme pour les acteurs.

Constatons cependant que l’actualité génère depuis peu un timide débat en la matière, ce qui est déjà mieux qu’un rejet épidermique. On entend ici et là réaffirmer la place particulière du soldat dans la société, expliquer la différence entre «faits divers» et «faits de guerre». Il me semble évident que nous devons alimenter ces débats et sortir de notre réserve naturelle: dire et expliquer ce qui caractérise notre action, ce qui la différencie de celle du gendarme ou du policier, avec d’autant plus de cœur et de conviction que nous sommes de moins en moins visibles dans la société, que la guerre n’est plus «déclarée» et qu’elle est devenue une affaire de professionnels moins nombreux que les postiers... Que vaut, en démocratie, une action militaire que ne soutient pas la population?

Ce défi est à proprement parler «stratégique», donc de votre responsabilité.

**\***

**\* \***

Si nous ne faisons pas mieux connaître ce qui caractérise le métier des armes dans le contexte stratégique contemporain, comment espérer en outre que nos concitoyens consentent les dépenses exorbitantes que la Défense exige?

**Le dernier thème que j’aborderai a donc trait à l’explosion du coût des matériels militaires.** Cette question est, elle aussi, au cœur de toute réflexion prospective, car elle contraint toujours plus notre capacité à déployer des troupes, en volume suffisant, sur les théâtres d’opération.

Nos conflits se déroulent désormais au contact direct des populations. C’est un fait, il est durable et nous impose une approche particulière – qualifiée de «globale» – dont la première caractéristique est de requérir un fort engagement humain. Pour «contrôler» une zone habitée, il faut des hommes au sol, en nombre et pour longtemps, surtout si l’on prétend rétablir les conditions d’une vie normale après les combats.

Cette nécessité se heurte chaque jour davantage à un autre impératif, qui est de disposer des matériels performants que la technologie nous offre (en moyens de renseignement, de communication, d’agression,…), et qu’il serait coupable de ne pas acquérir tant ils démultiplient l’efficacité de l’action tout en préservant la vie des soldats. Leur coût – d’acquisition, mais aussi et surtout de maintien en condition – a atteint en quelques années des limites telles qu’il pourrait menacer nos armées de faillite.

Votre génération doit se pencher sur cette question avec un regard neuf, en n’excluant pas l’idée de «posséder moins, pour déployer plus», et en résistant à la tentation d’acquérir à tout prix les matériels les plus performants…

Cette réflexion doit être partagée avec les décideurs politiques, soucieux à juste titre de préserver notre industrie de défense et ses emplois.

Elle ne peut être qu’interarmées, car les sorts des «terriens», marins et aviateurs sont liés. Du nombre d’avions ou de bateaux que nous achetons dépend déjà directement le nombre de soldats que nous pouvons engager, en opération extérieure et sur le territoire national.

Enfin, bien sûr, il ne peut plus être question de raisonner dans un contexte strictement national. Toutes les avancées qui nous rapprochent de nos alliés européens représentent autant d’économies potentielles et de gains en liberté d’action. En la matière, les initiatives ne manquent pas… mais le temps, oui!

Nos concitoyens et nos gouvernants ont-ils vraiment réalisé que dans un monde qui s’arme sans relâche, les armées britannique, allemande et française compteront en 2014 moins de combattants que la Belgique en 1940?

La responsabilité en est bien sûr avant tout politique. Mais, comme vient de le rappeler le ministre de la Défense, si le politique a le devoir de choisir, nous avons celui «*d’élaborer les réponses doctrinales et capacitaires qui fonderont les choix de défense essentiels*».

**\***

**\* \***

L’évolution des sociétés européennes depuis 1945 a relégué le fait militaire aux confins des préoccupations quotidiennes des citoyens. On peut légitimement s’en réjouir en y voyant l’une des conséquences de 65 ans de paix ininterrompue sur un vieux continent pourtant taillé à coups d’épée.

Une de vos responsabilités majeures, aujourd’hui, est sans doute de convaincre nos compatriotes que l’histoire ne les a pas définitivement placés à l’abri de la guerre. Pour cela, il vous faut lever autant d’incertitudes que possible sur les trois questions qui comptent vraiment: où, quand et contre qui?



# L’adresse du Commandant

# du Collège de l’enseignement supérieur de l’armée de Terre

*Le Général Henri SZWED*

**D**ans l’éditorial de ce «Cahier du CESAT», le GCA CHARPENTIER rappelle l’importance accordée par le ministre de la Défense à l’approche globale sur les plans doctrinal et capacitaire dans les réflexions interarmées conduites à l’École de guerre par les officiers stagiaires. Ce thème est d’autant plus d’actualité dans une période où les armées étudient au sein de groupes de travail comment encore plus rationaliser la formation en général et l’enseignement militaire supérieur (EMS) en particulier.

Cette réflexion d’ensemble s’est d’ailleurs poursuivie le 4 mai dernier lors du séminaire CESAT/CDEF sur la coopération interarmées dans l’engagement tactique des forces terrestres. Elle a permis de mettre en valeur la synergie existante sur le terrain entre les différentes composantes de force, afin d’atteindre l’état final recherché par l’autorité politique grâce à la prise en compte dès le stade de la planification, puis par une coordination appropriée en phase de conduite, de moyens militaires complémentaires dans les différentes fonctions opérationnelles[[3]](#footnote-3). Cette dynamique interarmées doit naturellement s’exercer, notamment en termes de procédures et de règles d’engagement, lors d’une opération extérieure en coalition ou dans un contexte interministériel sur le territoire national, facilitant ainsi la direction de l’action militaire aux niveaux opératif et stratégique. Au bilan, cela nécessite une formation élargie des cadres, un entraînement accru et régulier des unités susceptibles de s’appuyer mutuellement, un regroupement rationnel des structures d’armée vouées à remplir la même mission générique. Pour la formation supérieure opérationnelle des officiers de l’armée de Terre, cela sous-entend bien sûr de consacrer au préalable le temps nécessaire à l’apprentissage des principes de la tactique et à la maîtrise du combat interarmes, par des mises en situation et l’élaboration de prises de décision lors d’exercices en nombre suffisant pour appréhender l’emploi des forces terrestres de niveaux 4 à 1[[4]](#footnote-4), prendre en compte la variété et la complexité des théâtres d’engagement au contact des populations, couvrir le spectre des interventions potentielles allant du combat de haute intensité à l’opération de normalisation. Ainsi, l’étendue de ce continuum de formation tactique fournit non seulement aux officiers stagiaires de l’armée de Terre les compétences indispensables pour aborder l’enseignement interarmées de niveau opératif à l’École de guerre, mais surtout les aptitudes reconnues pour occuper ensuite le plus grand nombre de postes de responsabilité dans les états-majors opérationnels tant à l’étranger[[5]](#footnote-5) qu’en métropole.

Quant à la formation supérieure de l’officier sur le plan académique, dont l’intérêt n’est plus à démontrer dans le cadre de la préparation des forces à l’engagement[[6]](#footnote-6), et pour valoriser la seconde partie de carrière[[7]](#footnote-7), l’EMSST a procédé depuis sa création en 1947 à une démarche de stricte rationalisation par la réduction des coûts et durées des modules d’enseignement, la diminution du nombre d’officiers formés[[8]](#footnote-8) et la rentabilisation de leurs nouveaux acquis dans les affectations ultérieures, le développement de formations académiques en temps partagé avec mise à disposition de ces officiers stagiaires au profit d’employeurs de la Défense, et enfin la valorisation du partenariat avec plus de 80 grandes écoles ou universités françaises et étrangères dont certaines sont associées à la sélection des candidats de l’armée de Terre et à leur préparation aux mises en scolarité. Au stade actuel, si les armées ‒ qui mettent souvent dans des cursus similaires de formation supérieure leurs officiers à différentes étapes de la carrière[[9]](#footnote-9) ‒ doivent procéder à une optimisation supplémentaire de leur dispositif d’enseignement académique, cela ne peut raisonnablement se concevoir qu’au travers une mutualisation de leurs moyens respectifs dévolus à cette mission d’EMS 2 et 1.

En effet, tout en préservant les spécificités de chaque armée en matière d’expression des besoins en formation et de gestion RH de leurs officiers (GPEC[[10]](#footnote-10)), certaines évidences renforcent cette approche:

* Plus de la moitié des 200 officiers brevetés ou diplômés techniques, formés annuellement sur le plan académique par le CESAT/EMSST, ont vocation à servir hors BOP[[11]](#footnote-11) Terre, le plus souvent en administration centrale ou dans les services interarmées[[12]](#footnote-12);
* Certains officiers non issus de l’armée de Terre profitent déjà (cours Armement) ou vont être intégrés dans (arabisants, commissaires, …) des cursus de formation supérieure pilotés par le CESAT moyennant des protocoles interarmées;
* Outre le gain en effectif d’officiers traitants et l’harmonisation du coaching des stagiaires en scolarité externalisée, la mutualisation de ces capacités de formation renforcerait la posture des armées à l’égard des directions des grandes écoles civiles concernées, dans les négociations relatives à la sélection des officiers lauréats et au contenu de leur cursus académique.

Enfin, nous ne pouvons pas évoquer l’avenir de la formation supérieure des officiers sans souligner le rôle essentiel de l’ESORSEM, qui apporte aux officiers de la réserve opérationnelle les connaissances nécessaires à leur intégration dans les états-majors de l’armée de Terre ou interarmées. Alors que le chantier du recrutement, de la gestion et de l’emploi des personnels de réserve est relancé au niveau ministériel par la désignation en 2010 d’un Délégué interarmées aux réserves, il paraît logique que l’école supérieure des ORSEM s’inscrive demain à l’École militaire, dans le cadre de l’EMS, comme l’organisme de formation interarmées des officiers de réserve servant en état-major.

Cela permettrait en outre:

* une harmonisation de la formation supérieure de ces officiers de réserve des armées et services interarmées, en particulier pour optimiser leurs compétences au sein de la chaîne OTIAD[[13]](#footnote-13) où leur participation est de plus en plus sollicitée, permettant ainsi d’alléger le plan de charge des unités d’active sur le territoire national[[14]](#footnote-14) pour des missions de prévention/protection[[15]](#footnote-15) ou de secours aux populations[[16]](#footnote-16);
* une prise en compte équitable, par toutes les armées sous l’égide de l’EMA, des frais engagés par les officiers de réserve inscrits à ces formations d’adaptation avec un suivi approprié de leur emploi d’ORSEM et de leur potentiel par l’organisme d’affectation;
* une affirmation de notre excellence nationale en matière de formation des ORSEM[[17]](#footnote-17), au moment où la France va présider le NRFC[[18]](#footnote-18) de 2012 à 2014.

Les conséquences de ces évolutions inéluctables, induites sur les structures de pilotage de l’EMS, se déclineront d’elles-mêmes. À une époque où le format des armées ne cesse de se réduire, il s’agit de ne pas se tromper de «combat» et de préserver surtout la grande qualité, le continuum et la cohérence de la formation de nos futures élites militaires tout en ne satisfaisant que le juste besoin!



## Un penseur militaire



**Antoine- Henri JOMINI,**

**esquisse biographique et bibliographique**

# *Par le Lieutenant Antoine ROUSSEL*

**A**ppartenant à une famille de notables vaudois, Jomini naît le 6 mars 1779 à Payerne. Sa vie couvre trois périodes distinctes qui s’articulent autour de deux épisodes-clés. Après des débuts parisiens dans le négoce et la banque, puis une courte carrière au sein de la Légion helvétique (1800-1801) en tant que chef du secrétariat de la Guerre, sa rencontre avec Ney a un impact déterminant. Impressionné par la lecture du manuscrit de son «***Traité de grande tactique****»*,ce dernier avance les fonds nécessaires à l’édition et attache Jomini à l’état-major du VIème corps d’armée avec rang d’adjudant-commandant (colonel) le 27 décembre 1804. L’expérience des guerres napoléoniennes apporte de la «matière» à sa réflexion, permettant ainsi à l’autodidacte inconnu de se muer en écrivain militaire à la réputation internationale.

Aux côtés de Ney puis au grand quartier général, Jomini participe aux campagnes d’Allemagne (1805), de Prusse (1806), de Pologne (1807) et d’Espagne (1808-1809). Ses états de service lui valent d’être créé baron de l’Empire (1807) et promu général de brigade (1811). Gouverneur de Vilnius puis de Smolensk pendant la campagne de Russie, il organise la principale ligne de communication de la Grande Armée et prépare sa retraite. La dégradation de ses rapports avec Ney, ses démêlés avec Berthier, le conduisent dés 1810 à solliciter un poste dans l’armée russe. Le 4 juin 1813, profitant de l’armistice de Pleiswitz, Jomini franchit la ligne de démarcation et rejoint l’état-major du tsar. Soucieux de légitimer cette «défection», l’écrivain suisse a mis en œuvre une véritable hagiographie par le biais de son disciple et biographe Ferdinand Lecomte. Celui-ci a contribué à ancrer le mythe du «devin de l’empereur» en présentant un Jomini, véritable double spirituel de Napoléon. Cette tendance n’a été corrigée que récemment par les travaux d’Ami-Jacques Rapin et de Jean-Jacques Langendorf.

Général en chef et aide de camp de trois tsars, Jomini, de son propre aveu, ne parviendra jamais à pénétrer tout à fait les arcanes de la cour russe. Aussi convient-il de relativiser son influence. Peu écouté lors des congrès de Vienne et de Vérone, il est cantonné au rôle de conseiller militaire durant la campagne de Turquie et la guerre de Crimée. Chargé de réformer l’enseignement militaire, on lui confie également l’éducation militaire du futur Alexandre II. Créateur de l’Académie militaire de Saint-Pétersbourg, il ne peut appliquer son programme et la fonction de directeur lui échappe. Jomini se retire à Paris et s’éteint à Passy le 22 mars 1869.

**La formalisation de la pensée jominienne:**

Inspiré par Maurice de Saxe, Jomini a l’intuition qu’il peut déduire d’une approche scientifique des principes de l’art de la guerre irréfragables. La formalisation de sa pensée connaît trois étapes successives correspondant à trois «familles» d’ouvrages.

* D’abord au sein d’une démarche didactique, qui participe de l’histoire militaire comme valeur démonstrative avec le *Traité* précité, devenant «***Traité des grandes opérations militaire****»*, comptant cinq éditions s’échelonnant de 1805 à 1851, et «***L’Histoire militaire et critique des guerres de la Révolution****»*, primitivement intégrée au *Traité*, qui devient une œuvre à part entière dans l’édition de 1820-1824. Texte fondateur, le *Traité* repose sur l’observation des similitudes entre l’ordre oblique frédéricien et les premiers succès de Bonaparte en Italie. Primitivement, l’ouvrage se limite à une compilation des relations de la guerre de Sept ans de Lloyd et Tempelhof, qu’il expurge des détails jugés inutiles et augmente de ses propres observations. Jomini est convaincu qu’en «appliquant par la stratégie à tout l’échiquier d’une guerre ce même principe que Frédéric avait appliqué aux batailles, on aurait la clef de toute la science de la guerre». L’auteur suisse démontre que le choix des lignes d’opérations et la recherche de la destruction du potentiel militaire ennemi constituent la base de l’art de la guerre et en codifient les lois et les termes. L’«***Histoire militaire et critique des guerres de la Révolution****»* enrichit sa réflexion d’une nouvelle dimension. Il considère les aspects politiques et diplomatiques du conflit par rapport à sa dimension opérative à travers l’analyse de la maîtrise des mers. Il se montre partisan d’un équilibre européen, maintenu au besoin par des guerres d’intervention et solidaire de la politique du congrès de Vienne. Dans ce sens, il condamne toute politique visant à la domination maritime. L’exemple de l’Angleterre démontre comment les affaires coloniales provoquent des conflits continentaux, dont est victime l’équilibre européen si cher à Jomini.
* Seconde étape, une démarche d’identification au stratège avec *«****La vie politique et militaire de Napoléon****»* et son complément «***Le précis de la campagne de 1815****»*, publiés respectivement en 1827 et 1839. Grâce au dialogue des morts, Jomini réalise ce que sa carrière ne lui a pas permis: une fusion entre le génie militaire de Napoléon et ses propres aptitudes analytiques. Sa technique narrative se radicalise par un «double récit» où le théoricien, exposant l’articulation des plans stratégiques, se substitue à leur initiateur; Jomini résout le problème didactique du *Traité*. Dés lors, l’écrivain se dégage des contraintes démonstratives du genre historique et s’épargne le travail de documentation. L’ouvrage démontre la maturité argumentative de Jomini, qui ne se contente plus de tirer l’art de la guerre des actions des grands capitaines, mais énonce ses principes en se substituant à celui qu’il considère comme le plus prestigieux.
* Dernière étape, au sein d’une axiomatique de la stratégie cumulant forme et contenu, avec l’«***Introduction à l’étude des grandes combinaisons de la stratégie et de la tactique***» (1829) et le «***Tableau analytique des principales combinaisons de la guerre****»* (1830) finalisés par le «***Précis* *de l’art de la guerre****»* dans son édition de 1855, seule œuvre de Jomini rééditée récemment. Destiné à introduire le *Traité*, en rassemblant l’ensemble de ses considérations théoriques, le *Précis* semble obéir à une volonté de retour à une stratégie plus prudente, évoluant vers une conception plus territoriale dominée par un souci de l’équilibre. La stratégie y est abordée avec un ensemble de définitions et d’«articles» conçus en termes d’espaces à travers une sémantique claire des opérations.

Une œuvre évolutive aux multiples ramifications et éditions, comme autant de poupées gigognes qui, au-delà de l’objectif didactique primaire, s’explique par des rapports orageux avec ses éditeurs, imprimeurs et collaborateurs mais, surtout, répond aux besoins de sa carrière. Ce souci est manifeste depuis le sauf-conduit pour pénétrer le cénacle de l’armée impériale jusqu’à la justification d’une autorité théorique qu’il n’a pu conquérir sur le terrain, face à des détracteurs comme Weiss, Rühle von Lilienstern ou Sarrazin, qui le considèrent comme un stratège en chambre. Nous comprenons alors que les frustrations d’un soldat privé de vrai commandement et l’imperfection de sa méthode convergent vers la rédaction d’une œuvre dogmatique. Jomini place ses dernières ambitions dans le *Précis*, avec la conscience de léguer à la postérité son dernier mot en matière de stratégie.

**Le «Credo» jominien:**

En 1810, Jomini amende le *Traité* du «***Résumé des principes généraux de l’art de la guerre****»*. Rédigé en 1806, ce texte répond à une critique de Bertrand constatant l’absence de conclusion à l’ouvrage. Première vraie synthèse de la pensée jominienne, le texte débute par le «credo» de l’auteur, pierre angulaire de sa pensée stratégique:

* «Le principe fondamental, par l’application duquel toutes les combinaisons sont bonnes, et sans lequel elles sont toutes vicieuses, consiste à opérer, avec la plus grande masse de ses forces, un effort combiné sur le point décisif. On comprendra bien qu’un général habile, avec 60.000 hommes, peut battre 100 000 s’il parvient à mettre 50.000 hommes en action sur une seule partie de la ligne ennemie [...]».

Ce principe fondamental posé, Jomini expose ses conditions d’applications sur un théâtre d’opérations. Le texte est divisé en dix maximes qui, du global au détail, expliquent les implications opérationnelles du précédent principe, chacune renvoyant aux chapitres du *Traité* illustrant celle-ci:

«[…] Les moyens d’appliquer cette grande maxime ne sont pas très nombreux; il suffit de lire les opérations de Napoléon et de Frédéric pour s’en faire une idée exacte. Je vais essayer de les indiquer tous.

* Le premier moyen est de prendre l’initiative des mouvements. […]
* Le second moyen est de diriger ses mouvements sur la partie faible la plus importante. Le choix de cette partie dépend de la position de l’ennemi. […] En exécutant, par la stratégie, un mouvement général sur l’extrémité de la ligne d’opération de l’ennemi, non seulement on met en action une masse sur une partie faible, mais l’on peut, de cette extrémité, gagner facilement les derrières et les communications, soit avec la base, soit avec les lignes secondaires.
* Le résultat des vérités précédentes prouve que, s’il faut attaquer de préférence l’extrémité d’une ligne, il faut se garder d’attaquer les deux extrémités en même temps, à moins que l’on ait des forces très supérieures. […]
* Pour pouvoir opérer un effort combiné d’une grande masse sur un seul point, il importe donc de tenir ses forces rassemblées sur un espace à peu près carré, afin qu’elles soient plus disponibles. Les grands fronts sont aussi contraires aux bons principes que les lignes morcelées, les grands détachements et les divisions isolées hors d’état de se soutenir.
* Les ordres de bataille, ou les dispositions les plus convenables pour conduire les troupes au combat, doivent donc avoir pour but de leur procurer en même temps mobilité et solidité. […]
* Un des moyens les plus efficaces pour appliquer le principe général que nous avons indiqué, est celui de faire commettre à l’ennemi des fautes contraires à ce principe. On peut, avec quelques petits corps de troupes légères, lui donner des inquiétudes sur plusieurs points importants de ses communications. […]
* Il est important, lorsqu’on prend l’initiative d’un mouvement décisif, de ne rien négliger pour être instruit des positions de l’ennemi et des mouvements qu’il pourrait faire: l’espionnage est un moyen utile, à la perfection duquel on ne saurait donner trop de soins; mais ce qui est plus essentiel encore, c’est de se faire bien éclairer par des partisans. […]
* Il ne suffit pas, pour bien opérer à la guerre, de porter habilement ses masses sur les points les plus importants: il faut savoir les y engager. Lorsqu’on est établi sur ces points, et qu’on y reste dans l’inaction, le principe est oublié. […]
* Si l’art de la guerre consiste à concentrer un effort supérieur d’une masse contre des parties faibles, il est incontestablement nécessaire de pousser vivement une armée battue. […]
* Pour rendre décisif ce choc supérieur d’une masse, il faut que le général ne donne pas moins de soins au moral de son armée. […]»
  + Le concept de ligne d’opération démontre que la pensée jominienne intègre le domaine de l’engagement sur le champ de bataille à celui de la manœuvre stratégique décisive. C’est le concept central de son système, désignant l’espace optimal reliant la base d’opérations d’une armée à son «point objectif», but de la campagne. Ensuite, la complémentarité, la cohérence des «moyens» exposés, dénotent une axiomatique où les opérations les plus élémentaires sont inférées d’une prémisse. Suivant la même logique, Jomini propose d’adapter la terminologie de la stratégie à ses théories: ainsi, autour du paradigme jominien de la position centrale, rayonneraient les définitions des principes fondamentaux de la stratégie. Dés lors, l’art de la guerre se diviserait en trois branches, lesquelles correspondraient à autant de niveaux d’opérations et de décisions:

«[…] On voit, par cet exposé rapide, que la science de la guerre se compose de trois combinaisons générales, dont chacune n’offre qu’un petit nombre de subdivisions ou de chances d’exécution. Les opérations qui seraient parfaites sont celles qui présenteraient l’application de ces trois combinaisons, parce que ce serait l’application permanente du principe général indiqué plus haut. La première de ces combinaisons est l’art d’embrasser les lignes d’opérations de la manière la plus avantageuse. […] C’est ce qu’on nomme communément et improprement un plan de campagne. Je ne vois pas en effet ce que l’on entend par cette dénomination; car il est impossible de faire un plan général pour toute une campagne, dont le premier mouvement peut renverser tout l’échafaudage, et dans lequel il serait impossible de prévoir au-delà du second mouvement. La deuxième branche est l’art de porter ses masses le plus rapidement possible sur le point décisif de la ligne d’opérations primitive, ou de la ligne accidentelle. C’est ce qu’on entend vulgairement par stratégie: la stratégie n’est que le moyen d’exécution de cette seconde combinaison. La troisième branche est l’art de bien combiner l’emploi simultané de sa plus grande masse sur le point le plus important d’un champ de bataille. C’est proprement l’art des combats, que plusieurs auteurs ont appelé ordre de bataille, et que d’autres ont présenté sous le nom de tactique. […]»

Jomini considérait non seulement le *Résumé* comme une synthèse aboutie du *Traité*, aux qualités intrinsèques intactes, mais également comme la réponse à son objectif pédagogique. Il avait lié dans un principe unique les combinaisons de la guerre au sein d’un énoncé simple et didactique. Le paradigme jominien était créé, il ne demandait qu’à évoluer dans une nouvelle phase de réflexion, et à passer de la forme primitive du *Résumé* à celle achevée du *Précis*.

Jomini demeure le grand interprète de la mutation opérée dans l’art de la guerre entre 1756 et 1815. Son œuvre demeure profondément empreinte de son expérience militaire, elle offre une vision issue d’un service d’état-major et, malgré la finesse de ses observations politiques, Jomini donne l’impression qu’il retire le problème de la guerre de son contexte politique et social. Par son approche scientifique de l’art de la guerre, en mettant l’accent sur les règles de prise de décision et les résultats opérationnels, Jomini a finalement réduit la stratégie à un art opératif.

***Bibliographique:***

Olivier Pavillon, «***Le général Antoine-Henri Jomini 1779-1869, contribution à sa biographie****»*, Lausanne, Bibliothèque Historique Vaudoise, 1969.

John Alger, “***Antoine-Henri Jomini, A bibliographical survey****”*, New-York, United States Academy West Point, 1975.

Antoine-Henri Jomini, «***Le précis de l’art de la guerre****»*, Paris, éditions Champ Libre, 1977.

Lucien Poirier, «***Les voix de la stratégie. Généalogie de la stratégie militaire Guibert, Jomini****»*, Paris, Fayard, 1985.

Bruno Colson, «***La culture stratégique américaine, l’influence de Jomini****»*, Économica Bibliothèque stratégique, 1993.

Ami-Jacques Rapin, «***Jomini et la stratégie, une approche historique de l’œuvre****»*, Lausanne, Payot, 2002.

Jean-Jacques Langendorf, «***Faire la guerre: Antoine-Henri Jomini***, ***I-Chronique, situation***», Genève, Georg, 2002.

Jean-Jacques Langendorf, «***Faire la guerre: Antoine-Henri Jomini*, II-Le penseur politique**», l’historien, le stratégiste, Genève, Georg, 2004.

*Officier sous contrat, le Lieutenant Antoine ROUSSEL est titulaire d’un DEA (2003-2004) de l’Université de Paris IV Sorbonne portant sur «L’art opératif dans l’œuvre d’Antoine-Henri Jomini, fondements et héritages». Initialement affecté au Musée de l’Armée Département Artillerie et Emblèmes, il a été, de 2006 à 2010, professeur d’histoire-géographie à l’École Nationale des Sous-officiers d’active (ENSOA, Saint-Maixent). Il est actuellement professeur d’histoire aux Écoles militaires de Saint-Cyr Coëtquidan.*



## Articles d’intérêt général



**Speech**

**at the United States Military Academy[[19]](#footnote-19)**

# *By Robert M.GATES,*

# *United States Secretary of Defense*

**T**hank you General, for that introduction. It’s a pleasure to be back here at West Point, although as I often say, it’s always a pleasure to be away from Washington, D.C.

One of the greatest privileges of serving as Secretary of Defense over the last 4-plus years is the opportunity to visit the service academies – to speak to and hear from the future leadership of the finest military in the world. This will be the fourth – and final – time that I address the cadets of the U.S. Military Academy as Secretary of Defense. The last time I spoke to the entire corps of cadets in 2008, it was an evening lecture on strategy and leadership that ran to nearly 50 minutes. Rumor has it that there were a few stalwart cadets still awake at the end. Knowing most of you have been up since dawn, and knowing that the Firsties get to start their 100th Day weekend celebrations when I’m done here, I’ve decided to make this presentation much shorter.

Nonetheless, I did want to take this last opportunity to share some thoughts with you, and through you to the Army as a whole, about the institution you will someday lead – the United States Army – and how it can better prepare itself, and in particular its leaders, for a complex and uncertain future. No doubt the Army’s challenges are daunting and diverse – supporting families, caring for wounded warriors, dealing with post-traumatic stress, doing right by soldiers, strengthening the NCO corps, training and equipping for the future, and finding a way to pay for it all. Today, I’d like to focus on three interrelated issues:

* The future of conflict, and the implications for the Army;
* How best to institutionalize the diverse capabilities that will be required; and
* The kinds of officers the Army will need for the 21st Century, and how the service must change to retain and empower those leaders.

When you receive your commission and walk off the parade field for the last time, you will join an Army that, more than any other part of America’s military, is an institution transformed by war. The change has been wrenching for a service that a decade ago was essentially a garrison army, a smaller version of the Cold War force that faced down the Soviets in Europe and routed Saddam’s divisions from Kuwait – a force mainly organized, trained, and equipped to defeat another large modern army.

The Army’s ability to learn and adapt in recent years allowed us to pull Iraq back from the brink of chaos in 2007 and, over the past year, to roll back the Taliban from their strongholds in Afghanistan. As one of your former professors from the SOSH department, now the Army’s vice chief of staff,  General Pete Chiarelli, once said it is important that the hard fought lessons of Iraq and Afghanistan are not merely “observed” but truly “learned” – incorporated into the service’s DNA and institutional memory.

Which leads to the first major challenge I see facing the Army: How will it structure itself – how will it train and equip – for the extraordinarily diverse range of missions it will face in the future?  There has been an overwhelming tendency of our defense bureaucracy to focus on preparing for future high-end conflicts – priorities often based, ironically, on what transpired in the last century – as opposed to the messy fights in Iraq and Afghanistan. But without succumbing to what I once called “next-war-itis,” I do think it important to think about what the Army will look like and must be able to do after large US combat units are substantially drawn down in Afghanistan – and what that means for young leaders entering the force.

We can’t know with absolute certainty what the future of warfare will hold, but we do know it will be exceedingly complex, unpredictable, and – as they say in the staff colleges – “unstructured.”  Just think about the range of security challenges we face right now beyond Iraq and Afghanistan: terrorism and terrorists in search of weapons of mass destruction, Iran, North Korea, military modernization programs in Russia and China, failed and failing states, revolution in the Middle East, cyber, piracy, proliferation, natural and man-made disasters, and more. And I must tell you, when it comes to predicting the nature and location of our next military engagements, since Vietnam, our record has been perfect. We have never once gotten it right, from the Mayaguez to Grenada, Panama, Somalia, the Balkans, Haiti, Kuwait, Iraq, and more – we had no idea a year before any of these missions that we would be so engaged.

A few years ago a brigade commander in Baghdad – Colonel, now Brigadier General, J.B. Burton – wrote a memo reflecting on the feedback he was getting from some of his officers about the factors that influenced them to stay in or leave.  They talked about finding respite from the deployment treadmill, getting an opportunity to start or re-acquaint themselves with their families, to develop themselves intellectually through graduate education or other non-conventional assignments. One of the chief complaints was that the personnel system was, “Numb to individual performance and [had] begun to see every officer as equal."

One thing I have learned from decades of leading large public organizations is that it is important to really focus on the top 20 percent of your people and, though it may be politically incorrect to say so, the bottom 20 percent as well. The former to elevate and give more responsibility and opportunity, the latter to transition out, albeit with consideration and respect for the service they have rendered. Failure to do this risks frustrating, demoralizing and ultimately losing the leaders we will most need for the future.

The promotion rates have started to decrease and, as a matter of course, will decrease further as overseas deployments wind down. I’ve tried to do my small part to alleviate this situation by ordering the military to pare down the size and number of its headquarters along with reducing the number of general and admirals by nearly 100 – and twice as many civilian executives. One hoped for effect of these reforms is to reduce the number of personal staff and support positions, and in turn alleviate somewhat the demand on the military services to produce the field grade officers to fill those billets. This is an effort I’ve encouraged the services to continue, including the Army, in the years ahead.

A more merit-based, more individualized approach to officer evaluations could also do much to combat the risk-averse, zero-defect culture that can take over any large, hierarchical organization. One that too often incentivizes officers to keep their head down, avoid making waves, or disagree with superiors. The Army has been fortunate throughout its history to have officers who, at critical times, exercise respectful, principled dissent. Men like General George Marshall, who rose to high rank and greatness even as he told blunt truths to superiors ranging from Blackjack Pershing to Franklin D. Roosevelt. But no doubt that takes courage, and entails real risk, especially given the current system. In an article for Military Review following his tenure as a corps commander in Iraq, General Chiarelli suggested that, while the opinions of an officer’s superiors should hold the most sway, it’s time that the Army’s officer evaluations also consider input from peers and, yes, subordinates – in my view the people hardest to fool by posturing, B.S. and flattery. And as two Iraq veterans, then-Lieutenant Colonels John Nagl and Paul Yingling, wrote in a professional journal some years ago, “the best way to change the organizational culture of the Army is to change the pathways for professional advancement within the officer corps. The army will become more adaptive only when being adaptive offers the surest path to promotion."

Several years ago, it caused something of a stir when we brought General Petraeus back from Iraq to chair a promotion board, to make sure that those colonels who had distinguished themselves in war – including those who advised Iraqi and Afghan forces – got due consideration for elevation to brigadier general. And since then, due to statutory changes and cultural shifts, officers who don’t have cookie-cutter backgrounds, who may not have punched all the traditional tickets, have more of an opportunity to reach higher rank. But the tendency of any big bureaucracy is to revert to business as usual at the first opportunity – and for the military, that opportunity is, if not peacetime, then the unwinding of sustained combat.

There have been a variety of suggestions and ideas put on the table in various venues and publications to give officers – after their initial platoon, company or battalion-level tours – greater voice in their assignments and flexibility to develop themselves personally and professionally in a way that enhances their career and promotion prospects. For example, instead of being assigned to new positions every two or three years, officers would be able to apply for job openings in a competitive system more akin to what happens in large organizations in the private sector. The former commander of U.S. forces in Afghanistan, Lieutenant General David Barno, class of ‘76, has written that, “in a smaller professional force competing for talent with the Googles of the world,” reforming this system is a “must do” for the Army to keep its best and brightest leaders.

Having said that, when all is said and done, this is the United States Army. It’s not Apple. It’s not General Electric. And it’s not the Red Cross. Taking that oath and accepting that commission means doing what you are told and going where you are needed. And as practical matter, one cannot manage tens of thousands of officers based on “What color is your parachute?” But just as the Army has reset and reformed itself when it comes to doctrine, equipment, and training, it must use the eventual slackening of overseas deployments as an opportunity to attack the institutional and bureaucratic constipation of Big Army, and re-think the way it deals with the outstanding young leaders in its lower-

I have spent the last few minutes addressing some of the real challenges facing the Army, and discussed some of the frustrations experienced by bright young leaders working in any large bureaucracy. But I would like to close by telling you why I believe you made the right choice, and indeed are fortunate, to have chosen this path. Because beyond the hardship, heartbreak, and the sacrifice – and they are very real – there is another side to military service. You have an extraordinary opportunity – not just to protect the lives of your fellow soldiers, but for missions and decisions that may change the course of history. You will be challenged to go outside your comfort zone and take a risk in every sense of the word. To expand what you thought you were capable of doing when it comes to leadership, friendship, responsibility, agility, selflessness, and above all, courage. And you will be doing all of this at an age when many of your peers are reading spreadsheets and making photocopies.

One of my favorite quotes from the Revolutionary War era is from a letter Abigail Adams wrote to her son, John Quincy Adams. She wrote him, “these are times in which a genius would wish to live. It is not in the still calm of life or [in] the repose of a pacific station that great characters are formed.…great necessities call out great virtues.”

I typically use that quote in commencement addresses encouraging public service at civilian universities, but those words apply most of all to you, on whose brave and broad young shoulders this era’s “great necessities” will be borne. Each of you – with your talents, your intelligence, your record of accomplishments – could have chosen something easier or safer and of course better-paid. But you took on the mantle of duty, honor and country; you passed down the Long Gray Line of men and women who have walked these halls and strode these grounds before you – more than 80 of whom have fallen in battle since 9/11. For that, you have the profound gratitude and eternal admiration of the American people.

As some of you have heard me say before, you need to know that I feel personally responsible for each and every one of you, as if you were my own sons and daughters, for as long as I am Secretary of Defense that will remain true. My only prayer is that you serve with honor and return home safely. I personally thank you for your service from the bottom of my heart, I bid you farewell and ask God to bless every one of you.



Cultural Awareness:

Understanding the American Military

*By Major Michael WISE,*

*U.S. Army*

*Cet article a pour but d’être utile aux officiers qui seront amenés à opérer avec les forces américaines. Son objet est d’identifier certains aspects culturels qui expliquent les actions américaines. L’auteur vise à informer, sans chercher à influencer.*

***«Les capacités militaires nationales intégreront donc d’emblée***

***cet impératif d’interopérabilité avec nos alliés».***

*Défense et Sécurité Nationale: Livre Blanc (2008) p. 201.*

**C**urrent operations demand the partnership and interoperability of conventional military forces to support shared national interests. Operations on foreign soil demand cultural awareness of the host nation, but it is also essential to understand the characteristics of those other nations on the battlefield working in conjunction toward the same goal. To this end, an example of such incentive to understand a partner’s culture exists in Afghanistan: specifically in relationships with US forces. In Afghanistan (and 134 other countries) the ubiquitous US military pervades throughout operations and the applicability is undeniable of a general understanding of American culture in both the general and military context. The intent of this article is to inform officers who will work with US forces of cultural characteristics which might explain different priorities and actions, and then to recommend ways to break the cultural barrier. An important point is that these are only generalizations and what applies in one case may not apply to another.

# Cultural Characteristics

Attempting to define the attributes of Americans is an insurmountable task that is bound to be a contradiction in and of itself. The first point about American culture is its immense diversity. Rather than providing a narrative of the many types of diversities (ideological, ethnic, social class, etc.) I will attempt to identify a few aspects that are generally common to all. First, Americans are somewhat defined by what they do (or have done), rather than their ideas and thoughts as in France. One can draw conclusions about a person’s experience or expertise in a subject based on their post or specialty. Opinions of those with experience in the task at hand are generally given more weight than the contrary. Second, Americans generally have a short attention span. This may explain why soccer has not become popular while sports with frequent breaks in the play action prevail. While it may simply be a reflection of a capitalist nature to provide time for commercials during programming on television, the result tends to yield a society expecting a pause or interruption in the task at hand. This leads to what may be perceived as impatience. Americans tend to prefer operations which yield the fastest results so they may move on to the next. Third, Americans are visually oriented. The expression, «A picture is worth a thousand words» is taken to heart. The prevalence of powerpoint in nearly all aspects of military and business affairs is a reflection of this. The idea of stand alone graphics is method to communicate the commander’s intent to the lowest level with the best chance of comprehension. Lastly, Americans (especially in the military) tend to be driven by results. The «So What» is central to planning with the end state always in mind. This is not necessarily a reinforcement of the concept that « the ends justify the means », simply that measured success tends to matter to Americans.

# Military Culture

The US military is a force of approximately 3 million (1.5 million on active duty). The army alone consists of 10 maneuver divisions. The vastness of the US military yields a diversity within its culture that is apparent from one type of unit to another. French forces are likely to encounter a wide range of types of units, each with a distinct underlying personality. The differences between infantry, cavalry, support and Special Forces units are similar to those one finds in the French army. The US military is always seeking to improve its capabilities and learn from mistakes of the past. One will find that the situations change quickly for the US Army, both on the terrain in which it operates (with respect to the enemy and economic, political and social conditions) and also in the manner in which it conducts operations. Due to the challenges of stabilization and counterinsurgency efforts, the army is transitioning to prioritize cultural awareness efforts and enhance a civil military relationship on the battlefield. One example of implementation of such principles is the creation of Female Engagement Teams. These teams are available to units on the terrain to talk with local women in an environment less offensive than a foreign non-musulman man can put in place. The adoption of the new counter-insurgency doctrine would seem to run counter to American culture which seeks tangible results quickly, but shows a change in long-term operational priorities.

**Et Alors?**

Given these observations, what can French officers do to improve their relationship with their US counterparts? The first point to remember is to have realistic expectations from US forces in regard to French perceptions. Americans may have preconceived notions of French culture being elitist and rude. The author can attest that this is not the case; however, the idea is prevalent regardless. The showcasing of gestures such as greeting everyone you work with each day is an endearing quality that is rarely known. Assess who you are working with and behave accordingly. The type of unit or specialty of a counterpart may dictate what you might expect. If you are a French logistics officer you might find your recommendations concerning the tactical situation for a US infantry unit are not well received. Finally, talk to your US counterparts as much as possible. A mutual understanding is beneficial to all. Do not be afraid to make mistakes with the english. An admirable quality the author has observed is that the French pay attention to detail, especially with their language. Do not let this detract you from speaking less than perfect english, one can be assured the effort is appreciated and any errors are expected. These recommendations are not meant to imply that the French, or any other US allies for that matter, should have to be more open to US culture than Americans are to its allies. They are simply meant to serve as an aid should the reader seek to engage in a better understanding of US military culture.

During a time of economic crisis, the need to work together toward a common interest is becoming apparent. It is simply not worth doubling the effort among allies and our budgets command us all to find methods of using our resources efficiently. The French army will continue to work with the US for the foreseeable future. Americans tend to value results over process and demand those results in the short term. If the French need to do more with less, Americans need to do more with more, but in a very short amount of time. While this approach is being revised at the strategic level, it still holds true at the tactical level. Understanding the difference among types of US units and how to behave with them may open the doors to interoperability. With less friction among counterparts, efficiency in military operations is bound to improve.

*Le Major WISE est issu de West Point (2001). Il a commandé une unité des forces spéciales américaines. Actuellement stagiaire au cours supérieur d’état-major, le Major WISE a vocation à devenir officier spécialiste en affaires étrangères de l’armée américaine.*



**La protection**

**contre les attaques informatiques, aux États-Unis**

*Par le Lieutenant-colonel Vincent BAJON*

***Par la multiplicité des champs auxquels il s'applique, Internet est devenu l’instrument universel des échanges d’informations de tous types. La conséquence est que la guerre cybernétique est un nouveau mode d’action de la guérilla moderne. Les techniques évoluent très vite, tout comme les vecteurs d’attaques. En effet, les virus d’aujourd’hui sont néfastes au point de pouvoir usurper l'identité d'une personne connue du destinataire d’un message.***

***Outre la formation des usagers, il est devenu essentiel de mettre en place au niveau national une chaîne de commandement cohérente et centralisée contre les attaques cybernétiques, capable de définir une politique de protection des réseaux à la fois dans les domaines militaires et civils, de détecter les intrusions et de proposer éventuellement des opérations de contre agression. Aux États-Unis, la création du Cyber Command en est l’illustration.***

*Cet article est un extrait du texte original qui peut être consulté sur le site du CESAT à la rubrique «Cahiers»*

**Définition et concept d’emploi**

L’information a pris une part déterminante dans la planification et la conduite des opérations. L’ensemble de ces informations transitent à travers le «GIG»[[20]](#footnote-20), qui constitue le réseau des réseaux et fédère l’ensemble des services du département de la Défense. Cette architecture permet à l’ensemble des forces militaires et organisations civiles liées à la Défense de communiquer entre elles de manière sécurisée. Le «GIG BE»[[21]](#footnote-21) est un vaste réseau de fibres optiques couvrant le territoire américain et une partie du globe pour connecter directement l’ensemble des commandements régionaux. Protéger aujourd’hui une telle architecture est un véritable défi[[22]](#footnote-22). Les opérations de défense de l’information font partie intégrante de la dissuasion et de la protection des forces. Elles se divisent en trois composantes interdépendantes: la protection, la détection et la restauration.

###### *La protection* concerne les supports de l’information, d’une part, et les systèmes d’information d’autre part.

* *La protection des supports* de l’information est fondée principalement sur la sûreté de l’information ou IA (*Information Assurance*), qui consiste à assurer la disponibilité, l’authenticité, l’intégrité, et la confidentialité de l’information. Cette sûreté repose, entre autres, sur des procédures techniques de sécurité telles que celles contenues dans INFOSEC, présenté ci-après.
* *La protection des systèmes* d’information contre toute tentative d’intrusion ou d’interruption, dénommée INFOSEC[[23]](#footnote-23) comporte deux volets: la protection des matériels et logiciels informatiques, et la protection des moyens de transport de l’information numérisée.

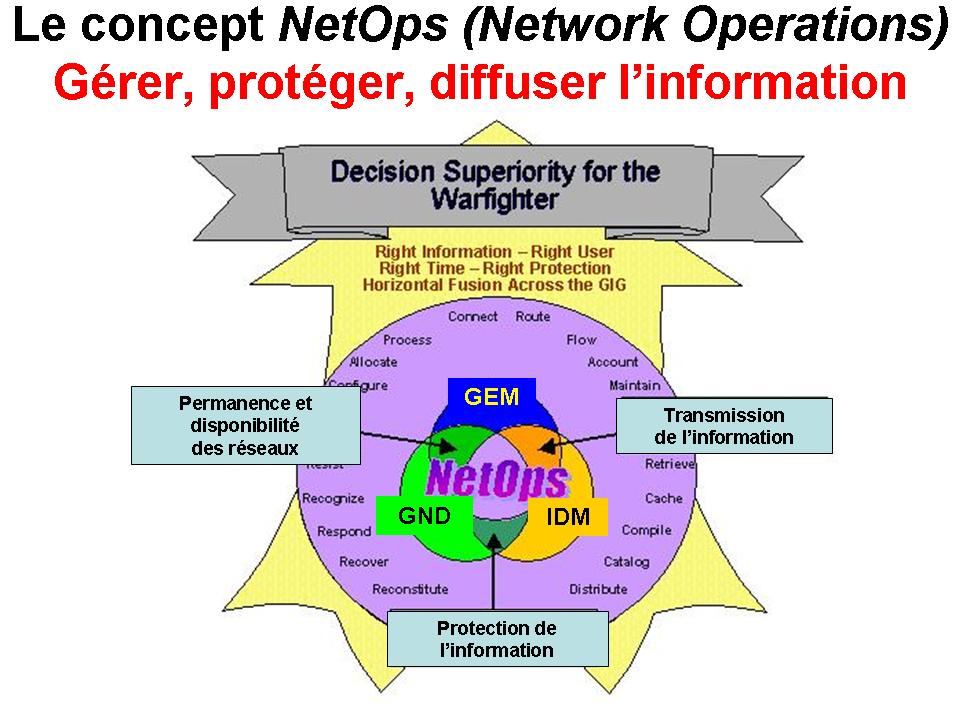
###### *La détection* des agressions nécessite une étroite coopération entre les utilisateurs, les industriels, les fournisseurs d’accès, les équipes d’intervention informatique et les organisations étatiques de sécurité et de contre-renseignement civiles et militaires. La vitesse à laquelle les agressions se produisent implique l’automatisation des moyens préventifs et curatifs ainsi que l’institution d’un réseau d’alerte efficace.

* + ***La restauration*** des moyens d’information, quant à elle, repose, d’une part, sur la redondance des équipements ou des voies d’acheminement, et d’autre part, sur l’efficacité des équipes d’intervention informatique, civiles ou militaires. En cas d’intrusion, il est nécessaire de disposer de moyens performants d’aide à la décision afin de déterminer la durée pendant laquelle on peut laisser opérer l’intrus avant d’engager une éventuelle contre-agression.

**Le concept NetOps**

Déclinaison du Battle Command Concept au niveau de la sécurité des réseaux de la Défense, le concept *NetOps* a été défini pour assurer la protection de tous les réseaux militaires et civils rattachés à la GIG. Il repose sur trois piliers:

* + - * *le «GIG Network Defense»* (GND), qui a pour objet de garantir l’intégrité et la protection de l’information;
* *le «GIG Enterprise Management»* (GEM), conçu pour gérer l’accès aux données de l’ensemble *Enterprise*;
* *le «GIG Content Management / Information Dissemination Management»* (CM /IDM), dont le rôle est de diffuser l’information.



**Le concept NETOPS (Network Operations): gérer, protéger, diffuser l’information**

NetOps contribue à réaliser les opérations info centrées, à améliorer les capacités des réseaux déployés et à prévenir tout risque d’interruption de service. La composante GND du concept est la plus importante. Elle regroupe les fonctions IA et INFOSEC précitées.

**Organisation et responsabilités au niveau stratégique: Le CYBER COMMAND et** **la Defense Information Systems Agency (DISA)**

* ***Au niveau fédéral: Le National Infrastructure Protection Center (NIPC)***

Organisation interministérielle, le NIPC informe l’Administration sur les menaces et les vulnérabilités, diffuse les alertes, coordonne les actions gouvernementales à mener. Le conseiller national pour la sécurité à la Maison Blanche demeure le coordinateur national pour la sécurité, les infrastructures sensibles et le contre-terrorisme.

* ***Au niveau du ministère de la Défense (DoD)***

###### *Le chef d’état-major des armées* responsable de l’élaboration de la politique générale de défense de l’information. Dispose des organismes suivants:

* + - *la Defense Intelligence Agency* (DIA), agence de renseignement de la Défense;
    - *le Criminal Investigation Department* (CID) *et le Counter Intelligence* (CI);
    - *l’université Carnegie Mellon[[24]](#footnote-24);*
    - *l’agence des systèmes d’information de la Défense* (DISA);
    - *le PC de la Joint Task Force Global Network Operations* (JTF-GNO).

###### *Le Cyber Command*

Nouvellement créé, le Cyber Command a pour mission de:

* + - *reprendre* partiellement *et coordonner* les actions des organismes cités supra;
    - *travailler avec les centres* de sécurité et de mise en œuvre des réseaux des armées, et avec les centres de Command and Control des théâtres afin d’exploiter et défendre le GIG BE en profondeur;
    - *mettre en œuvre le réseau d’alerte national*. C'est au Cyber Command qu'il appartient de définir les niveaux d'alerte auxquels correspondent les actions à mener par chaque armée et organisme. Il incombe également à ce commandement d'évaluer les besoins des commandants de théâtre, et de planifier et de conduire les opérations offensives;
    - *mettre en œuvre les mesures de contre agression*. Cet aspect offensif est nouveau dans la doctrine de protection des réseaux américains contre les attaques cybernétiques menées depuis l’étranger. Ce qu’on appelle la contre-agression peut d’ailleurs revêtir des formes diverses, comme le renforcement de l’appareil législatif, des actions diplomatiques particulières, des sanctions économiques, voire l’emploi des forces armées. Ces modes d’actions sont étudiés au niveau du NIPC.

En complément de son action avec la DISA et le JTF GNO, présentés ci-après, le Cyber Command coopère aussi avec la communauté du renseignement (DIA, CI, CID, FBI), celle de la sécurité du territoire et certains centres de communication civils. Le positionnement du Cyber Command et la place des commandeurs SIC traduisent une réelle volonté de répondre au plus près aux besoins opérationnels.

###### *La DISA et le JTF-GNO*

La DISAregroupe, au sein de la Défense, toutes les informations inhérentes à la sécurité de l’information, définit des normes et standards ainsi que l’architecture des systèmes de protection de l’information. Elle active une équipe d’intervention en ligne[[25]](#footnote-25).

Le général directeur de la DISA est également l’adjoint du chef du Cyber Command. Autorité militaire la plus élevée dans la fonction SIC, cet officier général occupe une place prépondérante au sein de ce commandement stratégique car il reste simultanément directeur de la DISA et chef du PC JTF GNO.

Le PC JTF GNO est le commandement des opérations du réseau global, sorte de COIA des SIC interarmées; il dépend de la DISA. A ce titre, JTF-GNO sera le bras armé du Cyber Command.

**Mise en œuvre de la protection des réseaux**

* ***À l’échelon des différentes armées:***

Le chef d’état-major de chaque armée est chargé, en particulier, de mettre en œuvre un réseau d’alerte qui s’intègre dans celui du ministère de la Défense. Il dispose, à cet effet, d’un directeur pour les systèmes d’information (DISC4[[26]](#footnote-26)) qui est responsable de l’élaboration et de la conduite du plan de protection des moyens de communication et de contrôle de son armée. Le DISC4 agit en liaison avec le sous-chef d’état-major pour les opérations et la planification et le sous-chef d’état-major pour le renseignement.

* + - * ***Au niveau régional***

Chaque armée dispose de ses propres centres régionaux de sécurité. L’Army en a quatre, localisés aux États-Unis, en Europe, dans le Pacifique et en Corée. Ils sont responsables de la sécurité des réseaux fixes des PC, de l’instruction, et de la coordination avec les services de contre-renseignement au niveau du théâtre qui leur est assigné. Ils servent d’interfaces entre les unités de leur théâtre et le centre de coordination de l’Army évoqué ci-dessus.

* ***Au niveau local***

De façon ponctuelle, des groupes d’intervention informatique locaux répondent à un besoin spécifique de certaines unités à haut risque. S’y ajoutent des équipes de consultants qui se déplacent dans les installations militaires afin d’évaluer les vulnérabilités et de fournir au commandement les outils de défense appropriés.

* ***Aux échelons opérationnels***

En opérations, la chaîne SSI évoquée ci-dessus, est représentée par la chaîne des centres NOSC[[27]](#footnote-27), mise en place à tous les échelons opérationnels des forces déployées, depuis le niveau du théâtre jusqu’à celui de la brigade. Ces centres de contrôle sont des pions «*NetOps*», chargés de la sécurité des systèmes d’information et de communications. Les commandants de théâtre disposent également d’une cellule chargée des opérations liées à l’information.

**Les plans anti-intrusion**

L’armée de Terre a identifié deux vulnérabilités au sein de ses systèmes d’information:

* les serveurs de noms de domaines[[28]](#footnote-28);
* les systèmes de contrôle d’accès aux services terminaux[[29]](#footnote-29).

La sécurité des systèmes d’information ne peut être garantie que si un certain nombre de procédures et de contrôles techniques s’appliquent aux réseaux locaux face aux intrusions en provenance des réseaux globaux.

À cet effet, deux plans de base sont mis en œuvre:

* + - le programme d’amélioration de la sécurité des réseaux stratégiques articulé en trois sous-ensembles :
      * le renforcement de la sécurité des stations de travail, des serveurs et des routeurs;
      * le renforcement des infrastructures;
      * l’acquisition de matériels sur étagères et la formation de leurs utilisateurs.
    - le plan «PPF XXI»[[30]](#footnote-30), destiné à la protection des réseaux tactiques déployés et des systèmes d’information de la force XXI. Il définit trois lignes de défense :
      * la première se situe au niveau des routeurs et des systèmes de contrôle d’accès aux services terminaux.
      * la deuxième se situe au niveau des serveurs.
      * la troisième concerne les stations de travail.

**En conclusion**

Au niveau fédéral, les moyens et systèmes d’alerte sont désormais actifs et opérationnels. Cela aura pris du temps, mais les gouvernements d'États et le secteur privé sont à présent impliqués dans cette lutte et ont, à ce titre, créé des centres d'analyse et de partage de l'information afin de recevoir les alertes en provenance du NIPC et d'alimenter le Cyber Command en informations locales spécifiques. Toutefois, certaines voix s’élèvent aujourd’hui contre ces nouvelles normes de protection qui pourraient brider la créativité des entreprises en forçant celles-ci à adopter une approche de sécurité et de contrôle uniforme.

Au niveau du DoD, ce seul ministère serait l’objet de milliers d’attaques informatiques quotidiennes. Le coût de cette lutte s’élève déjà à 100 millions de dollars pour les six derniers mois. Le problème devient donc sérieux, notamment à cause de l’augmentation exponentielle des attaques menées depuis la Chine.

La création du Cyber Command est donc particulièrement opportune tant les réseaux américains sont importants à travers le monde et tant les acteurs de cette protection sont nombreux. Déclinaison du Centre national de protection des réseaux (NIPC) au niveau de la Défense, il a pour mission de coordonner les actions au sein de ce Département, d'informer le haut commandement national sur les menaces pouvant peser sur les réseaux, et sur leurs conséquences sur la conduite des opérations. Enfin, on retiendra qu’il peut établir des plans d’attaques préventives sur des organisations étrangères suspectées de porter régulièrement atteinte à la sécurité des installations américaines. Ce volet «contre-agression» est nouveau et fondamental dans la nouvelle guerre contre les attaques cybernétiques. Les règles d’engagement et les procédures de contre-agression ne sont pas dévoilées, mais il faut bien admettre que la centralisation de cette lutte pourrait affecter la garantie de certaines libertés individuelles si elle n’est pas encadrée par des règles strictes. Le débat n’est donc sûrement pas clos.

*Ancien élève du Prytanée militaire, le lieutenant-colonel Vincent BAJON est saint-cyrien, de la promotion Capitaine Hamacek (1989-1992). Ayant choisi l’arme des Transmissions, il est successivement chef de section au 53ème régiment de transmissions, commandant de la 7ème compagnie de commandement et de transmissions de la 7ème brigade blindée, chef de la section opérations de la division SIC à l’état-major du CFLT et, à l’issue de sa scolarité au CSEM et au CID (2004-2005), il prend les fonctions de chef du bureau opérations instruction du 40ème régiment de transmissions. En 2007, il est désigné comme officier de liaison de l'armée de terre aux États Unis auprès de l'école interarmées des SIC de Fort Gordon (US Army Signal Center of Excellence). Depuis le 1er août 2010, il est chef du bureau emploi à l’état-major de la brigade de transmissions et d’appui au commandement à Douai.*



***C4I for the warrior:***

**Applications[[31]](#footnote-31) et *smartphones*[[32]](#footnote-32)**

**dans les opérations militaires en réseau**

*Par le Lieutenant-colonel Gilles de LA ROQUE[[33]](#footnote-33)*

***La recherche d’une communication collective, sans contrainte d’espace, de distance et de temps, est une constante de l’évolution des armées. Mieux encore, la mise en réseau peut être perçue comme une caractéristique propre des sociétés humaines… L’approche américaine actuelle, à partir de produits civils exploitant les avancées technologiques les plus récentes au profit des combattants, est intéressante à analyser***

**D**ès l’Antiquité, la communication à distance s’est imposée comme un besoin et une nécessité. Sont ainsi apparus torches et phares lumineux en Grèce, tambours et trompettes sur les champs de bataille, puis le tam-tam dans la savane, la fumée chez les Indiens, la trompe aux abords des châteaux forts. Mais les signaux optiques et sonores n’ont qu’une portée de quelques kilomètres. Le premier véritable réseau de communication apparaît en réalité à la fin de la Révolution française: le télégraphe optique de Chappe relie Paris et Lille grâce à un réseau de sémaphores véhiculant des messages codés de proche en proche.

Cette quête d’un réseau de communication performant ne s’est jamais interrompue. Quelques deux cents ans plus tard, en 2009, l’idée du major général de l’armée de terre américaine, le Général Peter Chiarelli, et du Général Jeffrey Sorenson, patron des SIC de l’armée de terre, de doter les troupes au sol des mêmes capacités d’accès rapide à l’information que celles de n’importe quel utilisateur *d’Iphone*, s’inscrit résolument dans cette recherche. Mais plutôt que de lancer un nouveau programme long et couteux d’élaboration d’un *Iphone* militarisé, l’armée de terre porte l’effort tant sur le développement d’applications à usage exclusivement militaire que sur l’insertion de la téléphonie multimédia dans le réseau radio *IP* *JTRS[[34]](#footnote-34)* et le programme *WIN-T[[35]](#footnote-35)*.

La révolution de l’internet des années 1980 d’abord, puis de l’«internet mobile» aujourd’hui – qui devient la clé d’entrée du *Web* – semble pouvoir répondre à la problématique des besoins nouveaux de la navigation/localisation, de la communication accessible au combattant débarqué des guerres modernes. Et cette révolution de «l’internet mobile» place l’information en temps réel un peu plus encore au cœur des pratiques quotidiennes et de la conduite de la guerre.

Apporter au plus bas niveau l’information en temps réel est essentiel: deux unités amies patrouillant dans la même zone, l’une s’est perdue, l’autre a pris du retard dans sa progression... Le risque pour l’un des groupes de tête est d’être surpris et d’ouvrir le feu. Aujourd’hui, le combattant à pied utilise plus de technologie et affronte des conditions ambiantes plus extrêmes. Il doit donc pouvoir relayer, rechercher, confirmer une information, communiquer[[36]](#footnote-36) vite. Avec des services attendus en voix, données, image, vidéo, localisation GPS, il devient en quelque sorte un «capteur sans fil savant», car les besoins d’un chef de section ou du combattant sont d’abord des besoins de communication.

La communication porte sur le partage, l’échange, le transfert, la diffusion et l’accès aux informations et à la connaissance. Elle suppose par ailleurs des capacités de captation et de stockage. Les outils technologiques afférents peuvent être décrits en deux catégories, chacune correspondant tendanciellement à la nature des informations:

* pour les informations codifiables, les outils sont plutôt des technologies intégratives (numérisation, stockage et transferts);
* pour la connaissance tacite, les outils sont plutôt des technologies interactives.

L'évolution générale de la technologie, de sa miniaturisation et de la convergence des plateformes ont permis non seulement de faire du combattant individuel un «système intelligent à part entière», mais aussi de faire du groupe de combat une entité capable de gérer de manière quasi autonome son combat en intégrant le combattant dans son réseau de conduite.

L'armée de terre américaine a autorisé en mars 2010 le développement des «réseaux sociaux», depuis des ordinateurs «non classifiés» (c'est-à-dire non reliés aux systèmes d'information des armées), au profit des soldats déployés sur le terrain. Des tests ont déjà été effectués en Afghanistan, et l’armée américaine cherche la meilleure façon d’en tirer profit.

Au-delà des aspects pratiques d’un terminal de ce type pour un combattant débarqué, c'est-à-dire un terminal ultra léger, logeable dans une poche, disposant d’une autonomie de 48 heures, peu coûteux, l’**internet mobile et les application tactiles** s’immiscent dans le travail quotidien d’état-major en tentant de répondre aux besoins de maîtrise et de management de l’information.

Avec la consultation de messageries à distance, l’accès aux annuaires, aux intranets, aux bases de données – dont on imagine ici que la majorité de la documentation technique sera diffusée exclusivement en version digitale, le *Web* servant uniquement de support de «relations clients» et le mobile de support de consommation de l’information – mais aussi avec la saisie et la remontée des données collectées[[37]](#footnote-37) sur le terrain, le couplage de l’informatique avec la voix, etc…, on peut imaginer sans difficultés les apports de l’internet mobile lors des phases de formation, d’entraînement ou de soutien. Il **n’est donc pas un simple *ersatz* d’internet fixe.**

**En guise de conclusion**, l'expérience récente des forces alliées en Irak, puis en Afghanistan, a montré que la technologie n'est pas la solution absolue. Si les nouvelles technologies ont un rôle déterminant lorsqu'il s'agit de gagner une guerre, elles semblent bien mal adaptées pour comprendre et gagner le cœur des populations.

Et pourtant, on observe, au sein de l’US Army, une bascule d’effort budgétaire tendanciel des «*hard technologies*» (véhicules blindés, etc...) vers les «*soft technologies*», qui permettent de nouvelles synergies et offrent surtout les capacités essentielles à détecter, analyser, cibler et attaquer à distance des éléments du champ de bataille, et à partager instantanément l'information. L’idée reste: «*See first, understand first, act first, engage decisively and re-engage at will*»[[38]](#footnote-38).

*Saint-Cyrien de la promotion «CBA de Cointet» (1991-1994), le Lieutenant-colonel Gilles de La Roque est officier des transmissions. Depuis sa sortie d’école d’application en1995, il a exercé des responsabilités opérationnelles en métropole et outre-mer, et des responsabilités d’études et de prospective au sein de l’École des transmissions. Titulaire du brevet d'études militaires supérieures générales en 2007, il aussi titulaire d’un DEA de défense et de relations internationales obtenu en 2001. Depuis juillet 2010, il est officier de liaison Terre aux États-Unis auprès de l’USA Sig CoE de Fort Gordon (GA).*



## Libres opinions[[39]](#footnote-39)



***TAKTIKA* *fait peau neuve*,**

***partagez vos réflexions tactiques!***



Le site intraterre *Taktika*, créé et piloté par les stagiaires du Cours Supérieur d’État-Major (CSEM) propose depuis 2007 la lecture de nombreux articles de réflexion tactique rédigés aussi bien par les stagiaires que par des auteurs «intranautes» qui souhaitent **contribuer au foisonnement de la pensée militaire**.

Ce site n’a d’autre ambition que d’apporter des éclairages historiques ou techniques sur tous les sujets en rapport avec la tactique afin de favoriser une réflexion libre pour mieux conduire les engagements d’aujourd’hui et de demain.

Après quatre années d’existence, le comité chargé de l’exploitation du site a décidé de le rénover. Outre une présentation de la page d’accueil moins austère et réorganisée, la rédaction propose au lecteur tous les mois un **thème d’étude spécifique** dont l’objectif est de susciter un débat fructueux et constructif. Ainsi, les thèmes récemment proposés ont été les suivants: «la contre-insurrection dans l’histoire», «les corps expéditionnaires dans l’histoire» ou encore «de la cavalerie aux blindés, choc et mouvement».

L’échange d’idées par l’intermédiaire de l’ancien site restait très limitée pour des raisons techniques qui ne permettaient pas de publier facilement les points de vue et les réactions. Il est **dorénavant possible d’intervenir directement** sur le site par l’intermédiaire de commentaires.

Si le site continue à publier les fiches de lecture des stagiaires du CSEM, la rédaction a relancé l’envoi, par le biais de la messagerie, d’une *newsletter* destinée à ceux et celles qui en feront la demande, afin de les alerter sur des nouveaux thèmes et articles mis en ligne.

L’intérêt de *Taktika* est de pouvoir proposer une pensée libre et des échanges sur l’engagement des forces. Aussi, son succès est intimement lié à la réflexion qu’il suscite chez les lecteurs et à leurs réactions. Le site sera d’autant plus intéressant s’il propose régulièrement de nouvelles contributions. Aussi, la rédaction vous invite à participer sans retenue à la vie du site en proposant des articles personnels que *Taktika* aura le plaisir d’offrir à ses «intranautes».

Alors, rendez-vous sur:

<http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr/taktika/>

**Conduite de l’approche globale**

**en Afghanistan:**

**c’est le terrain qui commande…**

## *Par le Chef de bataillon (TA) Xavier de TORQUAT*

***La mise en œuvre et la conduite de l’approche globale en Afghanistan au travers de piliers civils et militaires posent la question du commandement de cette approche et de la répartition des missions entre les organisations civiles et militaires sur le théâtre. L’urgence d’une amélioration rapide de la situation impose que le politique s’en remette au militaire pour mettre en œuvre et piloter l’approche. Les phases de transition doivent être l’occasion d’un retour à la répartition traditionnelle des missions : la sécurité aux forces afghanes, la gouvernance et le développement à une organisation internationale légitime et dotée de compétences civiles.***

**S**ous la pression du terrain et de leurs opinions publiques les nations engagées en Afghanistan ont misé sur l’approche globale[[40]](#footnote-40). Cette approche comporte trois piliers imbriqués – sécurité, développement socio-économique et bonne gouvernance – et vise à donner corps à une trinité clausewitzienne afghane[[41]](#footnote-41) unie dans la lutte contre les insurgés. Le renforcement de l’unité d’action constitue par ailleurs la clé de voûte d’une approche centrée sur la population.

Deux de ces trois piliers relevant de compétences civiles, la question est posée de savoir quelle organisation doit conduire et coordonner cette mise en œuvre pour espérer une amélioration rapide de la situation. *In fine*, le militaire doit-il appuyer le politique dans ces domaines d’expertises traditionnellement civils par la promotion d’une nouvelle «utilité de la force»[[42]](#footnote-42) otanienne?

Dans le contexte actuel de stabilisation, seule la Force internationale d’assistance et de sécurité (FIAS) dispose des capacités et de l’autonomie nécessaires à la mise en œuvre de l’approche globale. L’urgence d’une action combinée impose que, sur le théâtre, le politique cède temporairement au militaire la conduite de cette approche. Cette situation doit cependant s’accompagner au plus tôt du développement d’une structure civile internationale dotée d’une capacité et d’une légitimité suffisantes pour prendre le relais de la FIAS dans les domaines de la gouvernance et du développement. La Mission d’assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) fait figure de candidat naturel à cette promotion. L’avenir du théâtre, comme celui de l’Alliance, en dépend.

### **La FIAS, leader par défaut de l’approche globale**

Actuellement, la FIAS est la seule organisation dotée d’un mandat international à disposer sur le théâtre des capacités nécessaires à la coordination et au pilotage de l’approche globale en partenariat avec le gouvernement afghan.

Grâce à ses capacités de commandement tactiques, opératives et stratégiques[[43]](#footnote-43) la FIAS possède en effet une vision d’ensemble, une puissance d’analyse et une capacité d’initiative et de collaboration inégalées. Elle dispose ainsi d’une boucle d’amélioration complète permettant une approche globale «*bottom-up»*[[44]](#footnote-44), c’est-à- dire initiée par le terrain. Le lancement des programmes récents de réintégration, de contre-insurrection, de formation des forces de sécurité afghanes avec NTM-A[[45]](#footnote-45), ou encore la collaboration avec les principaux acteurs internationaux pendant le processus électoral de l’été 2009, témoignent de ces capacités.

Cependant, cette position de pilote est aussi une situation par défaut, liée à la liberté d’action contrainte de la MANUA. Cette dernière, pourtant dotée d’une large autorité morale, ne parvient pas à s’imposer comme l’interlocuteur de choix du gouvernement afghan.

En effet, les moyens comptés de la MANUA, conjugués à une problématique sécuritaire contraignante et à une lente maturation culturelle, limitent en l’état l’extension de son champ d’action et sa capacité d’entraînement.

Pour des raisons de soutien logistique et de sécurité, les moyens humains, principalement issus de recrutement local[[46]](#footnote-46) et concentrés dans Kaboul, ne permettent ni un maillage fin du territoire ni d’entreprendre de nouveaux chantiers consommateurs d’experts déjà rares. Par ailleurs peu soutenue par sa structure mère, la MANUA peine à s’adapter. Pour inverser cette situation, deux défis s’imposent à elle: réaliser une révolution structurelle[[47]](#footnote-47) pour accroître son périmètre d’action, et une révolution culturelle en sortant de son postulat originel de neutralité et en intégrant systématiquement l’action de la FIAS à la sienne.

### **La FIAS prend l’initiative et pilote l’approche globale avec les Afghans**

Pour inverser à brève échéance la tendance à la détérioration et répondre ainsi à l’impératif fixé par les nations, la FIAS a pris l’initiative. Elle dirige tous les efforts de stabilisation, promeut l’appropriation afghane des actions engagées dans les trois piliers et s’attache à changer le quotidien et le regard de la population. Les opérations dans le Helmand, laboratoire de l’approche globale, en témoignent.

L’ampleur et l’urgence de la tâche nécessitent la concentration des efforts consentis en matière de sécurité, de gouvernance et de développement dans le temps et l’espace. La FIAS a ainsi focalisé son action sur 80 districts clés[[48]](#footnote-48). En 2010, le commandement régional sud, en particulier la région de Marjah dans le Helmand central, représente la zone d’effort opérationnel. Pour pouvoir proposer une alternative au système taliban au lendemain des combats, ces opérations civilo-militaires comportent, dès la phase de planification, des projets locaux de gouvernance afghane et de développement tels que le *District Delivery Program*[[49]](#footnote-49). L’ensemble des acteurs internationaux et afghans œuvrant dans ces trois piliers est associé à la conception des opérations. L’efficacité de cette approche repose ensuite sur son appropriation par le gouvernement et les responsables locaux afghans auxquels ces conceptions sont proposées.

En matière de sécurité, l’initiative réside dans l’insertion des soldats de la FIAS au sein de la population et dans leur partenariat avec les forces de sécurité nationales afghanes poussé aux plus petits échelons. Expérimentée dans le Helmand, cette vie commune, dans les installations afghanes de petits détachements insérés au cœur de la population loin des *FOB[[50]](#footnote-50),* se révèle efficace. Au-delà de la prise de risque initiale qu’il comporte pour les nations[[51]](#footnote-51) qui exposent leurs soldats, ce mode d’action est propice à l’échange des savoir-faire et à la protection de la force[[52]](#footnote-52) par la population elle-même[[53]](#footnote-53). Il doit aussi, suivant le procédé de la «tâche d’huile»[[54]](#footnote-54), conduire à changer le regard des Afghans sur leurs forces de sécurité et, en conséquence, sur la présence de la coalition.

### **Perspectives: s’en remettre temporairement à la FIAS et préparer la transition**

Dans cette phase de stabilisation, il est de l’intérêt des nations de laisser la FIAS coordonner l’approche globale, mais de leur responsabilité de préparer la phase de transition à la fois sécuritaire (entre la FIAS et le gouvernement afghan) et politique (entre la FIAS et les organisations politiques internationales). Ces transferts progressifs de responsabilités doivent permettre d’asseoir durablement le succès stratégique recherché.

Certaines nations européennes rechignent à laisser le militaire remplir temporairement des fonctions civiles, voire politiques, auprès du gouvernement afghan. Derrière les questions identitaires posées par le risque de se voir déposséder de ses missions (pour la composante civile) ou de voir sa mission initiale dériver[[55]](#footnote-55) (pour la composante militaire), c’est la vocation de l’OTAN qui est en jeu. Dans un contexte de révision du concept stratégique, la possibilité d’assister *de facto* à l’élargissement de la vocation militaire de l’OTAN aux missions civiles ne laisse pas d’inquiéter les nations membres à la fois de l’OTAN et de l’Union européenne, peu enclines à dupliquer les compétences.

Pourtant, les nations ont intérêt à s’en remettre dans l’immédiat à la capacité d’entraînement et de pilotage de l’approche globale de leur force militaire. En effet, l’urgence de la situation sur le terrain commande le pragmatisme à court terme et le retour aux périmètres d’action traditionnels une fois la situation stabilisée. Il s’agira alors d’opérer d’un côté le transfert des missions de sécurité au gouvernement afghan, et de l’autre la reprise, par la composante civile des organisations internationales présentes à tous les échelons de décision et de mise en œuvre, des piliers développement et gouvernance. Ce passage de relais progressif (transition province par province) offre les délaisnécessaires au renforcement des capacités et de la coordination de la composante civile internationale: il rend possible l’amorce du désengagement militaire.

**\***

**\* \***

Dans ce contexte de stabilisation, le politique doit temporairement confier au militaire sur le théâtre la conduite de cette approche globale à tous les échelons. La promotion par les nations, auprès du gouvernement afghan, d’une structure civile internationale, légitime et capable de coordonner les actions civiles de gouvernance et de développement, conditionne cependant la réussite de la phase de transition. La MANUA fait à cet égard figure de candidat naturel à cette promotion.

Au-delà des besoins du théâtre, la mise en œuvre de l’approche globale en Afghanistan est aussi un enjeu central dans l’évolution de la nature et des missions de l’OTAN. Pour convaincre ses partenaires de conserver à l’Alliance sa nature purement militaire, la France devra faciliter l’engagement d’organisations internationales dotées de compétences civiles dans la gestion de crises, comme l’Union Européenne. À défaut, face à la capacité d’entraînement américaine, son retour dans l’OTAN pourrait rapidement ressembler à un alignement.

*Officier des Troupes de marine de la spécialité blindée, le Chef de bataillon(TA) de TORQUAT a servi comme officier inséré au sein du J3 ISAF de SHAPE d’août 2009 à février 2010*



## Faut-il réhabiliter le Général

**Loyzeau de Grandmaison**[[56]](#footnote-56)**?**

# *Par le Général de corps d’armée (2s) André BOURACHOTBourachot.jpg*

*Le général Loyzeau de Grandmaison, a été accusé depuis de nombreuses années, dès la fin de la guerre de 1914-1918, d’avoir été le chantre de l’offensive à outrance et le responsable des hécatombes du conflit, celui par qui le malheur est arrivé en quelque sorte; l’historiographie, avec une belle unanimité, en a fait un parfait bouc émissaire. Comment Grandmaison, alors simple lieutenant-colonel a-t-il pu susciter des réactions aussi nombreuses et unanimes (ou presque) dans la condamnation?*

**G**randmaison est né le 18 janvier 1861 au Mans; il entre à Saint Cyr en octobre 1881 qu’il quittera deux ans plus tard pour le 20ème bataillon de chasseurs à pieds. En janvier 1893, muté au 1er étranger sur sa demande, «*dans le désir et l’espoir de faire campagne»,* écrit son noteur, il quitte la France pour l’Algérie et de là part pour le Tonkin en août de la même année. Il n’en reviendra qu’en mars 1896 et publiera ses réflexions sur la colonisation dans un fort intéressant ouvrage[[57]](#footnote-57) intitulé «***En territoire militaire****»,* dédié à Gallieni. Son séjour s’est partagé entre l’opérationnel et ce qu’on appellerait la pacification du secteur de Dong Dang. Il s’investit complètement dans sa tâche et il faut lire l’enthousiasme qu’il met à ouvrir des routes, cultiver la badiane ou connaître le régime de la propriété au Tonkin! Lyautey le rencontrera alors et le citera dans ses «***Lettres du Tonkin et de Madagascar****»* en le décrivant par ces quelques mots: «*il ferait votre conquête à tous».*

Après une mutation au 131ème RI, il entre 7ème à l’École de guerre en 1898 et en sort second en 1900. Lanrezac, qui ne sera pas toujours objectif avec lui après la guerre, écrit dans les notes qu’il lui donne: «*seuls des hasards d’examen lui ont ravi la première place».* Après divers séjours en état-major et en régiment, il est muté à l’EMA au 3ème bureau, le 26 décembre 1905, comme commandant, où il va s’occuper de la concentration et de la couverture. Il y restera jusqu’en juillet 1911 et prendra la direction de ce bureau comme lieutenant-colonel à partir du début de 1909. Pendant toute cette période sa notation est exceptionnellement brillante. Lors de l’affaire des fiches, cette vaste entreprise de délation lancée par le ministre de la Guerre, le Général André, il fera l’objet d’une appréciation de la mouvance franc-maçonne[[58]](#footnote-58) et sera décrit comme «*clérical non militant, plutôt mauvais»,* ce dernier adjectif n’étant pas un jugement sur sa compétence mais sur son «républicanisme». Petite cause, grands effets, il restera sept ans commandant!

Le CHEM a été créé en 1911 et Grandmaison va partager son temps entre l’EMA et le CHEM où il va s’investir en tant que conférencier et directeur d’exercice sur la carte, comme on disait à l’époque. C’est là que le Général Debeney[[59]](#footnote-59) l’a connu, ce qui lui a fait écrire quelques années plus tard: *«on ne saurait imaginer un homme plus séduisant que Grandmaison, intelligence vive, tempérament ardent, générosité de caractère, il avait une puissance d’irradiation considérable […] mais son imagination l’entraînait […] il avait mis son jugement au service de son tempérament»;* c’est vraiGrandmaison n’est pas un tiède; ce type d’appréciation est une constante dans ses notes.

Il quitte l’EMA en juillet 1911. Il s’en va quand Joffre arrive à l’État-major et il prend le commandement du 153ème RI appartenant à la 77ème brigade de la 39ème DI, elle-même division du célèbre 20ème corps commandé un peu plus tard par Foch, qui le notera magnifiquement.

Entre temps, Grandmaison a publié début 1906 un petit ouvrage[[60]](#footnote-60) de 193 pages intitulé «***Le dressage de l’infanterie en vue du combat offensif****»*, préfacé d’ailleurs par le Général Langlois qui loue l’œuvre et l’auteur; il a eu plusieurs éditions successives, au moins trois. Pour l’essentiel il reflète les méthodes d’instruction mises au point par Grandmaison lors de son commandement du 1er bataillon du 30ème régiment d’infanterie et il comporte notamment la copie de 5 cahiers destinés à ses capitaines, véritables fiches d’instruction avant la lettre. Le terme dressage est évidemment anachronique aujourd’hui et ne s’emploie plus que pour les animaux mais à l’époque il était utilisé largement pour définir le contenu d’une formation et pas seulement dans la mouvance militaire.

Le contenu de ces cahiers n’a pas beaucoup vieilli et il est même souvent très moderne; notamment on y découvre l’emploi du groupe d’infanterie, tel qu’il apparaîtra fin 1917. Seul bémol il ne parle pas des mitrailleuses mais elles ne sont pas encore en service en 1906. Et surtout il nous montre un Grandmaison très pratique et pas un fou de guerre, prônant l’offensive à outrance, comme il a souvent été dépeint. Affirmant que «*la forme enveloppante est de beaucoup la plus avantageuse»*, il ne prône l’attaque que lorsqu’il n’est pas possible de faire autrement. Notamment il insiste presque à chaque page sur la nécessaire coordination de l’infanterie et de l’artillerie, c'est-à-dire l’appui feux qu’on appelle alors «l’union des armes». Si l’infanterie française avait été «dressée» suivant les préceptes de Grandmaison elle n’aurait pas été décimée, comme elle l’a été, en août et septembre 1914.

En janvier 1911 Grandmaison, toujours à l’EMA, chef du 3ème bureau, suit donc les travaux du CHEM subordonné à l’État-major. C’est la première session du nouvel organisme et les stagiaires assistent, tout comme aujourd’hui, à de multiples conférences prononcées par des officiers en poste soit dans les EM, soit dans les Forces. Grandmaison en prononcera quelques unes dont deux, intitulées: «*La crise des fronts et la notion de sûreté»* et «*La forme de l’engagement dans les grandes unités»,* feront débat*.*

À l’époque le généralissime désigné, vice président du Conseil supérieur de la guerre (Général Michel) n’est **pas** le chef d’État-major en place (Général Brun). Les deux fonctions sont distinctes depuis 1871 et des frictions assez fréquentes se produisent et se produiront entre les titulaires jusqu’à l’été 1911, date à laquelle Joffre deviendra l’un et l’autre. Le sous-chef est le Général Laffon de Ladebat qui remplacera Brun en 1909. À remarquer que le chef du 3ème bureau, à l’époque, ne s’occupe pas…d’opérations puisque le rôle de l’État-major s’arrête dès que la concentration des forces est terminée; par contre il s’occupe des grandes manœuvres et c’est là que Grandmaison a pu faire le constat de faits qu’il dénoncera dans ses conférences! Mais il faut souligner qu’il **n’a eu aucune responsabilité opérationnelle directe** et que, par exemple, il n’a eu aucune part dans la préparation du plan XVII qui s’est faite deux ans plus tard.

Ces conférences sont des réflexions personnelles à haute voix; elles seront éditées[[61]](#footnote-61) ultérieurement. Elles n’ont pas pour but de prôner une nouvelle doctrine et leur contenu ne s’applique qu’aux **grandes unités**. Dans son avant-propos, il prend grand soin d’écrire: *«c’est donc à créer un état d’esprit et non pas à préciser des règles générales que doivent tendre tous nos efforts»* et il ajoute que le combat du bataillon n’est pas celui du corps d’armée. C’est clair et net; il ne s’agit pas de prêcher un nouveau règlement de service en campagne. Il n’empêche, presque tous les historiens rendront Grandmaison responsable des attaques meurtrières des régiments d’infanterie lors de la bataille des frontières d’août 14. Un comble alors qu’il avait, quelques années auparavant, exposé des idées intelligentes, prudentes et raisonnables dans «***Le dressage de l’infanterie****»*!

C’est vrai, le contenu des conférences surprend. On peut les résumer par les quatre points ci-après:

* la sûreté est réalisée par la vitesse de l’attaque,
* la liaison entre les unités partant au combat est inutile par leur progression même,
* il faut prendre l’offensive à outrance et simultanément sur tout le front,
* le combat en retraite n’est pas possible.

Et de longuement discuter le rôle et la fonction de l’avant-garde, grands sujets de réflexion au tournant du siècle au sein de l’intelligentsia militaire, qui n’ont plus d’intérêt aujourd’hui et que l’on comprend mal, mais c’était un des dadas des penseurs militaires de l’époque, ceux qu’on appelait les «Napoléoniens»! Et il proclame toute une série de recommandations telles que celle-ci: *«[…] en cultivant avec passion avec exagération et jusque dans les détails intimes de l’instruction tout ce qui porte ‒ si peu que ce soit ‒ la marque de l’esprit offensif»*. Il conclut ses propos par ce qui n’est qu’une figure de style voulue, un artifice d’orateur et que lui reprocheront beaucoup les modernes*: «Allons jusqu’à l’excès et ce ne sera peut-être pas assez»* et il a du succès!

En 1911 ces propos ne choquent pas et toute une école, parmi les jeunes officiers surtout, les partage, par exemple son ami[[62]](#footnote-62) le Colonel Berthelot qui prendra sa suite au 3ème bureau, cette fois avec Joffre; ce n’est pas forcément le cas des plus anciens. Notamment Michel, venu assister aux conférences, n’est pas d’accord avec Laffon de Ladebat, sous-chef, présent pour appuyer son poulain et il semble bien que Michel ait plus ou moins interrompu Grandmaison et que les deux autorités aient manifesté publiquement[[63]](#footnote-63) leurs différends, Laffon de Ladebat faisant remarquer à Michel qu’il connaissait et avait approuvé la teneur de la conférence de Grandmaison, ce qui a fait désordre. Il y a donc eu quelques remous (notamment dans la presse) qui transparaissent dans ses notes semestrielles. Pour bien mesurer l’importance réelle des conférences, rappelons que Grandmaison est lieutenant-colonel et qu’il n’a jamais commandé un…régiment, alors un corps d’armée! Le propre du CHEM est d’apprendre à réfléchir…loin; mais c’est faire beaucoup d’honneur à un officier, à peine supérieur, de lui octroyer le statut de mentor de l’armée française!

Après la guerre, le discours Grandmaison, dont on se souvenait à peine en 1914, a paru magnifiquement expliquer ce qui s’était passé au début du conflit et comme beaucoup de généraux avaient quelques excès à se faire pardonner, on lui a fait endosser la tunique du responsable et du coupable. Alors qu’il n’était plus là pour se défendre, il a fait un bouc émissaire parfait et il l’est resté jusqu’à nos jours! Pourtant aucune grande unité (corps d’armée, armée) n’a été engagée en 1914 ainsi que le préconisait Grandmaison. Ce qui s’est passé au niveau plus élémentaire des unités, brigades et régiments surtout, n’aurait pas dû ressembler à ce que le colonel suggérait pour les armées et corps d’armée sinon par une volonté d’identification dévoyée de son objet! Grandmaison est devenu le symbole commode des errements d’avant-guerre. Cependant!

Beaucoup de gens l’auront oublié quand Guderian et Rommel en 1940, vingt six ans plus tard, lui donneront raison. C’est la première fois où l’ennemi, en l’occurrence l’armée française, est mis en déroute par un assaillant qui, sans trop se soucier d’assurer la sûreté de sa progression, par une série d’attaques ininterrompues, le plus souvent peu sanglantes mais, opérant par débordement systématique, désorganise et amène rapidement la défaite de son adversaire tout en lui capturant des centaines de milliers d’hommes. Il n’y a pas de campagne victorieuse aussi rapide dans l’histoire militaire mondiale moderne et c’est bien le triomphe de l’esprit offensif. C’est du «pur» Grandmaison, preuve que ses propos n’étaient pas sans justification.

Messimy, ministre de la Guerre en 1911, n’a pas laissé partir Grandmaison les mains vides; il a quitté le 3ème bureau[[64]](#footnote-64), la tête haute, avec son inscription au tableau de colonel et le commandement d’un régiment ! L’intéressé a eu, au combat, l’avancement que sa valeur laissait entrevoir: colonel le 14 août 1911, général de brigade le 27 août 1914 et général de division à titre temporaire le 22 janvier 1915. Payant de sa personne, en première ligne, il est blessé 3 fois en 24 heures à Morhange les 19 et 20 août, date à laquelle il est évacué, juste après le premier engagement de son régiment; il n’aura pas le temps de mettre en pratique ses idées sur *le dressage de l’infanterie.* Il sera mortellement blessé le 19 février 1915 alors que, divisionnaire à titre temporaire, il commande le 5ème groupe de divisions de réserve.

Le Général Loyzeau de Grandmaison, adoré de ses hommes, était certainement un officier d’exception qui pouvait emmener sa troupe au bout du monde! L’armée de terre s’honorerait à lui rendre, aujourd’hui, justice et comment le faire mieux qu’en donnant son nom à une promotion de Saint-Cyr?

*Le Général de corps d’armée (2s) André Bourachot est Saint-cyrien de la promotion Maréchal Bugeaud. À sa sortie, il choisit l’arme du Génie. Breveté de l’enseignement militaire supérieur, ancien auditeur du CHEM et de l’IHEDN, il exercera plusieurs commandements dans le service et l’arme du génie, le dernier en date étant celui de l’École d’Application du génie à Angers. Il terminera sa carrière active comme inspecteur du génie. Il a publié récemment un livre intitulé: «****Joffre, de la préparation de la guerre à la disgrâce 1911-1916****» aux éditions Bernard Giovanangeli.*



Penser la guerre

pour faire l’Europe[[65]](#footnote-65)

# *Par le Chef d’escadron François-Régis LEGRIER*

***Toute organisation politique et sociale repose sur un système philosophique. À partir du dernier ouvrage d'Henri Hude, «Démocratie durable», il s'agit de se libérer intellectuellement du politiquement correct pour comprendre les désordres de notre société et de réfléchir sur les conditions de l'exercice du métier des armes dans une société médiatisée à l'extrême.***

**N**os démocraties occidentales ont perdu le nord! Elles dérivent au gré du politiquement correct tout en étant ballottées par les caprices des vents médiatiques. Tel est, en substance, le message du dernier livre du directeur du pôle d’éthique militaire des écoles de Saint-Cyr Coëtquidan[[66]](#footnote-66).

Qu’on ne s’y trompe pas, «***Démocratie durable****»* n’est pas un énième ouvrage sur l’éthique militaire ou une publication géopolitique, mais un essai de philosophie politique. Un essai qui est une invitation à se libérer de l’idéologie du politiquement correct véhiculée par ce qu’Henri Hude appelle le «léviathan médiatique». Cet essai est au service d’une idée maîtresse clairement annoncée en introduction: l’Europe doit être une puissance politique capable de garantir la paix mondiale et d’«assurer une mission d’équilibre» entre les deux empires que sont les États-Unis et la Chine. Pour qu’elle devienne cette puissance, les décideurs politiques doivent avoir des idées claires et justes sur la nature humaine et celle des sociétés, la liberté et le pouvoir, la religion et, naturellement, la guerre. Telle est l’ambition de cet ouvrage.

Résumer l’essai d’Henri Hude n’est pas chose aisée. Certains développements philosophiques sont parfois rebutants et l’agencement des chapitres peut sembler un peu artificiel. Cet ouvrage, qui est en réalité un recueil d’études ou de conférences, se divise en deux parties. La première «vise à mettre la démocratie en sûreté par une défensive efficace» tandis que la seconde doit lui permettre de retrouver son dynamisme et «la mettre sur la voie de la reconstruction». Les mêmes thèmes sont donc traités à plusieurs reprises, ce qui ne facilite pas toujours la compréhension de l’ensemble. Pourtant, une fois dépassés ces quelques obstacles, le lecteur, et spécialement le lecteur militaire, découvre de quoi nourrir sa réflexion sur les principes qui régissent le gouvernement des hommes et les relations entre nations, notamment la guerre. À une époque où règne la confusion des idées et où toutes les opinions se valent, Henri Hude rappelle qu’il y a des principes philosophiques qui conduisent les hommes vers le bien et les sociétés vers la paix, et d’autres qui sont source d’impuissance et de violence. Plus qu’une série de rappels, «***Démocratie durable****»* est donc un cri d’alarme: nous faisons fausse route; le relativisme et l’hédonisme nous conduisent au naufrage!

De quelle filiation se réclame l’auteur? Telle est la première question qui vient à l’esprit lorsque l’on évoque un sujet aussi sensible que la démocratie d’un point de vue philosophique. Pour une bonne part, Henri Hude s’inscrit dans l’héritage de la philosophie classique et chrétienne, comme en témoignent les références à Aristote ou aux encycliques papales, mais il revendique aussi celui des «grandes Lumières», c’est-à dire la pensée kantienne, en opposition aux «Lumières tardives», dont la philosophie se résume à l’hédonisme individuel[[67]](#footnote-67). À cet égard, on peut penser qu’il se situe dans la lignée du philosophe chrétien Jacques Maritain[[68]](#footnote-68). En effet, à l’instar de celui qui fut ambassadeur de France au Vatican, Henri Hude cherche à faire la synthèse entre le christianisme et les Lumières. Il réaffirme la notion de dignité humaine chère à Kant, mais c’est pour l’inscrire dans une perspective chrétienne (concept de chute et de salut) et communautaire (dignité de la communauté)[[69]](#footnote-69).

Pourquoi avoir choisi la guerre comme porte d’entrée de la réflexion? L’auteur de «***L’Éthique des décideurs****»*[[70]](#footnote-70) nous l’explique en introduction. Penser la guerre, c’est penser le réel, c’est-à-dire se «libérer mentalement du politiquement correct». Mais penser la guerre n’est pas seulement une question d’hygiène mentale, c’est aussi une condition essentielle pour penser le pouvoir et remettre la politique à la place qui est la sienne: la première. «Politique d’abord» tel est l’un des premiers messages forts délivrés en introduction.

Sans prétendre à une étude exhaustive, nous nous proposons ici de faire ressortir trois idées fortes développées tout au long de cet ouvrage avant de revenir sur les sujets traitant plus spécifiquement du métier militaire.

## Des idées fortes ancrées dans l’héritage classique et kantien

* ***La démocratie***

Dans le droit fil de la philosophie aristotélicienne, Henri Hude nous rappelle que la démocratie n’est pas une religion mais un système de gouvernement, «mélange raisonnable d’oligarchie et de démocratie, laissant aux élites initiative et liberté, assurant aux classes populaires protection et sécurité, participation et promotion des meilleurs»[[71]](#footnote-71).

Or, ce système de gouvernement est aujourd’hui menacé par l’idéologie du politiquement correct (PC)[[72]](#footnote-72) et la toute puissance des médias (l’infosphère). Le pouvoir[[73]](#footnote-73) doit donc se réapproprier ses fonctions et penser la guerre sans complexe, rejetant toute culture de guerre totale comme toute culture d’impuissance. C’est ainsi que, en démocratie durable, le leader, sûr de sa légitimité conférée par la volonté générale, ne se laisse pas désarmer et ridiculiser, mais exerce son autorité au bénéfice de la communauté dont il a la charge.

* ***Loi morale, relativisme et liberté***

Qu’est-ce que le politiquement correct? La «subversion la plus absolue de l’éthique des grandes Lumières», par son refus d’une loi morale universelle et l’exaltation démesurée de la liberté individuelle. Une religion de substitution prospérant sur les ruines du christianisme, religion où l’homme se prend pour Dieu et recherche exclusivement son bien-être matériel. Cette nouvelle religion exerce une pression sociale qui, au lieu de nous aider à faire le bien, nous enferme dans la médiocrité. En effet, refuser la loi morale, c’est finalement accepter de subir les déterminismes auxquels notre nature est liée: «Seule une nécessité morale a le pouvoir de nous arracher à cette nécessité physique. Autrement, nous ne sommes que des esclaves en cavale, et, sous prétexte de liberté, nous imposons au dehors notre égoïsme et notre arbitraire. La liberté humaine est inséparable de la loi morale. On ne bâtit pas sans cette liberté-là une société libre, ni une démocratie durable»[[74]](#footnote-74).

Cette culture, fondamentalement nihiliste en ce qu’elle interdit aux individus et aux sociétés la recherche des vérités spirituelles, repose sur une supercherie qui a pour nom la tolérance. Quiconque ose remettre en question le relativisme et l’arbitraire individuel présentés comme l’horizon indépassable de la raison humaine, est taxé d’intolérant et aussitôt «excommunié»[[75]](#footnote-75) par le Léviathan médiatique. C’est ainsi que, prétendant libérer l’individu de la pression sociale autrefois exercée par le christianisme, le politiquement correct ne fait qu’accroître cette pression sans qu’il y ait une quelconque régulation. À l’instar de ce qui s’est produit en Union soviétique, le risque réel est celui du mensonge collectif et de son lot de catastrophes.

* ***Religion et politique***

Reprenant à son compte les théories de René Girard sur l’homme imitateur et violent, Henri Hude souligne à quel point la religion, et spécialement la religion chrétienne, est un régulateur de violence: «Le mysticisme chrétien devenu culture, fait social et anthropologique, au titre d’imitation de Jésus-Christ, bloque depuis lors, non pas le conflit, mais la montée aux extrêmes du conflit – l’imitation fratricide est bloquée par l’imitation du Christ»[[76]](#footnote-76). En reléguant la foi à la sphère privée, le laïcisme occidental a, en réalité, fait disparaître un des mécanismes essentiels de régulation de la violence au sein des sociétés.

Or, le christianisme, avec ses concepts de chute et de salut, permet de penser la guerre. En effet, la notion de péché originel et la distinction entre nature humaine essentielle, dont l’essence est l’amitié pure, et nature humaine déchue, source de violence, ouvrent de réelles perspectives anthropologiques. En effet, dans cette optique, la guerre limitée, et donc la paix qui s’ensuit, est la conséquence d’une nature blessée, mais rachetée et encore capable d’amitié. Ce postulat philosophique rejetant tout optimisme béat sur la nature humaine, mais aussi tout pessimisme de type hobbesien, permet seul de comprendre l’essence de la guerre et d’éviter ce va-et-vient permanent entre le pacifisme et le bellicisme caractéristiques de nos démocraties.

### Commentaire

Henri Hude se livre à une analyse sans complaisance des maux qui minent notre époque, en particulier la supercherie morale du politiquement correct avec son prétendu idéal de tolérance. Il est rare de voir un intellectuel «institutionnel» dénoncer le système de façon aussi radicale et assumer sans complexe la philosophie classique et chrétienne. En effet, sa conception de la démocratie est à rapprocher de celle de Thomas d’Aquin, pour qui la République et les formes mixtes d’aristocratie qui s’en rapprochent le plus sont les meilleurs régimes qui puissent se réaliser dans la plupart des cités[[77]](#footnote-77).

Pour lui, la fracture philosophique se situe entre Lumières tardives (hédonisme et relativisme contemporains) et les grandes Lumières (morale kantienne). Or, il s’avère que la morale coupée de la religion est vite apparue comme une branche morte, qui tient quelque temps avant d’être brisée par une tempête. Dans «***L’Homme révolté****»*[[78]](#footnote-78), Albert Camus a démontré de façon magistrale comment le refus du divin aboutissait au nihilisme, et comment le nihilisme philosophique pouvait engendrer des monstruosités politiques.

Ainsi en est-il de Nietzsche! Jamais celui qui voulait pousser le nihilisme jusqu’au bout de sa logique n’aurait adhéré au nazisme, et pourtant la philosophie nietzschéenne a enfanté le national-socialisme et le marxisme-léninisme. «Le national-socialisme, à cet égard, n’est qu’un héritier passager, l’aboutissement rageur et spectaculaire, du nihilisme. Autrement logiques et ambitieux seront ceux qui, corrigeant Nietzsche par Marx, choisiront de ne dire oui qu’à l’histoire et non plus à la création tout entière»[[79]](#footnote-79). C’est ainsi que l’esprit de révolte, lorsqu’il quitte le monde des idées, aboutit au «césarisme biologique ou historique», et Camus de conclure: «Le oui absolu aboutit à universaliser le meurtre en même temps que l’homme lui-même. Le marxisme-léninisme a pris réellement en charge la volonté de Nietzsche, moyennant l’ignorance de quelques vertus nietzschéennes»[[80]](#footnote-80).

Force est de constater que les idées philosophiques produisent une vision du monde qui tôt ou tard agit et transforme l’ordre politique et social. À cet égard, la vraie rupture philosophique se situe sans doute entre la philosophie classique et thomiste, et les Lumières, qui proclament l’autonomie de la raison humaine par rapport à Dieu, et plus précisément par rapport à l’Église catholique. Cette révolte métaphysique aboutit, quelles que soient les convictions religieuses des philosophes des Lumières, à la Révolution française et à la naissance d’une société sans Dieu.

Là encore, Camus nous donne la clé: «1789 se place à la charnière des temps modernes, parce que les hommes de ce temps ont voulu, entre autres choses, renverser le principe de droit divin et faire entrer dans l’histoire la force de négation et de révolte qui s’était constituée dans les luttes intellectuelles des derniers siècles. Ils ont ajouté ainsi au tyrannicide traditionnel un déicide raisonné. La pensée dite libertine, celle des philosophes et des juristes, a servi de levier pour cette révolution»[[81]](#footnote-81). Pour être plus précis, le Dieu du christianisme est alors remplacé par ce qu’il appelle le nouvel Évangile, c’est-à-dire le Contrat social qui «donne une large extension, et un exposé dogmatique, à la nouvelle religion dont le dieu est la raison, confondue avec la nature, et le représentant sur la terre, au lieu du roi, le peuple considéré dans sa volonté générale»[[82]](#footnote-82).

C’est pourquoi, en réalité, les démocraties contemporaines, loin d’être seulement un système de gouvernement, sont aussi une religion ou au moins une mystique. 1789 proclamait la divinité du peuple, notre époque affirme la divinité de l’individu, mais c’est bien le même mouvement de révolte qui se perpétue… Changement de dieu, changement de morale! Si chacun de nous est un dieu, alors il y a autant de morale que d’individus. D’une certaine manière, notre époque ne fait que pousser la logique du nihilisme jusqu’au bout…

Dans cette perspective, la troisième idée développée par Henri Hude prend toute sa signification: à rebours de l’individu divinisé, la religion du Dieu fait homme, avec ses concepts de chute et de salut, permet une approche réaliste de la nature humaine en lui reconnaissant une âme en quête des vérités spirituelles capable de maîtriser ses instincts. Cette approche, qui prend la personne humaine dans sa globalité, doit aussi permettre de reconsidérer le christianisme comme fait social et non comme simple croyance d’ordre privé.

## Penser la guerre et l’exercice du métier des armes dans le contexte actuel

La guerre, et plus exactement la violence, est la porte d’entrée de cet ouvrage et, en quelque sorte, le fil directeur. Nous nous proposons, dans cette deuxième partie, de revenir sur quatre idées-clés développées essentiellement dans le chapitre III «Qu’est-ce que la guerre? La démocratie durable et la guerre limitée», le chapitre IX «La responsabilité morale des dirigeants» et le chapitre X «Constitutionaliser le Léviathan médiatique. La réforme éthique des medias». Ces quatre idées sont les suivantes: une culture de paix implique le concept de guerre limitée; le problème moral de l’homicide est résolu par le concept de dignité humaine élargi à l’ensemble de la communauté; vouloir un corps militaire solide dans une société dominée par l’individualisme n’a pas de sens; l’exercice du métier militaire sous pression médiatique constante n’est plus un acte politique, mais une action de communication. Le militaire doit-il obéir à l’émotion collective? N’a t-il pas un rôle politique à jouer?

* ***La démocratie et la guerre***

Sur ce sujet, Henri Hude part du constat que nos démocraties ne sont pas à l’aise avec la guerre: «Soit elles n’en font pas assez, soit elles en font trop», et oscillent trop souvent entre pacifisme et bellicisme. Il développe ensuite une définition classique de la guerre – affrontement entre deux entités politiques dans le but d’arriver à une décision – avant de mettre en lumière la relation paradoxale entre démocratie et guerre totale: «C’est un fait historique, que la guerre totale en Europe apparaît, ou réapparaît, avec la poussée de la démocratie. Cela s’explique, car si les oligarchies ou les monarchies se battent entre elles, les peuples ne se sentent pas autant “dans le coup” que si le régime inclut le peuple lui-même comme son rouage fondamental. En ce cas, ce sont les peuples qui se jettent l’un contre l’autre, et on comprend que l’affrontement devienne beaucoup plus sanglant. L’idée que la démocratie est, par elle-même, un principe pacificateur n’est pas fausse, mais à condition de prendre aussi en compte le fait qu’elle est aussi, et par elle-même, un facteur majeur de montée aux extrêmes»[[83]](#footnote-83).

Pourquoi un tel paradoxe? Parce que nos démocraties reposent sur un principe philosophique qui fait de la liberté un absolu, une divinité qui exige tous les sacrifices. C’est en cela que les guerres idéologiques[[84]](#footnote-84) sont beaucoup plus meurtrières que les guerres reposant sur des motifs plus terre à terre: «Le Duel se transforme, pour toute pensée absolutisant ainsi la Liberté, en un affrontement d’une liberté absolue (nationale par exemple) contre une autre Liberté, non moins absolue. La guerre entre les hommes devient un combat entre des dieux»[[85]](#footnote-85)

Pourtant, aujourd’hui, et en réaction à la barbarie des guerres européennes, nos démocraties cultivent l’irréalisme et l’impuissance en espérant y trouver la paix. Cette illusion n’est pas durable, et il faut donc en revenir impérativement au concept de guerre limitée qui accepte l’épreuve de force sans pour autant diaboliser l’adversaire, attitude qui favorise la montée aux extrêmes. Admettre le concept de guerre limitée amène à reconsidérer l’apport du christianisme dans notre conception de la nature humaine.

* ***La question de l’homicide***

Dans le chapitre IX, Henri Hude, après avoir rappelé la nécessité d’une loi morale universelle, reprend un problème éthique vieux comme le monde: comment peut-on donner la mort et suivre la loi morale «Tu ne tueras point»? En effet, soit cette loi est universelle et ne souffre pas d’exception, et il faut alors être prêt à subir toutes les injustices plutôt que d’y contrevenir, soit elle ne l’est pas et tout peut alors être légitimé selon les circonstances.

«La responsabilité morale du militaire consiste donc d’abord à répondre, en sa conscience, des actes par lesquels il a ôté la vie à son semblable, devant cette loi qui, apparemment, interdit de le faire»[[86]](#footnote-86).

Pour Henri Hude, la réponse réside dans le concept de dignité humaine élargi à celui de la communauté: «C’est pourquoi, on peut dire que tuer un individu n’est licite que si, en ne le tuant pas, on prendrait le risque de tuer à la fois d’autres individus plus innocents, et de laisser se perdre la dignité de la communauté elle-même»[[87]](#footnote-87).

* ***L’esprit de sacrifice au service de l’hédonisme***

En dépit de sa forme interrogative, la conclusion du chapitre IX est un avertissement dont la radicalité en surprendra plus d’un. Comment une société dominée par la recherche du bien-être individuel peut-elle imaginer qu’elle sera durablement défendue par un corps militaire cultivant des valeurs d’un autre âge?

Un tel comportement schizophrénique revient ni plus ni moins à mettre des valeurs fortes au service de la médiocrité: «Que serait une telle démocratie? Un ensemble d’individus partageant une culture d’impuissance, qui n’aurait pas le courage de se défendre, défendu par des mercenaires d’un genre particulier, dont on assurerait à la fois l’efficience militaire et l’innocuité politique en préservant chez eux une culture de l’idéal, une morale exigeante? On exploiterait les nobles sentiments des cadres et l’impécuniosité de la troupe pour préserver le confort d’une masse de petits riches sans idéal?[[88]](#footnote-88)»

Or, on ne peut pas vouloir une chose et son contraire! Une démocratie durable ne peut vouloir une armée efficace et animée de valeurs fortes sans reconnaître dans la société la pertinence de ces valeurs. Elle ne peut être composée d’individus égoïstes, assis sur leurs droits, et défendue par une armée animée du sens du devoir et de l’esprit de sacrifice; c’est pourquoi: «Sans un minimum d’élévation morale partagée, tout héros mort pour la patrie ressemble à un idiot qui se serait fait escroquer»[[89]](#footnote-89).

* ***L’action militaire sous la pression médiatique***

D’une manière générale, les conflits actuels ne font que reposer les problèmes classiques de la petite guerre – notamment la distinction entre combattants et non combattants. Néanmoins, force est de constater que les nouvelles technologies de l’information modifient radicalement[[90]](#footnote-90) les relations entre le militaire et le politique: «Désormais, tout militaire présent et actif sur un théâtre d’opérations est immédiatement un homme politique; non seulement il tente de gagner la “petite guerre” sur le terrain en assumant des fonctions civiles positives (instruction, médecine...), comme faisaient déjà les “bureaux arabes” lors de la conquête par la France de l’Algérie ou du Maroc, mais il participe à une sorte de campagne électorale ou référendaire mondiale, pour ou contre la guerre, pour ou contre son État dans cette guerre. Comme agent électoral, son action devient par elle-même un discours éloquent, susceptible de faire l’objet d’une théâtralisation dont on tirera des effets pathétiques, ou toniques, ou de persuasion»[[91]](#footnote-91).

Or, aujourd’hui, l’émotion collective – et non la raison – est le moteur essentiel du fonctionnement médiatique, et la justesse d’une cause se mesure au degré d’indignation qu’elle soulève. Qu’il le veuille ou non, le militaire ne peut rester à l’écart de ce phénomène. À l’intelligence politique sur le terrain, il doit donc ajouter l’intelligence politique par rapport aux opinions publiques, celle de son pays, celle du pays où il intervient et, plus largement, l’opinion mondiale. Il doit «assumer une responsabilité morale supérieure».

Selon Henri Hude, cette responsabilité morale supérieure légitime une intervention du militaire dans le débat public afin de ne pas se laisser enfermer «dans le rôle d’âme damnée ou d’histrion» et, bien plus, un devoir de désobéissance. En effet, doit-on obéir à un pouvoir dans lequel les décisions sont davantage dictées par l’émoi collectif que par la raison? «Dans quelle mesure est-il légitime de tuer sur ordre, quand le donneur d’ordre ne peut presque rien faire d’autre que d’obéir à une logique de survie de son pouvoir dans les remous de cette agitation?»[[92]](#footnote-92)

Henri Hude conclut par ces propos qui sonnent à nouveau comme une mise en garde: «Tous ceux qui ont à obéir en conscience, et qui font exister l’État par leur discipline, ont le devoir de rappeler qu’un homme libre n’obéit pas à n’importe quoi, ni à n’importe qui. Si les politiques veulent être obéis et respectés, ils doivent se reprendre et soumettre énergiquement à la logique d’un régime sensé un Léviathan de fait qui ne remplit aucune fonction de paix et qui n’a aucun droit à usurper ainsi le Pouvoir»[[93]](#footnote-93).

### Commentaire

Ces quatre idées fortes abordent deux problèmes différents. Le premier est ancien: il s’agit de la violence et de la guerre. Le second est propre à notre époque: il pose la question du sens de l’action militaire dans un monde soumis à la puissance médiatique.

Concernant le premier problème, nous avons vu que la réponse d’Henri Hude consistait dans le concept de guerre limitée, vu comme un juste milieu entre la guerre totale et l’impuissance et dans celui de dignité humaine élargie à la communauté. Cette approche est surprenante en ce qu’elle passe sous silence la notion de guerre juste. Assumant l’héritage de la philosophie classique et chrétienne, Henri Hude aurait pu prendre comme point de départ de sa réflexion, ou au moins rappeler, les trois conditions de la guerre juste[[94]](#footnote-94) énoncées par Thomas d’Aquin, qui permettent de résoudre l’apparente contradiction entre l’exercice du métier des armes et le respect de la vie.

En effet, le message du Christ est sans ambiguïté sur la violence: «Tout homme qui prend l’épée périra par l’épée»[[95]](#footnote-95). Ou encore: «Moi je vous dis, ne résistez pas aux méchants»[[96]](#footnote-96). À ces objections, Thomas d’Aquin répond en disant que, s’il n’est pas permis de se faire justice soi-même, en revanche l’autorité du prince est légitime pour employer la force en vue de protéger le bien commun contre les ennemis extérieurs. À cette première condition, il en ajoute deux autres: la décision de faire la guerre doit être motivée par une cause juste et une intention droite. Il s’agit non seulement de réparer une injustice, mais en plus de rechercher un bien meilleur ou d’éviter un mal plus grand. Par voie de conséquence, une guerre juste est, en principe, une guerre limitée qui respecte le principe de proportionnalité, et où la prudence et la clairvoyance du décideur jouent un rôle essentiel.

Or, que voyons-nous? Sur un plan historique, à partir du XVIème siècle, le *jus in bello* éclipse progressivement le *jus ad bellum*, les États cherchant à s’affranchir du magistère moral de l’Église et s’estimant seuls juges du droit de faire la guerre. Or, la montée aux extrêmes inédite, que constituent les deux guerres mondiales, met en évidence la nécessité de disposer d’une autorité morale supérieure aux États, capable de limiter la guerre.

À cet égard, la création de l’ONU, véritable «Église» laïque, correspond à ce besoin de légitimité, et les princes d’aujourd’hui agissent à son égard comme ceux du Moyen Âge vis-à-vis de l’Église. Ils recherchent son appui, ou au moins son approbation, quitte à agir sans si nécessaire. En tout état de cause, la quête de légitimité est au cœur des opérations militaires occidentales[[97]](#footnote-97). Le problème qui se pose dorénavant est que, dans un monde surmédiatisé, la tentation est forte de se contenter d’une apparence de légitimité.

Concernant la question de l’homicide et le concept de dignité humaine élargie, Henri Hude aurait gagné en simplicité à reprendre la notion de bien commun. En effet, la justification avancée semble ici davantage envisagée d’un point de vue privé que d’un point de vue politique: je suis en droit de tuer un agresseur qui menace directement ma femme et mes enfants, par exemple. En somme, il s’agit tout simplement de légitime défense! Mais, transposée sur un plan politique, cette définition n’aide guère à comprendre la nécessité morale de tuer. À partir de quel moment va-t-on estimer que la dignité de la communauté exige de tuer son prochain? Si la dignité humaine individuelle est le principe premier, alors toute tentative pour en atténuer la portée reste bancale et peut être prise en défaut. Seul un changement de principe peut résoudre la contradiction. La société, conçue non plus comme une somme d’individus mais comme un corps organique, peut exiger le sacrifice de certains de ses membres en vue d’assurer sa défense, de même qu’un malade consent à l’amputation d’un membre pour préserver sa vie. Dans cette perspective, le bien de la communauté prime sur le bien particulier.

Le deuxième problème a trait à l’exercice du métier des armes dans l’environnement actuel. Sur ce sujet, Henri Hude s’exprime sans détour et pose des questions qu’il n’est plus possible d’ignorer ou d’écarter. Cultiver l’esprit de sacrifice pour défendre une société vouée à la recherche du bien-être a t-il encore un sens? Jusqu’où va le devoir d’obéissance?

Cette question du sens et de la finalité de l’action militaire est effectivement un vrai problème. Nous peinons à donner du sens à nos opérations parce que leur finalité politique est trop abstraite, voire insaisissable. C’est vrai en interne et, de la Bosnie à l’Afghanistan, les mêmes questions resurgissent avec récurrence. Or, même si le chef militaire est habitué à obéir et à faire taire ses doutes, cette difficulté à donner du sens influence directement la conduite des opérations: «Cinq cents mètres de plus valent-ils la mort d’un homme?» serait-on tenté de dire en simplifiant. L’axiome «La mission est sacrée» a sans doute vécu pour laisser la place à un calcul coût/efficacité. Quelle prise de risque suis-je prêt à consentir en fonction de l’importance de la mission? Telle est la nouvelle équation à résoudre pour les chefs militaires d’aujourd’hui.

Ce problème du sens est encore plus vrai vis-à-vis de l’opinion publique, et le drame d’Uzbeen est là pour nous le rappeler. L’émotion considérable suscitée par cette embuscade et, surtout, le processus de victimisation[[98]](#footnote-98) qui s’en est suivi, a montré à l’évidence le fossé culturel qui se creuse entre la population et son armée. Là où nous parlons héroïsme et sacrifice, nos concitoyens rétorquent accident du travail et erreur humaine, donc sanctions.

Enfin, concernant le rôle politique du militaire, Henri Hude aborde là aussi un sujet délicat. «Celui qui n’est que militaire est un mauvais militaire», disait Lyautey, et il est vrai que, par formation et par tradition, l’officier français n’est pas qu’un spécialiste de l’outil de défense: il est aussi porteur d’une certaine vision de l’homme et de la société. C’est cette culture qui lui permet d’assumer en opérations des responsabilités qui dépassent souvent le cadre de ses compétences militaires. Dès lors, le chef militaire ne peut pas se désintéresser de la politique et il se doit d’y tenir sa place, rien que sa place, mais toute sa place…

## Conclusion

Porteur d’une vision humaniste et chrétienne, «***Démocratie durable****»* est un livre fort qui refuse le confort intellectuel. À ce titre, il ne peut laisser indifférent ceux qui travaillent dans l’entourage du pouvoir ou qui s’intéressent aux problèmes de société. S’il ne fallait en retenir que trois points, nous proposerions ceux-ci:

* **Premièrement,** notre modèle de société n’est plus tenable. L’individualisme et la recherche du bien-être matériel poussés à l’extrême ne parviendront jamais à rendre les hommes heureux. La loi morale, loin d’être aliénante, libère l’homme de ses déterminismes et lui ouvre la voie vers la recherche des vérités spirituelles.
* **Deuxièmement,** les décideurs politiques doivent reprendre la main, non pour exercer une emprise totalitaire sur la société, mais pour lui donner du sens. Ils doivent être persuadés que leur autorité est légitime et ils doivent donc l’assumer sans complexe.
* **Troisièmement,** les militaires ne peuvent «rester sous leur tente» et se contenter d’être des experts de leur métier. Les transformations radicales de la société et des jeux d’influence obligent à repenser le rôle politique des militaires et l’exercice du métier des armes.

*Né en 1973, François-Régis LEGRIER est officier d'active dans l'armée de Terre. Saint-cyrien, il appartient à l'arme de l'artillerie où il a servi comme lieutenant et capitaine au 8ème régiment d'Artillerie et au 93ème régiment d'Artillerie de montagne. Il a été engagé au Kosovo en 2001 et en Afghanistan en 2007, avant de suivre le cursus de formation de l'enseignement militaire supérieur du second degré en 2008 et 2009 (16ème promotion du CID - promotion «Maréchal Foch»). Il sert actuellement comme officier traitant au bureau enseignement-exercices du Cours supérieur d'état-major.*



### Illustratons\CBA TA TATIN.JPG**La Pologne:**

### **un «cheval de Troie» des États-Unis en Europe?**

# *Par le Chef de bataillon (TA) Jérôme TATIN*

***Dès le début des années quatre-vingt-dix, la Pologne «post-populaire» entame une politique étrangère résolument atlantiste, à un point tel qu’on l’a parfois considérée comme un «cheval de Troie»[[99]](#footnote-99)des États-Unis en Europe. L’évolution récente des relations entre les deux pays, motivée par de multiples facteurs, semble néanmoins témoigner de la volonté polonaise de «rééquilibrage stratégique» entre États-Unis et Union européenne.***

**L**e contexte géopolitique radicalement modifié, au sein duquel elle se retrouve dès 1989, a contraint la Pologne à redéfinir sa politique étrangère. Considérant les États-Unis comme la seule puissance capable de lui apporter des garanties sécuritaires tangibles face aux possibles tentations impérialistes de la Russie, les gouvernements qui se succèdent à Varsovie mènent une intense politique de rapprochement bilatéral avec eux.

Son point culminant est le partenariat stratégique bilatéral signé en août 2008.

L’évolution politique intervenue depuis, comme le recul pris par les Polonais vis-à-vis de leur «plus proche allié», ne remet pas en cause les liens tissés mais explique leur apparente volonté d’un «rééquilibrage stratégique» entre OTAN (et États-Unis) d’une part, et Union européenne d’autre part.

Le partenariat stratégique américano-polonais s’est notamment exprimé dans les domaines que sont la défense anti-missiles et la coopération des forces armées sans omettre, naturellement, celle en matière d’armement.

## Défense anti-missiles et désarmement nucléaire

Défense anti-missiles et désarmement nucléaire relèvent, aux yeux de la Pologne, de la même problématique sécuritaire: l’éventualité de l’émergence d’une menace provenant de l’Est.

Le 17 septembre 2009, sans réelle concertation préalable avec Varsovie, le président américain Obama, nouvellement élu, annonce l’abandon du projet de déploiement en Pologne des dix missiles intercepteurs américains de longue portée *GBI*[[100]](#footnote-100) prévus. La déception des Polonais est d’autant plus grande qu’en parallèle ils ont déjà pris conscience à cette époque des réticences américaines concernant le déploiement du système *PATRIOT[[101]](#footnote-101)* sur leur sol[[102]](#footnote-102). Dès le début, la question de la défense anti-missiles a donc reposé sur des malentendus entre les deux pays, issus de visions stratégiques différentes.

*Pour la Pologne, la menace nucléaire iranienne, ou nord-coréenne, est en effet perçue comme possible, mais secondaire comparée à celle pouvant provenir de pays plus proches de ses frontières. Cette conviction, qui s’inscrit également dans une perspective historique, demeure particulièrement vivace.*

En témoignent la satisfaction marquée des Polonais concernant l’annonce faite au sommet de l’OTAN à Lisbonne, en novembre 2010, de la création d’un système otanien de défense anti-missiles et, *a contrario*, l’inquiétude suscitée par l’information non confirmée[[103]](#footnote-103) du déploiement de missiles tactiques SS-26 ISKANDER[[104]](#footnote-104)dans l’enclave de Kaliningrad, supposés capables d’emporter une charge nucléaire et d’atteindre leur capitale.

Lors de la rencontre des présidents américain et polonais à Washington, les 8 et 9 décembre 2010, Barack Obama a réaffirmé que le déploiement en Pologne de missiles intercepteurs américains SM-3 dès 2018 demeurait envisagé. Cette nouvelle a été accueillie avec un enthousiasme prudent par les Polonais: l’échéance est lointaine et, même si le développement d’une version terrestre est en cours, le SM-3 n’existe actuellement qu’en version navale.

De surcroît, les dirigeants russes ont clairement signifié qu’un déploiement arbitraire de missiles intercepteurs américains en Pologne pourrait entraîner une dénonciation de leur part du nouveau traité de désarmement nucléaire, voire la relance d’une course aux armements.

*L’appui prononcé de la Pologne aux États-Unis dans le cadre de START 3 est également motivé par la «menace» russe. En contrepartie, les Polonais espèrent en effet des Américains une action en matière de réduction des armements nucléaires tactiques que le traité ne prend pas en compte[[105]](#footnote-105).*

Coopération des forces armées

Deux aspects complémentaires sont à considérer en matière de coopération militaire américano-polonaise: l’engagement polonais en Afghanistan et la présence militaire américaine sur le territoire polonais.

La participation de forces polonaises à la campagne irakienne, comme à l’opération actuellement menée par l’OTAN en Afghanistan, vise à prouver l’engagement de la Pologne au service de la sécurité internationale[[106]](#footnote-106), tout en donnant aux Américains des preuves de fidélité.[[107]](#footnote-107)

*Le but premier de l’engagement militaire extérieur de la Pologne est d’ordre politique[[108]](#footnote-108).*

On constate que l’enthousiasme polonais en la matière s’est atténué. Le président Bronisław Komorowski est d’un «atlantisme» plus prudent que son prédécesseur Lech Kaczyński. De surcroît, les retombées américaines de cet engagement ne semblent pas avoir été pleinement à la hauteur des espérances polonaises. S’y ajoutent les réserves récemment émises par des «responsables militaires américains anonymes» concernant l’efficacité des troupes polonaises dans la province de Ghazni (où 800 soldats américains sont, en outre, placés sous commandement opérationnel polonais)[[109]](#footnote-109). Les commentaires critiques du président Komorowski sur la stratégie actuelle de l’OTAN en Afghanistan, comme sa volonté répétée d’un désengagement rapide du contingent polonais qui y est déployé[[110]](#footnote-110), tendraient à montrer que l’époque du soutien inconditionnel aux États-Unis est révolue.

Si le président polonais est assez réservé quant à la vocation expéditionnaire de l’OTAN, il demeure néanmoins profondément attaché à sa vocation défensive.

*La présence, permanente ou temporaire, en Pologne, d’éléments des forces armées d’autres pays membres de l’Alliance – et, avant tout, américaines – demeure perçue comme un élément indispensable contribuant au renforcement de la sécurité du pays. Il en va de même pour la tenue de grands exercices interalliés sur son sol[[111]](#footnote-111).*

À ce titre, les Polonais paraissent avoir été rassurés par la confirmation de la venue, par rotation, d’avions de chasse F-16 américains (16 appareils) et de transport C-130 (4 appareils) dès la mi-2013. Si les Américains, toutefois, perçoivent cette présence avant tout comme destinée à l’instruction et à l’entraînement conjoint des forces aériennes des deux pays, certains responsables polonais, dont Stanisław Koziej, chef du bureau de la sécurité nationale (*BBN*), ont évoqué la possibilité de la future prise en compte de cette composante aérienne dans le *contingency plan* balto-polonais de l’OTAN.

## Coopération en matière d’armement

La primauté accordée, durant les années passées, à l’acquisition d’équipements de provenance américaine, avait, elle aussi, du point de vue polonais, une dimension politique. L’achat, à crédit, de 48 chasseurs F-16 revêt, à ce titre, un caractère emblématique.

La plupart des équipements américains ont été acquis dans le cadre de l’aide américaine sous forme de prêts remboursables ou non, sans obtention de licences. Les clauses des contrats ou, tout simplement, la spécificité même des équipements, accordent aux entreprises américaines, *de jure* ou *de facto*, l’exclusivité en matière de soutien de ce matériel. C’est le cas, par exemple, des deux frégates de classe «*Oliver Hazard Perry*» livrées à la Pologne, dont une seule est en état de naviguer actuellement. Leur maintien en condition, leur modernisation, l’achat des munitions embarquées, représentent une dépense conséquente pour le budget de défense polonais, laquelle entrave l’avancée de la construction de la corvette nationale «*Gawron*».

*Les désillusions engendrées par la prise de conscience des implications financières d’une aide américaine non désintéressée, des limites des transferts technologiques effectués dans le cadre des offsets[[112]](#footnote-112) et, globalement, de l’importance à accorder aux coûts d’exploitation ‒ et non uniquement à ceux d’acquisition ‒ ont amené les Polonais à plus de circonspection en matière d’équipement de leurs forces armées.*

*La volonté croissante de participer à des programmes européens[[113]](#footnote-113)dans le cadre de l’AED[[114]](#footnote-114), de développer les capacités propres de l’industrie de défense nationale, d’acheter sous forme d’appels d’offres ne privilégiant pas d’emblée l’option américaine, illustrent parfaitement cette évolution[[115]](#footnote-115).*

Si elle demeure attachée à l’existence de liens bilatéraux forts avec les États-Unis, et aligne sa politique extérieure sur la leur en matière de normalisation des relations avec Moscou, réduire la Pologne à l’unique rôle de «meilleur ami» ou de «cheval de Troie» des Américains en Europe semble devenir de moins en moins pertinent. À l’issue de l’affaire «WikiLeaks», le premier ministre Donald Tusk a, du reste, déclaré: «*S’il y a quelque chose d’inquiétant, c’est la lumière faite par ces fuites sur le caractère des relations entre les États-Unis et la Pologne, et avec d’autres alliés. C’est pour moi une satisfaction assez triste de savoir que, même dans nos relations avec nos plus proches alliés, il faille mener une politique sans illusions»*(sic).

La Pologne aspire, en s’appuyant sur des considérations historiques et géographiques, à jouer un rôle d’intermédiaire de premier plan dans le jeu entre Est et Ouest, tant dans le cadre de l’Alliance atlantique que dans celui de l’Union européenne.

Sa volonté de rééquilibrage entre ce qu’elle considère comme ses «deux piliers sécuritaires» majeurs explique les ambitions qu’elle affiche pour sa future présidence de l’UE[[116]](#footnote-116) et l’appui qu’elle escompte, dans ce cadre, de la part des pays européens dont elle s’estime la plus proche.

*Issu de l’École spéciale militaire de Saint-Cyr (promotion Maréchal Lannes, 1993-1996), le Chef de bataillon (TA) TATIN a principalement servi au 5ème RG (Mourmelon et Versailles) comme chef de section, commandant d’unité, chef de la section «opérations» du BOI et officier EOD. Licencié en polonais de l’Institut national des langues et civilisations orientales, il a effectué un stage d’application au sein de la mission militaire près l’ambassade de France à Varsovie.*



**Les opérations de maintien de la paix**

**des Nations Unies:**

**une approche économique**

**pour passer de l’angélisme au réalisme**

# *Par le chef de bataillon Fabien DELACOTTE*

***L’auteur dresse un état des lieux des opérations de maintien de la paix se déroulant sous l’égide de l’ONU. Il met en exergue les réformes entreprises avant de plaider pour un meilleur pilotage et partage des rôles entre le Secrétariat général et le Conseil de sécurité. Dans un contexte de diminution des budgets de défense, il propose que le coût d’opportunité associé à l’utilisation de ressources militaires rares et comptées soit mieux pris en compte et, qu’en conséquence, il soit fait appel à des prestataires privés de la sécurité.***

**E**n juillet 2010, dans son introduction au cahier de la recherche doctrinale consacré à l’emploi des sociétés militaires privées en Afghanistan et en Irak, le Général Ollivier, commandant le Centre de doctrine d’emploi des forces (CDEF), estime que «*si dans les années 1990, le ratio militaire/contractuel privé était de 1 pour 10 sur les théâtres d’opération […] ce ratio est actuellement évalué parfois à près de 1 pour 1*». Ce constat lucide traduit bien la privatisation à l’œuvre de la guerre. Il consacre dans les faits, à défaut des esprits, la fin du monopole légitime de la violence détenu exclusivement par la force armée légale d’un État. Ne pourrait-on pas voir s’étendre ce principe aux opérations de maintien de la paix (OMP) de l’ONU?

Alors même que quatorze OMP sont en cours, l’ONU reste trop souvent perçue comme une simple caution juridique et morale. Même si, au demeurant, les casques bleus sont dorénavant engagés dans des opérations dites de troisième génération, caractérisées par des mandats «robustes». Au terme de plusieurs réformes initiées par le rapport Brahimi[[117]](#footnote-117), et en adoptant le point de vue de l’économie managériale, il apparaît possible de rendre plus efficient l’engagement de la communauté internationale au service de la paix.

## Un état des lieux des opérations de maintien de la paix

* ***Quelques faiblesses connues…***

Si la liste des organes onusiens reste impressionnante, elle voit la coexistence de deux sphères assez disjointes. D’un côté, les affaires politiques, la sécurité collective et le maintien de la paix sont installés à New York. De l’autre, les domaines se rapportant aux huit objectifs du Millénaire pour le développement[[118]](#footnote-118) se trouvent à Genève et à Vienne.

La synergie à instaurer entre les volets civil, humanitaire, policier et militaire, demeure trop souvent un vœu pieux. Cette situation rend aléatoire tout processus de désengagement: «*si l’opération dure, elle risque de devenir une prothèse que l’on ne peut plus retirer, parce qu’on n’imagine pas de solution sans elle*»[[119]](#footnote-119).

L’aspect financier du maintien de la paix représente une faiblesse pérenne. Le budget des OMP croit régulièrement et s’élève à 7,2 milliards de dollars pour la période 2010-2011. Puisque les contributions sont volontaires, un clientélisme tacite entre les États donateurs et les États receveurs est favorisé. Cela limite fortement la pertinence d’une stratégie de règlement de la crise, nécessairement établie sur le long terme.

* ***…associées à une approche globale somme toute relative***

L’ONU n’est ni une organisation de sécurité collective, ni une organisation militaire. Forum universel, c’est un haut lieu de négociations multilatérales et de coopérations inter-étatiques. Malheureusement, un esprit de clocher bureaucratique existe au sein de cette «tour de Babel». Il dilue les responsabilités et annihile trop souvent les meilleures volontés. De plus, toute approche régionale se heurte à un double obstacle. D’un côté, les résolutions du Conseil de sécurité rendent indépendantes les missions les unes des autres; par exemple, il n’existe aucune relation entre l’ONUST[[120]](#footnote-120) et la FINUL à la frontière syro-libanaise. De l’autre, les pays ne font pas preuve de bonne volonté. Le Soudan empêche ainsi toute coopération entre les missions déployées au Darfour et au sud Soudan.

Notons enfin que le partage des rôles entre le quartier général, à New York, et les missions, laisse apparaître l’absence de niveau opératif. Ce dernier fait défaut, aussi bien dans la planification, le commandement et la conduite des opérations, que dans un partage des tâches avec d’autres acteurs institutionnels comme l’OTAN ou l’UE.

Après avoir brossé sans concessions un rapide tableau des OMP, il convient de développer plus avant la conduite du changement à l’œuvre dans le maintien de la paix.

## Des réformes entreprises pour revitaliser le système onusien

* ***La réorganisation structurelle du département des OMP (DOMP)***

En juillet 2007, le bureau logistique du DOMP devient le département d’appui aux missions (DAM). Cette démarche visait à rationaliser et à mieux piloter la gestion des missions. Afin de préserver au mieux l’unité de commandement, le Secrétaire général a cependant confirmé la prééminence du DOMP sur le DAM. Toutefois, cette subordination reste plus facile à décréter qu’à vivre au quotidien.

Le principe de l’approche intégrée est détaillé dans un document intitulé «*Integrated mission planning process*», paru en 2006. Il s’est notamment traduit par la constitution au siège onusien d’équipes opérationnelles inter agences. Recherchant les synergies, celles-ci se heurtent cependant aux réflexes corporatistes et aux mauvaises habitudes de travail, à l’ego surdimensionné des uns comme au refus dogmatique de tout changement des autres. Un effort tout particulier est accordé au renforcement de l’expertise militaire. Placé sous les ordres du conseiller militaire ‒ un général quatre étoiles ‒ le bureau des affaires militaires (BAM) repose désormais sur quatre services distincts: la génération de forces, le suivi des opérations courantes, la planification militaire, et une cellule chargée de la veille et de l’évaluation stratégique. Cette montée en puissance rend enfin possible un fonctionnement en secteurs fonctionnels qui font «miroir» avec les états-majors de l’OTAN et des pays contributeurs de troupes.

* ***Des outils nouveaux, en amont et en aval, pour crédibiliser l’approche globale onusienne***

Un système de forces en attente et de réaction rapide, *United Nations Stand-by Arrangements System* (UNSAS), a vu le jour. Il repose sur des tables d’équipements et de composition des unités types. S’il est le garant d’un standard opérationnel lors des relèves des unités de nations différentes, il ne permet pas l’engagement de forces de réaction rapide sur court préavis, toujours subordonné à l’accord des États. Dans ce domaine, la coopération avec les organisations régionales fait l’objet de toutes les attentions. Fin 2008, la demande exprimée auprès de l’UE (non satisfaite) de déployer les groupes tactiques 1500 en renfort de la MONUC en République démocratique du Congo l’atteste.

Par ailleurs, en 2006, la question de la sortie de crise a fait l’objet de la création conjointe, par le Conseil de sécurité et l’Assemblée générale, d’un organe consultatif intergouvernemental dénommé Commission de consolidation de la paix. Cette dernière rassemble aussi bien les donateurs financiers internationaux que les pays pourvoyeurs de troupes. En 2010, de nouvelles orientations sont en cours de discussions. À ce jour, cette commission compte cinq pays inscrits à son ordre du jour, en attendant peut-être la Côte d’Ivoire, le Burundi, la Guinée-Bissau, le Libéria, la République centrafricaine et la Sierra Leone.

Dorénavant, le Secrétariat général dispose en propre de capacités de planification et de conduite stratégiques. De nouveaux outils ont été créés pour renforcer l’aptitude à entrer et à sortir des crises. Pour autant, il reste possible d’aller encore plus loin sur la voie des réformes.

## Recommandations pour tendre vers des opérations plus intégrées, réactives et globales

* ***Équilibrer le dialogue politico-militaire entre le Secrétariat général et le Conseil de sécurité avec l’activation du comité des chefs d’état-major***

Dans le système des Nations Unies, le Conseil de sécurité vote les résolutions et fixe le mandat annuel des OMP. Il délègue ensuite la planification et le contrôle stratégique au Secrétariat. Il attend alors les comptes-rendus trimestriels présentés par le Secrétaire général pour prendre connaissance du déroulement des missions et apporter, si nécessaire, des mesures correctrices. Or, entre le lancement d’une opération et l’atteinte de la pleine capacité opérationnelle de la force déployée, donc de son efficacité et de sa capacité à agir sur les parties prenantes, il existe de grandes différences. Prenons l’exemple de la MINURCAT. Elle a pris le relais de la mission EUFOR Tchad le 15 mars 2009. La résolution 1861 du 14 janvier 2009 prévoyait une force de 5.200 militaires. Après six mois d’existence, seuls 2.575 soldats, dont 1.472 issus des contingents de l’EUFOR, étaient effectivement déployés. En termes d’équipement, le déficit s’avérait encore plus criant: seuls quatre hélicoptères de manœuvre étaient présents sur les dix-huit prévus initialement.

Prévu par l’article 47 de la Charte, mais jamais activé, le Comité des chefs d’état-major constitue un organe doté d’une existence réglementaire. Dès lors, il pourrait facilement devenir l’outil de conseil, d’analyse et de pilotage militaire qui fait aujourd’hui défaut. La mise en œuvre de tableaux de bord prospectifs, inspirés du *balanced scorecard* de Robert Kaplan et David Norton, serait utilement complétée par des missions d’évaluation techniques sur le terrain comme auprès des pays contributeurs de troupe. Constitué par les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, il pourrait être élargi aux membres non permanents dudit Conseil ou aux principaux pays contributeurs de troupes. Ainsi, il ne serait pas accusé de n’être qu’un nouvel instrument aux mains des grandes puissances occidentales.

* ***Pallier le manque redondant de ressources avec des sociétés militaires privées (SMP)***

«Les SMP sont un acteur récent sur les théâtres d’opérations de l’époque contemporaine. Elles représentent une force importante. Il est nécessaire de ne pas ignorer leur présence pour qu’elles ne deviennent pas un poids contraignant pour les forces armées»[[121]](#footnote-121). Cette libéralisation de la guerre correspond à la fin d’un marché de monopole de la violence légitime. Dorénavant, les forces armées publiques et privées travaillent de concert dans le cadre d’un véritable marché concurrentiel régit par la loi de l’offre et de la demande.

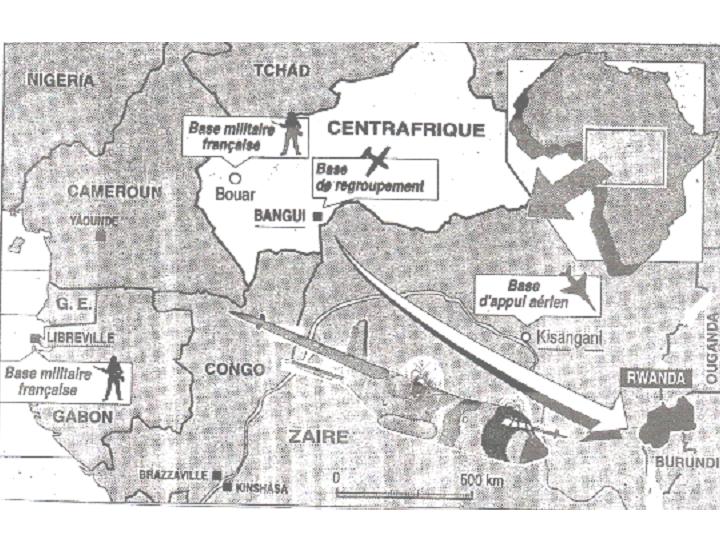
Le recours à des SMP apporterait donc une souplesse appréciable pour le maintien de la paix. D’un côté, le décideur politique dispose enfin de forces de réaction rapide pour relayer sur court préavis les résolutions adoptées dans l’enceinte de l’ONU. Il doit cependant prendre garde à la problématique dite «du principal et de l’agent». Une SMP peut en effet avoir intérêt à faire durer son intervention afin de maximiser son profit, et cela au détriment d’une sortie de crise plus rapide. De l’autre, le décideur militaire onusien dispose d’un réservoir de capacités qui facilite la mise en place, la conduite et le soutien des opérations. Il prendra garde à la sélection des sociétés, à la définition du contrôle opérationnel, à la coordination sur le terrain des acteurs et aux règles d’engagement des *contractors*.

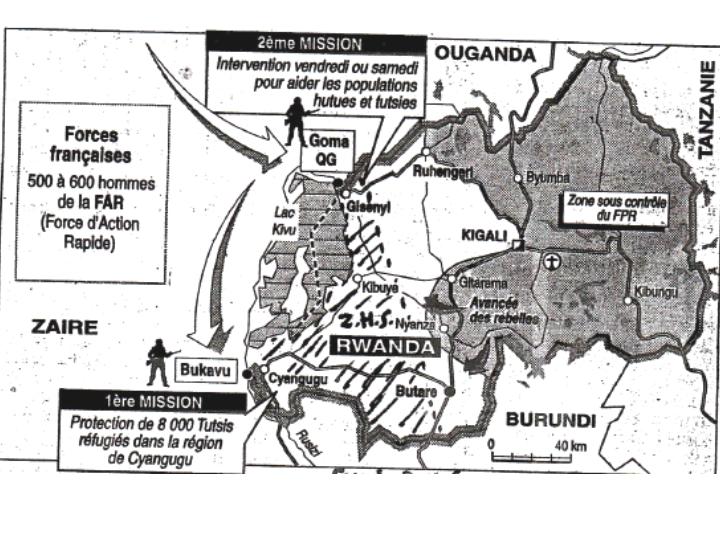
D’un point de vue économique et, toutes choses égales par ailleurs, avec l’arrivée dans le champ des activités de défense d’opérateurs privés, cette ré-allocation des ressources s’avère conforme aux déterminants des théories du consommateur et de l’utilité. Elle contribue à maximiser le surplus du consommateur. Dans notre cas d’étude, cela correspond au retour d’un État de droit sous l’égide de la communauté internationale, le Conseil de sécurité jouant le rôle dévolu à une institution de marché, en charge de la régulation et du contrôle du contrat signé entre le principal (Secrétariat général et DOMP) et l’agent (SMP).

**En conclusion**, les évolutions doctrinales et structurelles dans le maintien de la paix sont réelles. L’ONU aurait néanmoins tout intérêt à s’inspirer des méthodes d’organisation et de gestion à l’œuvre dans le monde économique. L’externalisation de la force armée à des SMP en complément de forces étatiques, par le biais de partenariats public privé, semble prometteur. C’est le principal enseignement qui ressort des retours d’expérience des nations qui y font déjà massivement appel. L’ONU doit donc saisir cette opportunité de passer de l’angélisme au réalisme, véritable avantage compétitif dans le champ du maintien de la paix. Dans le cas contraire, le point de vue lucide et désabusé de Ronald Hatto resterait hélas d’actualité: «*sans une réelle volonté des États à faire évoluer les choses, la pratique du maintien de la paix risque de demeurer ad hoc ou improvisée, avec les risques que cela comporte pour les populations soumises à la violence*»[[122]](#footnote-122).

*Lors de sa scolarité au CSEM, le Chef de bataillon DELACOTTE a servi pendant six mois au service de planification du bureau des affaires militaires du département des opérations de maintien de la paix de l’ONU. Retenu pour suivre une formation spécialisée post-CID au titre de l’EMSST, il effectue depuis septembre 2010 une scolarité en MBA à l’ESSEC.*





Logistique de l’intervention militaire française

Carte du Rwanda incluant la zone humanitaire de sécurité (24/06/1994)

**Médecin réserviste**

**volontaire à Goma**

*Témoignage vécu du docteur Roland NOËL*



***En 1994, le docteur Roland NOËL participe à l’opération Turquoise comme médecin réserviste volontaire au sein du groupe médico-chirurgical aéroporté (G.M.C.A.), implanté à Goma (Zaïre). Marqué par l’ampleur du drame humain engendré par l’une des guerres civiles les plus meurtrières du siècle, il décide d’en témoigner de l’atrocité dans un ouvrage intitulé «Médecin réserviste à Goma»[[123]](#footnote-123).***

***Avec l’accord de l’auteur, la rédaction en publie ce court extrait qui donne la mesure de l’activité de ce GMCA dont le bilan honore l’armée française et confond les détracteurs qui, par la désinformation et la calomnie, ont tenté de ternir son image***

(voir cartes page précédente)

**«E**n l’espace de trente jours d’activité, du 20 août au 20 septembre 1996, le bilan global du groupe médico-chirurgical aéroporté (GMCA) implanté à Goma (Zaïre) s'avère le suivant:



* 3.491 consultations,
* 2.433 journées d’hospitalisations,
* 330 journées d’hospitalisations en réanimation,
* 43 accouchements dont 17 césariennes (1 gémellaire et 1 mort-né),
* 391 interventions chirurgicales dont :
  + 179 d’orthopédie avec 75 poses de fixateurs externes,
  + 92 de chirurgie thoraco-abdominales,
  + 37 de neurochirurgie, chirurgie ophtalmique, maxillo-faciale,
* 83 plaies variées, mixtes, par balles ou armes blanches, criblage, brûlures, phlegmons, ostéite.
* un enfant zaïrois sévèrement blessé, brûlé, énucléé, amputé par un éclat de grenade transféré, en concertation avec un représentant de la Croix - Rouge française à Goma, en direction de la clinique des Peupliers à Paris.
* La membre d’une O.N.G. allemande, victime d’un traumatisme crânien, opérée *in situ* et transférée à Nairobi, puis à Berlin.
* l’immobilisation du rachis cervical par manœuvre d’un mécanicien aviateur américain projeté à terre par le souffle d’un réacteur de gros porteur,
* l’extraction d’un corps étranger intra – auriculaire chez un aviateur canadien.

Ces activités s'ajoutent aux 315 interventions chirurgicales déjà pratiquées du 26 juin au 20 août par l’équipe médicale précédente.

Ce bilan des consultations et des interventions, vis-à-vis des adultes comme des enfants, conjugué à l’esprit de corps qui s’est immédiatement instauré entre les militaires d’active et de réserve à la vue de ce chaos africain, ont fait que l’action du GMCA a été fort appréciée aussi bien par les malheureuses populations que par les organisations humanitaires.

De retour en métropole après quelques jours de voyage et quelques escales, je réalise que je me trouve, dorénavant, à des centaines de kilomètres de ce qu’il est convenu d’appeler «le théâtre des opérations extérieures». Je songe alors à ces malheureux abandonnés à leur triste sort, notamment les dénutris, amputés, ceux qui étaient porteurs de fixateurs externes… car le premier chirurgien, un Australien de la Croix – Rouge opère à… 30 km de Goma, et que son «*planning*» est saturé… Les troupes nippones qui nous succèdent ne sont guère dotées du «savoir-faire africain» de l’armée française! J’apprends, plus tard, de source sûre, que les Japonais repartiront après avoir tenu… quinze jours!

*Le docteur Roland NOEL exerce comme médecin généraliste dans les Hauts-de-Seine. Outre sa mission lors de l’opération Turquoise, il a été, de 1976 à 1978, volontaire pour le service national actif (V.S.N.A.) au titre de la Coopération. À 27 ans, il est alors médecin-chef d’un hôpital de 175 lits à Bougââ, (ex – Lafayette) en Petite Kabylie (Algérie). Il est par ailleurs président fondateur de l’association de formation médicale continue, secrétaire général du Groupement des écrivains – médecins (G.E.M.), membre du bureau de l’Union mondiale des écrivains – médecins (U.M.E.M.)*



# ..\Illustratons\A._TISSERON_01_11.JPGAngola 1991-2002:

# Comment en finir avec Savimbi

# et ses rebelles?

*Par le Sous-lieutenant (R) Antonin TISSERON[[124]](#footnote-124)*

***Riche en pétrole, diamants et minerais divers, l’Angola s’affiche comme une puissance montante de l’Afrique australe. Mais auparavant, il a fallu mettre fin à la guerre interne opposant le MPLA gouvernemental et l’UNITA de Savimbi. Approche directe et indirecte, traque finale, exécution de SAVIMBI et réintégration de l’UNITA dans le processus démocratique, sont les étapes de ce retour à la normalité décrites dans cet article.***

**L’**Angola est aujourd’hui considéré comme l’une des puissances d’Afrique subsaharienne. En 1991, alors que s’achève la Guerre froide, la guerre civile commencée en 1975 semble pourtant loin d’être terminée. L’intérieur du pays est contrôlé par l’*Unita*, mouvement rival du MPLA au pouvoir, qui dispose d’une force armée de plusieurs dizaines de milliers d’hommes formés par les sud-africains. Cependant, derrière cette apparente force, le mouvement dirigé par Savimbi est sorti considérablement fragilisé des recompositions géopolitiques qui ont suivi la fin de l’affrontement Est-Ouest. La fin du régime d’apartheid en Afrique du Sud en 1991 l’a privé de son meilleur allié dans la région. Deux ans plus tard, l’administration Clinton reconnaît officiellement le gouvernement de l’Angola tandis que le Conseil de sécurité de l’ONU impose les premières sanctions à l’*Unita*. Or, pour Luanda, ce basculement des légitimités, inséparable des richesses pétrolières angolaises, offre la possibilité d’en finir définitivement avec Savimbi et ses rebelles.

## La victoire ne peut être que militaire

Au début des années 1990, le conflit revêt les traits d’une guerre de l’ombre, bien réelle mais officieuse. Bien qu’engagés dans un processus de paix, les deux adversaires s’affrontent régulièrement et acquièrent des armements pour se renforcer militairement. L’*Unita*, qui contrôle alors plus des trois quarts du territoire angolais et notamment les zones diamantifères, investit 900 millions de dollars dans des blindés et missiles. Quant au gouvernement, il dépense en 1993-1994, grâce à la manne pétrolière, quelques 3,5 milliards de dollars et entreprend de priver l’*Unita* de ses zones stratégiques: les régions diamantifères et les villes proches du Zaïre. L’objectif est clairement énoncé par le président Dos Santos en 1998, peu avant l’entrée en guerre officielle du gouvernement: il faut *«annihiler politiquement et militairement l’Unita belliciste»*[[125]](#footnote-125).

Dans cet effort de modernisation, Luanda s’appuie sur des mercenaires d’*Executive Outcomes*. La société sud-africaine a en effet signé en août 1993 un contrat de plusieurs millions de dollars portant sur la réorganisation de la 16ème division des troupes spéciales, créée en novembre 1989. L’accent est mis sur les opérations d’assaut et de pénétration rapide, combinant feux aériens et terrestres, et sur des raids nocturnes visant à harceler l’ennemi, alors que le MPLA et l’*Unita* n’avaient jusqu’alors jamais combattu de nuit[[126]](#footnote-126).

Des *contractors* sont intégrés au sein de l’état-major angolais. Ils sont présents sur la ligne de front pour conseiller les commandants locaux, dans les airs en appui, tandis que d’autres assistent le gouvernement pour acquérir du napalm et des charges thermobariques. À partir de février 1994, la société emploie même des unités spéciales sur les arrières de l’*Unita* à l’Est du pays: des *«sticks»* de quatre hommes sont héliportés pour détruire et désorganiser les structures de commandement, surveiller les mouvements et préparer les voies de pénétration des offensives terrestres.

Face aux opérations gouvernementales, l’*Unita* perd pied. Le mouvement est incapable de mettre en œuvre les blindés achetés et se retrouve asphyxié par les tactiques introduites par ses anciens formateurs. Ses forces sont trop étirées pour s’opposer efficacement aux activités des forces spéciales sur l’arrière des fronts et, malgré des raids audacieux de ses troupes d’élite, le mouvement ne parvient pas à s’opposer efficacement aux aéronefs et aux blindés qui désormais lui font face. Les mercenaires, qui connaissent bien le terrain et les rebelles de Savimbi, font par ailleurs preuve d’initiative, recourant par exemple à des bulldozers pour couper à travers la jungle, et ainsi contourner le dispositif adverse et limiter les pertes dues aux mines.

## Opérations périphériques pour isoler l’Unita

Parallèlement aux opérations militaires *stricto sensu*, la présidence angolaise déploie une intense propagande, destinée à mobiliser la population civile derrière le gouvernement, et appuie la formation, par certains responsables de l’*Unita* à Luanda, d’une *«Unita rénovée»* qui destitue Savimbi, et que le gouvernement proclame être son seul interlocuteur pour *«achever l’application du protocole de Lusaka»*, accord de paix signé en 1994 par les deux parties.

Dès 1997, la présidence engage également ses forces armées hors des frontières pour couper l’*Unita* de ses soutiens extérieurs. Il s’agit, comme l’écrit Antoine Rozès, *«d’affaiblir l’implantation et la capacité logistique de l’Unita en lui interdisant le libre-accès à ses sanctuaires»*[[127]](#footnote-127). Au Congo-Kinshasa, l’Angola soutient ainsi Laurent-Désiré Kabila et ses alliés rwandais contre Mobutu, vieil allié de l’*Unita* et encore son principal soutien africain. Un an plus tard, en août 1998, Luanda intervient de nouveau à Kinshasa, mais cette fois-ci aux côtés de la Namibie et du Zimbabwe, pour consolider le régime en difficulté de son allié Laurent-Désiré Kabila. Mécontent de la politique du nouveau chef congolais, le Rwanda a en effet pris prétexte de l’expulsion de ses conseillers militaires, le 27 juillet 1998, pour lancer une offensive en République démocratique du Congo. L’Angola intervient également au Congo-Brazzaville aux côtés de Sassou Nguesso, là aussi pour mettre fin aux facilitées accordées à l’*Unita* ‒ ainsi qu’aux séparatistes cabindais. Le président Lissouba, bien qu’élu, doit fuir son pays, sans incidence sur l’attitude de la communauté internationale chargée du processus de paix.

## La «chasse au Savimbi» est ouverte

Fin 1998, l’armée angolaise lance une offensive générale sur la ligne de front, avec pour objectif de faire tomber le quartier général de Savimbi à Andulo, disperser les forces rebelles dans des régions non reliées entre elles et les forcer à revenir à la guérilla. Un an plus tard, c’est chose faite. Comme l’affirment les responsables angolais, l’essentiel est alors acquis. La guérilla est cantonnée dans des *«zones contrôlées»*. La victoire n’est qu’une question de temps. Mais le problème Savimbi reste entier, obérant tout espoir de voir la paix s’installer.

Pour arrêter le chef historique de l’organisation, dont l’élimination est programmée, la présidence constitue une unité d’élite composée de mercenaires portugais, israéliens et sud-africains: le commando *Aigle*. Les officiers angolais la surnomment *«la broyeuse»*. Forte de trente mercenaires et disposant d’un budget de 260 millions de dollars, l’unité s’installe dans la Maison militaire du palais présidentiel, à la disposition des chefs de l’armée angolaise. Un second quartier général est établi dans la base aérienne de Catumbela, d’où s’envolent des *Tucanos* et des Su-24. Dans l’Est de l’Angola, le gouvernement peut aussi compter sur les mercenaires katangais de l’ex-bataillon *Tigre*.

La traque s’appuie sur la présence d’informateurs au plus près de Savimbi. Avec les défaites militaires, le climat s’est en effet fortement dégradé dans l’entourage du chef de la rébellion, dont la garde prétorienne a en grande partie été mise hors de combat durant les opérations des années précédentes. Les défaites ont écorné l’image du chef charismatique et les exécutions d’officiers n’ont pas redressé la situation, bien au contraire. À la fin de l’année 2001, Savimbi est espionné de toutes parts par ses proches et, avec l’autorisation des États-Unis, un satellite américain contrôle ses communications.

Le 20 février 2002, les forces de l’*Unita* se limitent à trois colonnes dispersées, d’environ 600 personnes au total, constituées majoritairement de femmes, et dont les soldats n’ont ni armes ni munitions. Savimbi et sa colonne (une quarantaine de personnes) se trouvent à 110 km de la frontière zambienne lorsque le commando *Aigle* se lance à ses trousses. Le 22 février, la nouvelle tombe: le dirigeant de l’*Unita* est mort. Selon Luanda, il a été victime d’une embuscade dans le *bush* par une unité des forces spéciales. Al J. Venter, vraisemblablement plus proche de la réalité, penche de son côté plutôt pour une exécution à la suite d’une trahison[[128]](#footnote-128).

Huit ans après la mort de Savimbi, malgré une monopolisation du pouvoir par le MPLA, grand vainqueur de la guerre civile, l’Angola semble s’ancrer sur la voie du développement grâce à ses ressources pétrolières. L’*Unita* a même réussi son virage pacifique pour se constituer en parti d’opposition et déposer les armes. Les défis sont toutefois encore nombreux, à commencer par l’apprentissage de la démocratie dans un pays sans tradition démocratique et par la lutte contre les séparatistes du Cabinda, dont l’intensité est sans commune mesure avec la guerre civile qui s’est close en février 2002.

*Antonin TISSERON est officier de réserve dans l’armée de Terre, au CDEF pour le compte duquel il rédige des études. Il est également chercheur associé à l’Institut Thomas More et collabore avec plusieurs sociétés dans le domaine de la défense. Il est l’auteur de «****Guerres urbaines. Nouveaux métiers, nouveaux soldats****» (Économica, 2007)*



L’innovation

comme levier amplificateur de victoire:

le cas du corps d’armée sous le Premier Empire

# *Par le Chef de bataillon Eric TALLEU*

*Les victoires militaires aux ampleurs les plus inattendues reposent souvent sur l’exploitation d’une innovation par l’un des belligérants. Cet axiome se vérifie lors des campagnes de 1805 à 1809. En effet, si ces victoires ont été facilitées par l’émergence de chefs illustres et l’arrivée à pleine maturité d’une armée de vétérans forgée lors des guerres révolutionnaires, c’est l’innovation doctrinale reposant sur la création du corps d’armée qui a permis de transformer un avantage relatif en avantage absolu.*

**Q**uel est le point commun entre la bataille de Sadowa en 1866 et la campagne de France de 1940? Ces deux batailles, distinctes de soixante-dix ans, se sont conclues par des victoires d’une ampleur inattendue, victoires qui reposent avant tout sur une supériorité relative découlant de **l’exploitation d’une innovation**. Cette innovation, qui peut être matérielle (fusil se chargeant par la culasse à Sadowa) ou doctrinale (blitzkrieg), procure un avantage décisif sur l’adversaire du moment.

Cet axiome se vérifie-t-il lors des éclatantes victoires de Napoléon entre 1805 et 1809? **Si ces victoires ont été facilitées par l’émergence de chefs illustres et l’arrivée à pleine maturité d’une armée de vétérans forgée lors des guerres révolutionnaires, c’est l’innovation doctrinale reposant sur la création des corps d’armée qui a permis de transformer un avantage relatif en avantage absolu**.

Cette innovation a procuré à l’armée française deux avantages indéniables: une mobilité permettant de concentrer les efforts à l’endroit et au moment voulus, et une décentralisation de l’interarmes permettant de multiplier les effets sur le terrain face à des armées coalisées le plus souvent très supérieures en nombre.

**Le corps d’armée: une mise en application aboutie du principe d’armée modulaire.**

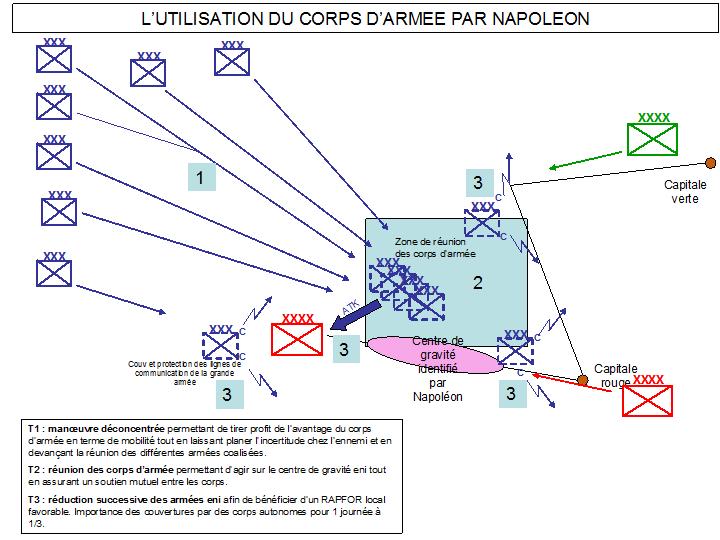
Jusqu’à la fin du XVIIIème siècle, les armées formaient un bloc unique qui résultait de l’absence de segmentation en grandes unités lors de la phase de manœuvre précédant la bataille. Ces armées étaient connues sous le nom d’armées régimentaires. Cette organisation monobloc entraînait une congestion des axes de progression, une réduction des capacités de commandement, limitait les effectifs des armées et réduisait leur capacité de mouvement. Quelques tentatives inachevées de mise sur pied d’armées modulaires virent le jour à la fin du XVIIIème[[129]](#footnote-129), que se soit sous l’inspiration du Maréchal de Broglie lors de la guerre de Sept ans ou sous celle du Comte de Guibert lors des guerres de la Révolution.

Fort de l’expérience des campagnes de la Révolution qui ont vu progressivement disparaître le principe de «guerre par consentement mutuel» et l’avènement des armées de masse, Napoléon rechercha une organisation permettant à son armée de s’étendre sans se désunir afin de faire face à de fortes coalitions regroupant plusieurs grandes puissances européennes. La supériorité démographique française de l’époque ne permettant pas à elle seule de combler cette inégalité de force, la création des corps d’armée va permettre à l’Empereur de développer sa manœuvre de prédilection: frapper séparément les différentes armées coalisées afin de bénéficier d’un rapport de force localement favorable. Cette organisation modulaire doit répondre à deux impératifs: occuper un maximum de terrain tout en conservant la capacité de se concentrer sur un point pour mener la bataille décisive; et ce tout en conservant une force autonome suffisante, capable de contenir une seconde armée coalisée pendant une journée. De cette double préoccupation va naître le corps d’armée en 1805.

Les sept premiers, créés au camp de Boulogne en 1805, prouveront leur efficacité dès la campagne d’Allemagne de la même année.

## Se déplacer séparés, combattre ensemble: l’avantage de la mobilité

Afin d’occuper le terrain et de laisser planer l’incertitude sur ses intensions, Napoléon manœuvre ses corps d’armée de façon isolée tout en conservant une capacité de soutien mutuel en cas d’initiative offensive de l’ennemi[[130]](#footnote-130). Cette solution lui assure un avantage conséquent en terme de mobilité car chaque corps bénéficie de son axe de manœuvre, ce qui améliore ainsi nettement sa vitesse quotidienne et son autonomie logistique[[131]](#footnote-131). Cet avantage incomparable permet à l’Empereur d’acquérir l’initiative et de frapper sur ce qu’il a identifié comme étant le **point décisif ennemi**[[132]](#footnote-132). Ce dernier peut être militaire (une armée coalisée en particulier), politique (une grande capitale) ou logistique (la ligne de communication ennemie). Cette dernière manœuvre sera particulièrement privilégiée par Napoléon. La manœuvre d’Ulm en octobre 1805 en est la parfaite illustration. Alors que l’armée autrichienne de Mack s’enferme dans la ville d’Ulm pour créer un point d’appui sur le Danube en attendant l’arrivée des armées russes de Koutousov et Buxhöwden, Napoléon manœuvre ses corps d’armée pour contourner la résistance autrichienne et lui couper sa ligne de communication vers Vienne, tout en se couvrant face aux renforts russes. Le bilan est élogieux: 25.000 Autrichiens se rendent alors que la grande armée n’a subi quasiment aucune perte[[133]](#footnote-133).

Or, cette innovation ingénieuse présentait toutefois un risque assumé: le corps d’armée pouvait se retrouver isolé pendant 24 heures face à une armée coalisée très supérieure en nombre. Sa structure devait donc lui permettre de combattre de façon autonome.

## Une structure capable de combattre isolément

Sa composition répond à la vision novatrice de l’Empereur: intégrer l’interarmes dans ces armées miniatures afin de leur permettre de combattre de façon autonome si le besoin s’en fait sentir. Ces corps d’armée, dont le nombre varie de 7 à 12 selon les campagnes, totalisent 20.000 à 40.000 hommes et regroupent, sous un commandement unique[[134]](#footnote-134), l’ensemble des fonctions opérationnelles connues de l’époque: l’infanterie (2 à 4 divisions), l’artillerie (12 à 50 pièces), la cavalerie (2 à 6 régiments, essentiellement légers pour les missions de sûreté et de renseignement), le génie (y compris les pontonniers pour les franchissements), le train des équipages, une structure administrative (pour la logistique) et un état-major autonome. Cette structure est innovante pour l’époque car, au sein des armées coalisées, la majorité de ces fonctions opérationnelles ne se retrouvent qu’au sein de l’armée.

Ainsi, pour Napoléon, cette articulation confère au corps d’armée la capacité de résister une journée malgré un rapport de force défavorable de 1 contre 3.

La manœuvre d’Iéna, en 1806, en est l’illustration la plus aboutie. L’Empereur, avec ses sept corps d’armée, doit faire face à deux armées prussiennes. Fidèle à sa stratégie, Napoléon choisit de les battre séparément. Pendant qu’il concentre quatre corps d’armée face au général Hohenlohe qu’il bat à Iéna, il place le corps du maréchal Davout en couverture face à l’armée du Duc de Brunswick à Auerstaedt. La réussite de l’ensemble de sa manœuvre repose sur la capacité de ce corps d’armée isolé à contenir la meilleure armée prussienne à 1 contre 2. Le volume et la composition interarmes de ce dernier vont lui permettre de remplir cette mission bien au-delà des espérances de Napoléon[[135]](#footnote-135).

Le corps d’armée, créé par Napoléon, est bien la première incarnation d’armée modulaire intégrant totalement l’interarmes. Cette innovation structurelle va lui procurer un avantage opératif[[136]](#footnote-136) (grâce à la manœuvre) et tactique (grâce au combat interarmes décentralisé) sur ses principaux adversaires. Elle s’impose comme un des facteurs clés de l’incroyable épopée militaire de la grande armée de 1805 à 1809.

Or, comme toutes les innovations, elle conserve une faille consubstantielle: elle doit continuer à évoluer afin de devancer l’adaptation inévitable de ses adversaires. Les armées coalisées vont adopter cette structure idéale pour l’époque (les Autrichiens en 1805, les Russes et les Prussiens en 1812). Ne bénéficiant plus de cet avantage comparatif, l’empereur ne pourra plus contenir le flot des corps d’armée coalisés à partir de 1812.

*Stagiaire de la 124ème promotion du Cours supérieur d’état-major, Saint-cyrien (96-99), le Chef de bataillon Éric TALLEU a été successivement chef de section au RMT, officier adjoint au 2ème RSMa, commandant d’unité puis officier opération au 3ème RIMa*



**L’ethnologie au service de la force**

*Par le Capitaine Julien VASSEUR*

*Pour les théoriciens de la contre-insurrection, l’expertise culturelle apporte un concours extrêmement utile à la force en permettant de diminuer le recours à la violence et en facilitant son adaptation aux spécificités du théâtre d’opérations. Pour autant, cette révolution « culturelle » doit être considérée avec précaution. Incapable de s’affranchir d’une vision ethnocentrique, elle conduit à n’envisager les conflits que sous un angle culturel, occultant de fait les motivations politiques de l’adversaire et conduisant in fine à sa méconnaissance.*

**L’**hasardeuse expérience de «débaasification» du régime irakien par l’administration de Paul Bremer a démontré, par une profonde méconnaissance des motivations des acteurs locaux, que le concept d’«armée de haute technologie» était peu pertinent dès lors qu’il s’agissait d’appréhender toute la complexité du milieu humain au sein duquel la force évolue. Fort de ce constat, les théoriciens de la contre-insurrection s’accordent pour préconiser un changement de paradigme en mettant en avant les bénéfices retirés de l’étude et de la compréhension de l’environnement social et culturel. L’accent est désormais mis sur la capacité à «cartographier le terrain humain» et à s’adapter aux spécificités des théâtres[[137]](#footnote-137) d’opérations. Pour autant, cette révolution «culturelle» doit être considérée avec précaution. Incapable de s’affranchir d’une vision ethnocentrique, elle conduit à n’envisager les conflits que sous un angle culturel, occultant de fait les motivations politiques de l’adversaire et conduisant *in fine* à sa méconnaissance.

**\***

**\* \***

Comme le remarquait Machiavel, «*À défaut d’être aimé, il faut prendre garde à ne point susciter la haine*». L’expertise culturelle vise en premier lieu à ne pas s’aliéner la population, dont l’obtention de la coopération est un des impératifs de la force. Il s’agit donc d’éviter de susciter le ressentiment de la population par l’humiliation, par le mépris de son identité ou de ses traditions, ou par l’adoption de comportements inadaptés. Aussi, le manuel de doctrine de contre-rébellion FT13 précise que «*la prise en compte des spécificités culturelles locales est un facteur d’adaptation et d’intégration […] et constitue une nécessité dont nul ne peut s’affranchir sous peine de voir l’ensemble de son action compromise*». Si ce principe possède une vocation universelle, il est particulièrement prégnant lorsque la force évolue au sein des «sociétés du ressentiment»[[138]](#footnote-138) , comme peuvent être qualifiées les sociétés musulmanes.

En outre, cette expertise permet, grâce à la compréhension des cultures locales et de l’organisation sociale des populations, de proposer au chef militaire des modes d’action alternatifs ou complémentaires à l’emploi de la force. Dans ce processus complexe, l’intérêt de l’ethnologie[[139]](#footnote-139) paraît évident. Ainsi, le programme *Human Terrain Team* est expérimenté dès 2005 par les forces armées américaines en Irak comme en Afghanistan. Le procédé est simple: il s’agit d’insérer au sein des unités, jusqu’au niveau de la brigade, des équipes d’«experts sociaux» dont la mission est de conseiller le commandement tant lors des phases de planification que de conduite des opérations. Outre la fourniture d’un important renseignement «ethnologique», cette expertise permet de renforcer l’efficacité des opérations d’influence et de limiter le recours à la violence. Par exemple, il s’est avéré que le fait de financer un programme de formation professionnelle au profit des veuves afghanes conduisait à une baisse du nombre d’accrochages. En effet, les proches parents de ces veuves cessaient de rejoindre les insurgés contre rétribution pour assurer leur subsistance.

En fait, de tels procédés ne sont pas nouveaux et ont été expérimentés avec succès dès l’époque des grandes conquêtes coloniales. Les officiers à la tête de ces expéditions, confrontés à des adversaires souvent très éloignés sur le plan culturel, ont pris soin, comme l’Empereur le fit avant eux lors de l’expédition d’Égypte, d’emmener dans leurs *impedimenta* des scientifiques. Conscients qu’«*un officier qui réussit à dresser une carte ethnographique suffisamment exacte du territoire qu’il commande est bien près d’en avoir obtenu la pacification complète»[[140]](#footnote-140)*, les militaires vont rapidement utiliser cette science sur le terrain. Cela se traduira très concrètement par la mise en place d’organismes tels que les affaires indigènes ou les bureaux arabes, où œuvrent de concert officiers, interprètes et secrétaires autochtones.

Toutefois, cette approche culturelle ne peut être efficace que si elle évite les écueils du culturalisme et de l’ethnocentrisme. Or, son emploi actuel reste motivé par une volonté de domination. Il s’agit dès lors moins de comprendre que d’imposer des valeurs et des institutions par un mode d’action alternatif, en postulant la supériorité du modèle occidental indépendamment des aspirations de la population, en s’inscrivant dans une nouvelle mission civilisatrice[[141]](#footnote-141). Signe révélateur, qu’il appartienne à la population ou à l’insurrection, «l’autre» est souvent traité avec condescendance. Ainsi le Lieutenant-colonel Peters décrit-il les Talibans comme des êtres aux «*modes de vie rudimentaires et aux cultes impitoyables»[[142]](#footnote-142)*. Si le trait semble un peu forcé, on renoue néanmoins avec les travers du courant culturaliste de la fin du XIXème siècle, qui opposait le Français «*ardent*» au soldat allemand «*lourdaud et lymphatique»*[[143]](#footnote-143), en dépit d’une certaine proximité culturelle entre les protagonistes.

Le danger d’une telle perception réside dans la dénégation de l’humanité de l’autre car «*chacun appelle barbarie ce qui n’est pas de son usage»[[144]](#footnote-144)*. Considérée uniquement comme une «arme» nouvelle, l’ethnologie peut inspirer des pratiques condamnables d’un point de vue éthique, et désastreuses sur le plan médiatique. Ainsi, l’ethnologie a, dès le temps de la colonisation, servi à détecter, puis à instrumentaliser les dissensions au sein des populations, opposant les Kabyles aux Arabes au Maghreb, les Amanites aux Cambodgiens en Indochine, les hindous aux musulmans en Inde. Par la suite, en discriminant au sein de la population les partisans de la force de ceux de l’adversaire, l’opération Phoenix, conduite lors de l’engagement des États-Unis au Viêt-nam, a conduit à l’assassinat de non-combattants susceptibles de soutenir ou de rejoindre un jour la rébellion. Plus récemment, les méthodes de torture psychologique et d’humiliation utilisées au cours de cette dernière décennie dans les prisons américaines, avec le retentissement médiatique que l’on connaît, ont été largement inspirées par un livre d’anthropologie paru en 1973, «***The Arab Mind***» de Raphael Patai.

Autre danger, le culturalisme aboutit à une connaissance erronée et figée de l’adversaire. Par définition, on interdit à l’adversaire toute possibilité d’évolution ou d’apprentissage. Or, il s’avère que même un adversaire considéré comme «arriéré», prisonnier du carcan de ses traditions, peut démontrer une grande maîtrise des nouvelles technologies de communication, symboles mêmes de la modernité. De même, il faut se garder de toute obsession sur un aspect précis de l’identité tel que la religion. La religion est, pour l’adversaire, davantage un moyen de mobiliser des ressources qu’une finalité. Aussi, lorsque les convictions affichées entrent en contradiction avec la fin recherchée, il n’hésite pas à faire preuve de pragmatisme. Par exemple, la culture du pavot, l’idolâtrie, pratiques considérées comme impies par les Talibans, sont encouragées dès qu’elles servent leur intérêt.

Plus fondamentalement, il est réducteur de considérer que les conflits actuels ne sont que la conséquence de malentendus culturels, une application pratique du célèbre «choc des civilisations». Si l’argument est avancé par les thuriféraires de l’ethnologie au service de la force, il faut se garder de prétendre connaître son ennemi sous prétexte que l’on connaît bien sa culture. En effet, ses motivations étant plus complexes et essentiellement d’ordre politique, l’anthropologie peut ainsi être un vecteur d’illusions pour les décideurs. La focalisation sur l’aspect culturel risque d’occulter la dimension politique du conflit, comme le démontre l’échec de l’opération «oiseau bleu»: en 1955, les services français, conseillés par un ethnologue, ont tenté de créer un contre-maquis en jouant sur les rivalités entre Kabyles et Algériens. Manipulés par le Front de libération national, ils ont, en définitive, soutenu un maquis éponyme. L’explication réside dans le fait que les rebelles luttaient pour une cause politique qui supplantait leurs divergences culturelles ou identitaires.

**\***

**\* \***

Dans les opérations de contre-insurrection, l’expertise culturelle apporte un concours extrêmement utile à la force, en permettant notamment de diminuer le recours à la violence et en facilitant son adaptation au milieu. Il faut toutefois garder à l’esprit que l’adversaire, même très éloigné sur le plan culturel, est avant tout un animal politique. Ce dernier agit pour des motifs politiques et ajuste en permanence ses moyens aux fins qu’il s’est fixées. Ainsi, les causes des échecs en matière de lutte contre-insurrectionnelle ne sont pas à rechercher dans un malentendu culturel persistant, mais plus fondamentalement dans les insuffisances ou le manque de légitimité du pouvoir politique. C’est pourquoi la focalisation actuelle sur la dimension culturelle des conflits risque fort de conduire à une nouvelle chimère.

*Saint-cyrien de la promotion «France Combattante» (1997-2000), le Capitaine Julien Vasseur sert successivement au 28ème, puis au 40ème régiment de Transmissions. Il est actuellement stagiaire au cours supérieur d’état-major.*



**Gestion des ressources humaines:**

**Fidéliser la génération «Y», un défi pour l’armée de Terre?**



*Par le Capitaine Catherine THEILLER*

***Quels sont les modes d’action et procédures RH les plus appropriés pour capter, conserver et tirer le meilleur parti d’une ressource humaine imprévisible, évasive, au comportement parfois grégaire et qui ne se reconnaît pas dans les schémas classiques du rapport au travail et à l’autorité?***

**A**rrivés aux portes des régiments et des bataillons depuis les années 2000, les treize millions de jeunes de la génération «Y» «déstabilisent» les recruteurs, les chefs de corps et les gestionnaires qui luttent pour fidéliser la ressource.

Nés entre 1978 et 1994, ces jeunes adultes plus connus sous le terme de «génération Y»[[145]](#footnote-145), «génération Millénium» ou «Génération Why», sont incapables de se couler dans le moule du management traditionnel façonné par leurs prédécesseurs, les «X» (1966-1977) et les «baby-boomers» (1944-1965). Le fossé générationnel et l’incompréhension sont tels qu’ils se traduisent au sein des armées, et plus particulièrement dans l’armée de Terre par de nombreux manquements comme l’absentéisme chronique, les problèmes disciplinaires, les désertions ou les dénonciations de contrat. Ces dysfonctionnements sont loin d’être l’apanage de l’armée de Terre. En effet, une étude réalisée en 2008 pour le magazine britannique «*Management Today*» rapporte que la durée moyenne d’un jeune de la génération Y à un poste est de seize mois, contre trois ans pour la génération X et cinq ans pour les papy-boomers. Ces constats montrent clairement le défi à relever par l’armée de Terre et doivent nous amener à repenser, dès le recrutement, les modes de gestion et de management.

Avant de chercher de nouveaux outils pour fidéliser les militaires du rang, sous-officiers et officiers issus de la génération Y, il convient de s’interroger sur le mode de fonctionnement de ces jeunes. Ce n’est qu’à partir de ce constat que l’on pourra utilement établir un diagnostic sur les modes de gestion en vigueur et proposer des solutions pour les adapter.

**Un mode de fonctionnement complexe**

La fidélisation de la génération Y passe par une compréhension claire de son mode de fonctionnement face au travail, à l’autorité et au monde qui l’entoure, mais aussi de ses attentes et de ses aspirations. Pour autant, l’armée de Terre ne doit pas perdre son âme pour répondre aux attentes des jeunes. Elle doit simplement s’adapter à la société dans laquelle elle vit.

* **Le rapport à l’autorité**

Ayant reçu une éducation axée sur le dialogue et le développement de l’estime de soi au détriment du respect de l’autorité, le *«Y-er»* est aussi passé à côté du service militaire où il n’a pas pu se confronter à l’ordre et au respect de l’autorité. Dans cet esprit, tout ordre, dans quelque domaine que ce soit fait l’objet de marchandage, de questions et de discussions. Un ordre donné représente une base d’échanges avec le prescripteur alors qu’avant il s’imposait. Pour s’en convaincre, il suffit de consulter les commentaires laissés sur le blog du chef d’état-major de l’armée de Terre.

Issus de la mondialisation, le «*Y-er*» a grandi dans un univers relié par les médias où l’information circule vite et librement. Il tire de son expérience d’hyper connecté une prédilection pour le fonctionnement en réseau, l’abondance d’informations, qu’il peine toutefois à analyser, et l’obligation d’obtenir en temps réel un résultat précis qui ne travestit pas la réalité. Habitué à faire fonctionner le réseau et à interroger ses contacts ou «amis» pour avoir une réponse immédiate à une problématique, la parole officielle de la hiérarchie n’a que peu d’importance. D’ailleurs, il arrive souvent que le «*Y-er*» ne s’encombre pas des voies hiérarchiques, qui pourraient ralentir le flux d’informations. Ainsi, de plus en plus de jeunes téléphonent directement à leur gestionnaire parisien pour obtenir une information les concernant. Il y a encore quelques d’années, cette façon de procéder était impensable et pouvait exposer son auteur à une sanction.

Les parents du «*Y-er*» ne se posaient pas la question consistant à savoir si le «patron» en tant qu’autorité désignée, «même incompétente», était «bon ou non». Ils faisaient ce qui leur était demandé. Pour le «*Y-er*», «l'autorité n'est pas toujours synonyme de compétence»[[146]](#footnote-146), ce qui implique qu’il respecte la personne compétente indépendamment de son rang hiérarchique et de son âge. Cette question est un des enjeux majeurs de la politique de gestion des ressources humaines, qui doit positionner à la tête des unités opérationnelles des cadres formés et compétents.

* **Le rapport au travail**

Par rapport à ses parents, qu’il a vus se surinvestir au travail ou lutter contre le chômage, le «*Y-er*» garde une distance vis-à-vis de son emploi. Il privilégie, sans négociation possible, l’équilibre entre sa vie familiale et sa vie professionnelle. Pour lui, rien ne sert de rester au travail s’il n’y a rien à faire, si la tâche à réaliser peut attendre ou être confiée à un autre. Seul compte le résultat sur objectif. Ainsi, le militaire n’hésitera pas à arriver en retard si l’heure d’ouverture de la garderie n’est pas compatible avec la prise du service, en dépit de la cérémonie des couleurs.

À côté de cette demande de prise en compte de la vie familiale, les études menées[[147]](#footnote-147) montrent une forte attente des jeunes quant au sens donné au travail. Par «sens au travail», il faut comprendre que le «*Y-er*» cherche une activité qui le passionne dans un groupe soudé partageant les mêmes valeurs. Impliqué dans une structure qui donne du sens à son travail, le «*Y-er*» peut s’investir et produire un travail de grande qualité. Toutefois, dès qu’il n’apprend plus rien ou que le travail n’est plus en mesure de le satisfaire, il se retire.

Si l’armée de Terre doit s’adapter à la génération montante, il n’en demeure pas moins qu’elle doit conserver son socle de valeurs et son identité. Il convient juste de réajuster des procédures qui pourraient décourager les jeunes de s’engager, démotiver ceux qui ont franchi le pas et démobiliser les plus anciens.

**Réajuster les procédures RH en fonction des attentes des jeunes**

Pour fidéliser la génération Y les responsables de la fonction ressources humaines peuvent jouer sur plusieurs leviers dont le recrutement, la formation, la gestion des carrières.

* **Repenser le parcours de recrutement: le recrutement prend fin à l’issue de la période probatoire et non à la signature du contrat d’engagement**

Bien qu’il soit connecté sur les forums et les réseaux sociaux, le jeune n’a pas une vision précise de la charge de travail qu’il aura à accomplir pour son employeur. Il faut donc mettre en place un processus de recrutement qui montre ce qu’est réellement l’emploi, en allant au-delà du formatage des annonces et des films publicitaires. Aussi, il convient de déployer une politique de recrutement axée sur les nouvelles technologies et de montrer très concrètement, sans travestir la réalité, ce que sont les contraintes, les devoirs et les obligations du militaire. Si le candidat prend conscience de la résonance de la formule «*Soldat, bien plus qu’un métier!*»[[148]](#footnote-148) pendant sa période probatoire ou sa première affectation, il est trop tard.

Le processus de recrutement doit être, outre la première étape de l’acculturation du candidat, un moyen de créer du lien tout en répondant aux attentes spécifiques du jeune. Plusieurs entreprises ont ainsi mis en place des techniques de recrutement originales. Parmi celles-ci, on peut citer le cas de l’agence de communication «h-paris.com» qui a lancé, fin novembre 2010, la campagne de recrutement de ses stagiaires via un tournoi de poker. Bien que critiquable, cette procédure illustre les efforts des entreprises pour séduire les jeunes générations. Le jeune est désormais considéré comme un client, et la gestion des ressources humaines (GRH) doit s’inspirer des méthodes marketing pour cibler les réponses à ses attentes.

*«J'ai fait une candidature spontanée sur le site, je voudrai savoir combien de temps sa va prendre pour quand me contacte?»*[[149]](#footnote-149)

Habitué à avoir une réponse immédiate aux questions qu’il se pose via les réseaux sociaux et Internet, le «*Y-er*» veut tout, tout de suite. Lorsqu’il fait une démarche vers l’emploi, la réponse doit être tout aussi rapide, au risque perdre le candidat. Le recruteur doit donc être précis sur la chronologie et la durée du parcours de recrutement dès les premiers contacts. Le recruteur pourrait ainsi, en fin d’entretien, envoyer un e-mail ou un SMS pour préciser au candidat les détails du parcours qui vient de lui être exposé et lui fixer les prochaines échéances.

En ayant à l’esprit que le processus de recrutement se termine à la fin de la période probatoire et non à la signature du contrat d’engagement, les seuls acteurs du recrutement ne sont pas uniquement les centres d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA), mais aussi le personnel des écoles, des centres de formation initiale militaire (CFIM) et les cadres de contact. Dans ce même ordre d’idée, il convient de dresser un véritable circuit d’intégration.

Pour la plupart, l’arrivée dans le monde militaire est un choc culturel. L’acculturation doit être progressive, le candidat doit pouvoir exprimer en toute liberté ses doutes et ses craintes auprès d’un parrain. Par ailleurs curieux, le jeune veut comprendre les situations et il faut lui laisser, dans les premiers temps, un espace de parole. Ses résistances seront effacées si le cadre de contact met en place un tutorat informel: répondre aux «pourquoi» avant même que le «*Y-er*» ait à les poser, donner régulièrement des informations sur ce qu’il ne peut pas trouver par lui-même, ouvrir le dialogue pour partager les expériences,… Il ne faut pas perdre de vue que lors de l’incorporation, le jeune n’est encore qu’un candidat à l’intégration qui doit être rassuré face au monde qu’il découvre. La réussite de l’intégration participe à la fidélisation du candidat pour la suite du parcours professionnel.

* **Un parcours professionnel stimulant accompagné de nouvelles techniques managériales**

Familier des outils multimédia, le jeune d’aujourd’hui est multitâche et possède la faculté de pouvoir simultanément lire des mails, écouter de la musique, écrire des SMS et jouer en réseau. Sa vie professionnelle doit pouvoir lui offrir la possibilité de diversifier ses expériences et d’acquérir vite une multitude de compétences tout en respectant sa vie familiale.

* ***Le parcours professionnel***

**Adepte des jeux en ligne auxquels il se forme par la méthode de la découverte, le «*Y-er*» est demandeur de formations courtes, captivantes et empreintes de technologie. Il peut être stimulé par une pédagogie qui privilégie les mises en situation et bannit les formations en salle agrémentées de «*Powerpoint*». La formation doit être interactive et stimulante, ou ne pas être.**

**En poste, le «*Y-er*» qui a une réelle volonté de s’investir attend de son gestionnaire** des parcours professionnels lisibles ponctués de passerelles métiers pour diversifier sa compétence et éviter l’usure. En fonction des résultats obtenus, le poste occupé doit évoluer rapidement tout en étant flexible dans les horaires pour garantir l’équilibre de la vie familiale. Dans certaines grandes entreprises, la flexibilité et la diversification des compétences se concrétisent par des semaines «vis ma vie dans l’entreprise», où certains collaborateurs échangent leurs postes de travail. Cette technique, déjà mise à l’épreuve, permet, outre de re-motiver les salariés, d’améliorer la cohésion et de rompre avec la monotonie des tâches trop routinières. Une piste de ce type est peut être à explorer pour l’armée de Terre.

Il est certain que le «*Y-er*» est conscient que l’emploi qu’il occupe n’est pas un emploi «à vie». Pour le retenir le temps de son contrat, il faut pouvoir lui offrir un parcours valorisant et des compétences qu’il pourra capitaliser pour mieux s’insérer dans le secteur civil. Ainsi, les aides à la reconversion proposées peuvent, si elles se concrétisent par l’obtention d’un diplôme ou d’une certification par le biais d’une validation des acquis[[150]](#footnote-150), être attractives pour les candidats à l’engagement, et notamment pour les moins qualifiés.

* **Un management interactif**

L’arrivée de la génération Y remet en cause les styles de commandement. Il faut réinventer le rapport à l’autorité par un commandement interactif (faire comprendre le sens des choses et leur finalité) et individualisé. La génération Y demande un commandement de proximité presque assimilable à du coaching: des missions clairement expliquées, pleines de défis, qu’elle peut réaliser en toute autonomie.

Comme le souligne Benjamin Chaminade[[151]](#footnote-151), «Le manager est davantage considéré comme un grand frère qui va devoir affronter des blocages face à son autorité beaucoup plus souvent qu’avant. Un ordre, même légitime, doit être compris avant d’être appliqué, et le sera d’autant plus que leur part d’initiative est grande, sans oublier l’effet mikado: un reproche fait à une personne sera connu de tous avec des réactions collectives éventuelles. Ce ne sont pas des mercenaires, ils fonctionnent de façon tribale».

Enfin, il ne faut pas perdre de vue que le jeune «*Y-er*», immergé dans les flux d’informations continus apprend vite, ou plutôt, est en apprentissage permanent. Il appartient à chaque cadre de contact de solliciter la curiosité des plus jeunes et de les maintenir dans la quête du savoir.

En 1966, lors de la refonte du règlement de discipline générale dans les armées (RDGA), le Général Gambiez[[152]](#footnote-152) prônait la «*personnalisation de l’homme-matricule*» pour que le soldat se sente bien dans le métier des armes. Tout comme il l’avait fait lui-même à son époque, l’arrivée d’une nouvelle génération au sein de l’armée de Terre doit amener les gestionnaires à repenser la place du soldat dans l’armée de demain.

Imprévisible, adepte du zapping dans ses relations avec ses employeurs, la génération Y remet en cause tous les schémas classiques du rapport au travail et à l’autorité. Cette nouvelle génération, qui constitue déjà une part importante du vivier dans lequel l’armée de Terre puise sa ressource, doit être appréhendée avec prudence pour garantir la capacité opérationnelle.

Sans pour autant perdre ses valeurs, l’armée de Terre doit comprendre le fonctionnement de cette nouvelle génération et mettre en place des procédures spécifiques qui tranchent avec les habitudes. Ce n’est qu’à ce prix qu’elle pourra assurer le renouvellement de ses effectifs et conserver les meilleurs. Ainsi, il est important de repenser le processus de recrutement et de l’étendre jusqu’à la fin de la période probatoire. Dans cette phase primordiale, le «*Y-er*» doit pouvoir s’acculturer en douceur en exprimant ses appréhensions auprès d’un pair ou d’un cadre référent. Par ailleurs, tout au long de son contrat, et plus particulièrement dans la phase d’acculturation, le «*Y-er*» doit être en mesure de comprendre, voire de négocier, dans une certaine limite toutefois, les activités qu’on lui impose. Même s’il n’est pas évident de changer les méthodes de travail et de fonctionnement pour répondre à ses attentes, l’armée de Terre doit se lancer dans ce défi pour fidéliser sa ressource.

En attendant que la génération Y arrive à la tête des armées, il est déjà possible d’anticiper sur l’avenir et d’observer les comportements de la génération Z qui arrivera sur le marché du travail en 2020. D’après les spécialistes, elle sera adepte du non verbal et développera une nouvelle éthique, de nouvelles valeurs et des modifications radicales dans la culture du travail. Le sujet est loin d’être clos.

*Officier spécialiste du domaine RH, le Capitaine THEILLER est lauréate du concours du diplôme technique 2010. Affectée à l’EMSST, elle suit depuis septembre 2010 une scolarité en Mastère 2 «ressources humaines et organisation» à l’Institut d’administration des entreprises de l’université de Lyon III.*



# Pourquoi et comment

# l’enseignement du CSEM[[153]](#footnote-153)

# s’est adapté à l’évolution des engagements de l’armée française

*Par le Colonel Bruno PARAVISINI*

***Depuis le début des années 90 et jusqu’à récemment, les forces armées françaises ont principalement été employées dans des missions de maîtrise de la violence et, parfois, avec un cadre d’engagement assez flou. Leurs possibilités d’action étaient alors restreintes. Les unités sur le terrain étaient placées dans des positions difficiles, assurant tout juste leur autodéfense face à des adversaires décidés et en tout cas peu soucieux des résolutions du conseil de sécurité des Nations Unies. Depuis 2008, le passage régulier d’unités en Afghanistan, qui sont engagées dans de véritables actions de guerre, change indéniablement la donne. Pour autant, que ce soit les Balkans, l’Afghanistan, les pays de la région des Grands Lacs ou ceux du Moyen Orient, il s’agit toujours de conflits en phase de stabilisation avec des situations au caractère très complexe. Alors pourquoi et comment peut-on parler de changement, et comment celui-ci s’est-il traduit dans la formation des officiers du Cours supérieur d’état-major?***

Le travail des états-majors ou la mise en œuvre de l’approche globale, là où l’UE et l’OTAN se rejoignent.

Pour l’armée de Terre, l’année 2008 marque indéniablement un tournant. La décision d’engager un bataillon d’infanterie en Kapisa à disposition du RC Est, aux côtés des Américains, change de façon notable l’emploi des forces. Celles-ci se trouvent désormais dans des opérations de guerre après avoir vécu celles de maîtrise de la violence. Si, jusqu’à cette date, les soldats français déployés sur tous les théâtres d’opération n’ont pas démérité, loin s’en faut, la qualité de leurs chefs a néanmoins également résidé dans leur capacité à savoir retenir leurs bras. La pire des illustrations en est certainement la situation souvent intenable des casques bleus à Sarajevo, qui a conduit notamment à la crise des otages en 1995, épisode vécu comme une véritable humiliation.

Au début des années 90, dans ce monde post guerre froide, les armées sont souvent placées en position difficile et sont de véritables pompiers internationaux. Le commandement prit pleinement conscience, à ce moment, de la nécessité de refondre le corpus doctrinal et, en conséquence, l’organisation et l’entraînement des unités. Cela se traduisit, aux plus bas échelons, par la mise en place d’un système d’apprentissage de savoir-faire «crises» avant tout engagement, de façon à leur permettre de se comporter aux mieux face à des foules déchaînées et des milices imprévisibles. Cependant, l’approche des états-majors change peu. Ce sont surtout les unités au contact qui durent s’adapter pour graduer leur riposte de façon assez fine, alors qu’elles n’étaient pas initialement conçues ou équipées pour ce type d’engagement. Cette période eut cependant le mérite d’aguerrir les forces et d’acculturer toute une génération d’officiers à des situations complexes, où la nécessaire appréhension de l’environnement était difficile à réaliser alors même qu’elle est une des clefs du succès. On passe ainsi, sur fond de professionnalisation, d’une armée nombreuse et mécanisée où triomphe la combinaison de la manœuvre et du feu, au principe d’unités de type «couteau suisse», fruit de la modularité et de la nécessité permanente d’adapter et de graduer la riposte.

La fulgurante riposte américaine aux attentats du 11 septembre 2001 en Afghanistan, puis la conquête relativement rapide de l’Iraq en 2003, mettent en exergue des systèmes de combat et de commandement fortement interconnectés. Ceux-ci améliorent indéniablement la synergie entre feu et mouvement, permettant notamment de diminuer, au moins dans la phase d’intervention, le volume de forces déployées sur le terrain. Ces succès, si on se limite aux phases d’entrée en premier, illustrent, tout du moins ponctuellement, une victoire sur le temps et attestent du succès de la révolution dans les affaires militaires. L’approche par les effets, défendue principalement par l’US Air Force, qui fait valoir la prédominance de l’*air power*, notamment au moment de la première guerre du Golfe en 1991, semble à ce moment la plus pertinente. La maîtrise de la technologie, principalement celle liée aux moyens d’information et de communication, apparaît bien comme la clef du succès et, pour un court instant, ce constat est fait en occident avec une forme de soulagement. Ceci y compris par les armées françaises, qui se sont lancées dans une meilleure intégration interarmées et dans le développement de systèmes d’armes et de capacités mises en réseau (NEB[[154]](#footnote-154)). Cependant, la formation des états-majors ne change pas de façon fondamentale car la doctrine évolue peu du point de vue des méthodes. Les EBAO[[155]](#footnote-155) peinent de surcroît à s’imposer et se traduisent, en fait, principalement par une amélioration du ciblage et par le développement de bases de données qui alimentent les réseaux interconnectés, destinés à compenser par la qualité (rapidité et précision des frappes) la quantité de troupes et d’équipements qui, désormais, fait défaut en raison des coupes budgétaires. En juin 2003, lorsque les forces américaines se retrouvent piégées dans le bourbier irakien, le soulagement initial fait place à une forme de malaise. Rapidement, l’armée américaine, dont on peut louer la capacité à se remettre en cause, reconnaît qu’elle a sous-évalué les besoins liés à la phase de stabilisation (le Général Tommy Franks, soutenu par le secrétaire d’état à la Défense Donald Rumsfeld, avait imposé son plan d’invasion de l’Iraq avec seulement 150.000 hommes, alors que les chefs d’état-major des différentes armées, et même Colin Powell, avaient émis des doutes en raison du rapport de force en apparence défavorable à la coalition[[156]](#footnote-156)). Parallèlement, elle se lance, alors que les forces sur le terrain font face à une rébellion féroce, dans une refonte de sa doctrine et de ses méthodes d’entraînement et, surtout, modifie sa politique de gestion des crises. Elle remet ainsi au devant de la scène les notions d’approche globale par la réalisation d’effets dans les domaines physiques ou non. Ce changement, d’une façon qui peut apparaître un peu paradoxale, permet d’honorer à nouveau les théoriciens français de la guerre contre-insurrectionnelle comme Galula, dont les écrits sont réédités aux États-Unis avant d’être traduits en langue française en 2009.

Les armées françaises, pour leur part, ne restent pas l’arme au pied. Dans le domaine de l’entraînement des états-majors, des travaux divers vont finalement permettre de faire converger les méthodes vers une véritable mise en œuvre de l’approche globale. Aux niveaux stratégique et opératif, l’entraînement se fait principalement dans le cadre de l’Union européenne (UE), qui privilégie très clairement un règlement civilo-militaire des crises. L’opération EUFOR RDC en 2006, mais surtout les opérations EUFOR TCHAD en 2008 et ATALANTE en 2009, ont démontré tous les bénéfices de cette approche. Les officiers de l’armée de Terre qui, pour la plupart, sont pénétrés des écrits des grands chefs militaires comme GALLIENI et LYAUTEY, mais qui dénigrent souvent l’engagement militaire dans le cadre UE, sont pourtant convaincus de la pertinence de ces méthodes que vont finalement adopter les états-majors de niveau division par capillarité[[157]](#footnote-157). La participation de la France à la série des *Mutinational experiments* (MNE) apporte également une incontestable plus-value. Ils permettent aux organismes nationaux de doctrine d’être très actifs dans des domaines comme les opérations d’information, la lutte contre les adversaires irréguliers, la participation des forces armées à la stabilisation et l’approche globale. Au niveau tactique, les états-majors commandants de composante (CRR FR et CRR E[[158]](#footnote-158) pour l’armée de Terre) adopteront eux aussi les même notions. Ceci se fera au travers de l’entraînement qui s’effectue principalement dans le cadre de l’OTAN, dont les états-majors opératifs passent des EBAO ‒ qui ne se sont jamais vraiment imposées ‒ à la *comprehensive approach[[159]](#footnote-159)* en tirant les leçons de l’engagement en Afghanistan.

Ainsi, depuis le niveau stratégique jusqu’au niveau tactique (division), tous les états-majors nationaux ont-ils adopté l’approche globale pour laquelle une connaissance étendue de l’environnement est indispensable. C’est la théorie du mikado, qu’évoque le Colonel Durieux au sujet du milieu afghan, et qui met en exergue la connaissance et les méthodes qui permettent d’organiser et d’exploiter cette «***richesse révolutionnaire***»[[160]](#footnote-160).

## Former des officiers à l’intervention et à la stabilisation

Prenant en compte le constat fait plus haut, l’armée de Terre décide, en 2009, d’adapter en conséquence la formation des officiers du Cours supérieur d’état-major (CSEM). Tout en réaffirmant la dominante tactique de cet enseignement, elle élargit le spectre d’étude des opérations et intègre un module dédié à la stabilisation[[161]](#footnote-161).

Ainsi, depuis septembre 2009, la scolarité des officiers destinés à rejoindre l’École de guerre comprend, après une courte période d’études générales centrée sur les fondements de la tactique, deux autres périodes majeures:

* un module «intervention – niveau 3» d’une durée de 6 semaines, où les officiers, après un exercice de combat en zone urbaine au niveau GTIA, déroulent un second exercice de niveau brigade qui s’achève par un CAX[[162]](#footnote-162). À l’issue de cette période, ils maîtrisent parfaitement la méthode française d’élaboration d’une décision opérationnelle de niveau tactique, tout en ayant mis en œuvre les techniques de *wargaming*, *backbrief* et *rehearsal*;
* un module «stabilisation – niveau 2» d’une durée de 7 semaines, qui est centré sur le niveau division et le PC interarmées de théâtre (PCIAT). Il débute par une série de conférences qui décrivent tous les aspects des opérations en phase de stabilisation, et le mode d’action de contre-insurrection. Il se clôt par une application de 3 semaines, qui permet la mise en œuvre de l’approche globale lors d’un exercice entièrement en langue anglaise et conduit à l’aide de l’outil de planification de l’OTAN.

Cette organisation nouvelle est d’abord en cohérence avec l’ambition française exprimée dans le *Livre blanc de la Défense et de la sécurité nationale* de 2008, dont la contribution des forces armées est déclinée dans le concept d’emploi des forces[[163]](#footnote-163). Les forces armées doivent ainsi, selon le triangle stratégique largement exposé par le précédent chef d’état-major des armées, le Général d’armée Georgelin, être capables à la fois de participer à la sécurité des concitoyens principalement sur le territoire national tout en contribuant à la stabilité dans le monde, et de réagir à une surprise stratégique.

Le module «intervention – niveau 3» répond très clairement à la conservation des savoir-faire de guerre qui seraient mis en œuvre en cas de conflit de haute intensité venant menacer nos intérêts majeurs (une des possibilités de surprise stratégique). Le module «stabilisation – niveau 2» correspond, pour sa part, aux besoins afférents à la posture de consolidation de la paix, liés à l’engagement actuel de nos forces armées dans des conflits en phase de stabilisation[[164]](#footnote-164) et dont l’Afghanistan constitue le cas extrême[[165]](#footnote-165).

Cette organisation a également offert l’opportunité de renforcer une philosophie de l’enseignement proche des méthodes systémiques. Dans l’esprit, face à une situation donnée, les officiers apprennent ainsi, en amont de toute action, à déterminer les composants du système (contour ou frontière du système, décomposition en sous-systèmes), sa destination ou mission (raison d’être, centre de gravité, notions d’état final recherché) et le ou les processus qui en sous-tendent le fonctionnement (relations d’intérêt mutuel entre acteurs, tactiques et manœuvres, méthodes de travail au sein des états-majors, etc.). À l’issue de ce travail, ils sont en mesure de proposer ou, a minima, d’adapter les systèmes constitutifs du volet militaire de réponse à la crise au niveau tactique (systèmes de commandement et/ou grandes unités). Ils s’appuient alors sur les connaissances acquises et la maîtrise des méthodes de planification pour proposer, en matière de réponse militaire de niveau tactique, des solutions pragmatiques et les mieux adaptées possibles à l’environnement complexe auquel ils sont souvent confrontés. Cette approche bannit, certes, les solutions «toutes faites» qui brident trop souvent la capacité de réflexion et la créativité, mais nécessite toutefois une parfaite connaissance et appropriation des méthodes, en même temps qu’une solide culture générale et militaire que le stage contribue à approfondir[[166]](#footnote-166).

La définition des niveaux à étudier a fait l’objet d’un débat avant que l’EMAT ne tranche[[167]](#footnote-167) pour ceux de la brigade et de la division de type OTAN ou de type poste de commandement interarmées de théâtre (PCIAT). Cette décision était bien entendu un compromis nécessaire. Elle permet de répondre aux contraintes de réduction de la scolarité sans rogner sur la qualité de l’enseignement dont l’exigence, liée notamment à la prise en compte de la partie «stabilisation», s’est accrue. L’étude du PCIAT répond également à un besoin de formation d’officiers appelés à servir dans les états-majors opérationnels de l’armée de Terre qui, au quotidien, sur les théâtres, vivent et animent un dialogue direct avec le niveau stratégique[[168]](#footnote-168) dont ils doivent donc maîtriser les arcanes.

En conséquence, tous ces éléments ont conduit à certaines adaptations qui ont principalement été adoptées dans le cadre de la création du module stabilisation et qui se sont traduites dans l’enseignement de la façon suivante:

* une grande implication des organismes de doctrine (centre interarmées de concepts, doctrine et expérimentations (CICDE) et centre de doctrine et d’emploi des forces (CDEF)) pour tous les aspects liés à l’approche globale, en réalisant notamment un important focus sur les opérations d’information[[169]](#footnote-169);
* l’intervention des états-majors centraux pour présenter, en détail, les étapes de l’élaboration du processus décisionnel du niveau politico-militaire dans le cadre des conflits en phase de stabilisation;
* dans l’esprit de l’«interarmées tactique», une présence d’officiers de l’armée de l’Air, notamment lors des phases de planification, pour mieux prendre en compte la 3ème dimension et la nécessaire coordination qui en découle;
* un approfondissement de l’enseignement de la méthode de planification de l’OTAN avec la présence d’une équipe du CRR FR composée quasi exclusivement d’officiers instructeurs des États-Unis et du Royaume-Uni;
* des témoignages, conférences de retour d’expérience et visites, destinés à assurer le liant afin de corroborer, par des faits objectifs et des analyses adéquates, la pertinence de la formation dispensée et des approches adoptées en matière de planification par les effets.

Entièrement tourné vers la satisfaction d’un besoin clairement exprimé dans le concept d’emploi des forces et cohérent avec les contrats opérationnels, le CSEM a refondé l’enseignement qu’il dispense aux officiers destinés à occuper des postes dans les états-majors nationaux ou multinationaux. Sans préjuger de la satisfaction des employeurs, l’intérêt que suscite cet enseignement chez les officiers eux-mêmes est notable et semble de surcroît parfaitement les préparer à leur première immersion interarmées au sein de l’École de guerre (ex CID).

*Le Colonel Bruno PARAVISNI est actuellement professeur au Cours supérieur d’état-major à Paris. Après avoir choisi les troupes de marine à sa sortie de Saint-Cyr en 1991, il a essentiellement servi dans les parachutistes au sein du 8ème RPIMa. Avant la présente affectation, il a passé trois ans à l’état-major des armées où il était chargé de la politique d’entraînement interarmées.*



**Vers la fin de l'ordinateur**

**au sein des entreprises... et des armées**

# *Par le Chef de bataillon Philippe BRIANT de LAUBRIÈRE*

***À l’exemple de ce qui s’est produit pour l’électricité, les progrès rapides des technologies de l’information pourraient conduire, à brève échéance, à la centralisation de la ressource.***

**E**n 2005, Nicholas Carr[[170]](#footnote-170) publiait un article dans le *MIT Sloan Management Review*, intitulé «The end of corporate computing». Celui-ci fit beaucoup de bruit dans le monde des technologies de l'information, et de nombreux auteurs continuent de s’y référer.

Dans cet article, l’auteur commence par rappeler l'historique de la production d'électricité aux États-Unis. Il explique que cette ressource était, au début, privée, produite par les entreprises elles-mêmes. En 1902, il existait aux États-Unis 50.000 générateurs privés. Les usines produisaient 60% de l'électricité utilisée dans l'ensemble du pays.

Mais une série de progrès techniques a rendu cette organisation obsolète : les turbines thermiques sont apparues, produisant davantage de courant et autorisant des économies d'échelle. Le courant alternatif a permis d'augmenter les distances pour transporter l'électricité. Dernière étape, des moteurs électriques capables de fonctionner sur le courant alternatif furent inventés.

Par ce biais, la centralisation de la distribution de l'électricité devint possible. Plus encore, abandonner l'ancien modèle devint une nécessité pour réduire les coûts et rester compétitif : aussi, dès 1930, 80% de la production d'électricité aux États-Unis était centralisée. Un nouveau modèle était né... et, d’après Nicholas Carr, cette même évolution va se produire avec les technologies de l’information.

**La transposition du modèle aux technologies de l’information**

Pour rester compétitives, les entreprises doivent confier à des prestataires extérieurs la gestion de la ressource informatique. Une étude portant sur 6 Datacenter (centres de stockage de données) d'entreprises a montré que la plupart des serveurs n'étaient utilisés qu'à 10% de leur puissance. Pire encore, les ordinateurs de bureau sont en moyenne utilisés à 5%[[171]](#footnote-171) de leurs capacités. Ce gaspillage de la ressource informatique n'est pas limité au hardware. Pour les entreprises de taille importante, installer et assurer la maintenance de logiciels ou d'applications sur des milliers de sites et d'ordinateurs différents génère des coûts exorbitants.

Or, de même que pour l'électricité, des innovations techniques rendent possibles la centralisation de la ressource «technologies de l’information» et, conséquemment, d'importantes économies d'échelle: la fibre optique qui augmente la largeur de la bande passante, la virtualisation permettant de créer un ordinateur fictif, et le «*cloud computing»* (défini ci-après). De surcroît, des grands groupes comme Cisco ou HP ont entamé un virage stratégique : vendre des composants hardwares (ordinateurs, imprimantes, serveurs, scanners, etc…) ne permet plus de dégager des marges suffisantes en raison de la concurrence. Ces grands groupes se tournent donc vers l'entreprise comme client, plutôt que vers l'individu. Par le jeu des fusions-acquisitions, ces grands groupes disposent à présent de savoir-faire en réseaux, virtualisation, conseil en nouvelles technologies, gérance de Datacenter: elles sont donc à même d'offrir une solution clé en main, personnalisée et évolutive, à haute valeur ajoutée. Cette offre séduit les entreprises, en résolvant le problème de l'évolution technologique accélérée des S.I. (systèmes d'information), qui oblige à répéter sans cesse de lourds investissements pour rester compétitif. En effet, la miniaturisation et la vitesse d'horloge des processeurs doublent tous les 24 mois, tout comme la largeur de la bande passante réseau. Les capacités de stockage magnétiques, elles, doublent tous les 36 mois. L'équipement des entreprises est donc rapidement obsolète, incapable de faire face à l'augmentation des besoins en stockage et en puissance matérielle (les logiciels et applications étant de plus en plus gourmands en ressources). Sans compter la complexité que représente la réorganisation d'un S.I. d'entreprise...

**Le modèle de demain: «*Cloud computing»* et virtualisation**

Dans les cas extrêmes, les entreprises ne maintiendront plus que des terminaux (écrans, claviers, portables, imprimantes, scanners, etc...) à disposition de leurs employés. Les données ne seront plus stockées au sein des entreprises, sur des serveurs dédiés, mais auprès d'un prestataire de service. Les machines des utilisateurs seront **virtuelles**, accessibles en ligne; c'est-à-dire que l'utilisateur utilisera toujours son clavier et son écran, mais la machine tournera en réalité sur un serveur distant, via internet. Cette façon de faire permettra à l'administrateur d'installer beaucoup plus facilement mises à jour ou logiciels. Un même utilisateur pourra utiliser plusieurs machines virtuelles, configurées différemment, en fonction de ses besoins. Si l'utilisateur a ponctuellement besoin d'une puissance de calcul supérieure pour faire tourner une application, ou d’une mémoire vive plus importante, celles-ci seront automatiquement allouées (et facturées) : c'est le principe du «*cloud computing».*

Qu'est-ce exactement que le «*cloud computing»*? «Un environnement de stockage et d'exécution **élastique** de ressources informatiques impliquant plusieurs acteurs, connectés par internet. Cet environnement délivre un service mesurable, à la demande, à **granularité variable**, et qui implique des **niveaux de qualité de services**»[[172]](#footnote-172). Le «*cloud computing»* repose sur deux principes: internet comme moyen d'accès, et des services (stockage, puissance, applications, etc…) facturés à l'usage. Enfin, le «*cloud»* est segmenté selon les niveaux d'intervention : il peut concerner l'infrastructure (IaaS ou *infrastructure as a service:* stockage des données, puissance de calcul), la plate-forme d'exécution (PaaS: *platform as a service*; exécution et intégration des applications), et les services (SaaS: *software as a service:* bureautique, applications métiers). Grâce au «*cloud computing»*, l'entreprise ne paie que ce qu'elle consomme (en puissance de calcul ou en stockage, voire également en utilisation de système d’exploitation et d'applications). Cette solution permet de supprimer le problème du gaspillage de puissance ou d'espace de stockage évoqué plus haut. Ces services sont déjà une réalité, et connaissent une croissance spectaculaire: ainsi Amazon EC2 (*elastic cloud computing*) a généré 500 millions de dollars de chiffre d'affaire en 2010, et ce chiffre devrait encore croître de 50% en 2011. En France[[173]](#footnote-173), le «*cloud»* a généré 1,5 M€ de revenus en 2009, et ce chiffre devrait s'élever à 2,29 M€ en 2011, soit une croissance annuelle de 23%.

L'utilisation de serveurs distants et d'internet pourrait faire naître des craintes de confidentialité. En réalité, seul le prestataire peut savoir sur quels serveurs sont stockées les données de l'entreprise, ces données pouvant être localisées sur plusieurs sites géographiquement éloignés. Il est donc très difficile d'identifier les lieux de stockage de données. De plus, les Datacenter font l'objet d'une sécurité drastique (contrôle d'accès, vidéo surveillance, détection d'intrusion, etc…). Les données transitant par internet seront cryptées. La technologie de chiffrement RSA 1024 bits, par exemple, utilisée dans la plupart des connexions sécurisées sur internet (paiement par CB), est considérée comme sûre pour les 5 ans à venir: en janvier 2010, il aura fallu deux ans et demi à six organismes de recherche, cumulant leurs puissances de calcul, pour casser une clé[[174]](#footnote-174) de 768 bits. En outre, le chiffrement RSA 2048 bits est déjà disponible, et devrait rester inviolable dans les 10 ans à venir.

**Une opportunité pour les armées**

Les armées pourraient dès à présent commencer à expérimenter cette sous-traitance de leurs services informatiques: la technologie du «*cloud»* est désormais arrivée à maturité et, dès à présent, les acteurs présents sur le marché permettent de faire jouer la concurrence et d'obtenir le meilleur prix. Pour cela, un travail préalable consisterait à identifier quelles structures peuvent être externalisées, tout en permettant une réversibilité en cas d'insatisfaction. Par exemple, «virtualiser» les machines des utilisateurs travaillant au sein d'organismes comme les écoles de formation ne semble pas faire peser de risques stratégiques majeurs... Il est aussi possible d'envisager un «*cloud»* entièrement ou partiellement privé (on parle de «*cloud»* hybride»), géré par un organisme militaire spécialisé, garantissant le meilleur niveau de confidentialité. Pour déterminer ce qui peut être mutualisé en «*cloud»*, il conviendrait de mener une étude en partitionnant les besoins informatiques: des segments les plus banalisés, communs à tous (système d'exploitation, bureautique, navigateurs, messageries, etc…), aux segments plus spécifiques (applications métiers, portails, etc.). Le «*cloud»* est évidemment plus intéressant sur les segments les plus mutualisés, favorisant les économies d'échelle. Mais les économies ne représentent pas le seul avantage attendu[[175]](#footnote-175): le «*cloud»* est aussi une réponse à la contrainte de l'innovation permanente dans les S.I., car il facilite la gestion et le stockage des données, permet la standardisation, favorise la gestion du risque, etc…

Pour conclure ce court exposé, il convient de souligner l’importance de mener, parallèlement aux études évoquées plus haut, une analyse des risques permettant de définir la qualité des services attendus. À ce titre, il s’agit de répondre, par exemple, aux questions suivantes: le sous-traitant ne sera-t-il pas tenté d'arrêter un service qui ne servirait plus qu'un petit nombre d'utilisateurs, et ne serait donc plus rentable pour lui? Les données sensibles seront-elles stockées dans des serveurs physiquement séparés? Les accès réseaux seront-ils suffisamment fiables pour garantir une pérennité des services? Il s'agit de répondre le plus précisément possible à cette analyse des risques, en gardant à l'esprit que plus les exigences seront élevées, plus le prestataire augmentera sa facture: un niveau de qualité de service supérieur a un coût en rapport!

*Saint-Cyrien de la promotion «Commandant Morin» (1994-1997), le Chef de Bataillon Briant de Laubrière est issu de l’Infanterie de Marine. Breveté du Collège Interarmées de Défense (2010), il effectue actuellement un mastère spécialisé «Management des systèmes d’information et des technologies», co-dirigé par HEC et l’ENSMP (École nationale supérieure des mines de Paris).*



**Le dirigeable**

**dans la conduite des opérations militaires:**

**prévention, dissuasion, protection**

*Intervention[[176]](#footnote-176) du Lieutenant-colonel (ER) Jean THYRARD*

**D**ans la présentation du rapport d’information n° 2 127[[177]](#footnote-177) «*Drones: la France à la croisée des chemins*», les rapporteurs notent que «la France dispose de drones qu’elle a déployés avec succès en Afghanistan. Mais en trop petit nombre et particulièrement éprouvés par des conditions de relief et de climat difficiles, nos capacités sont menacées de rupture à brève échéance. Pour y parer, des décisions s’imposent dès aujourd’hui, qui pourraient notamment impliquer une révision des choix opérés dans la programmation militaire».

Il est étonnant, à la lecture de ce rapport, de noter que la solution passe encore et encore par des drones et qu’aucune autre piste ne soit évoquée. À croire qu’il serait de mauvais goût d’envisager une solution alternative, qui plus est une solution rétro-innovante!

Les Américains sont allés sur la Lune! Et pourtant, ils utilisent des dirigeables dans le cadre de leur projet de lutte antimissile de croisière! Et que dire de ces plus de 60 dirigeables déployés en Afghanistan pour assurer une surveillance permanente des bases opérationnelles et logistiques, améliorant ainsi, à faible coût, la surveillance de jour et de nuit!

Les Israéliens, quant à eux, ont une avance considérable dans la conception, la fabrication et l’utilisation opérationnelle des drones et, pourtant, eux aussi utilisent des dirigeables d’observation, notamment dans toutes les opérations qui les opposent aux Palestiniens.

La question peut donc se poser pour un pays comme la France, encore grande puissance militaire, du délaissement de moyens d’observation ayant un rapport coût/efficacité sans précédent, alors que tout un chacun promeut les économies à réaliser et que d’autres s’inquiètent de décisions à prendre et qui ne sont pas prises.

Quel dommage, donc, que le rapport d’information précité n’accorde pas plus d’importance à ce domaine et manque à ce point de prospective. Où est donc le temps où les célèbres ballons captifs «Caquot» équipaient l’ensemble des armées alliées durant la Première Guerre mondiale, conçus qu’ils étaient par des militaires, des savants et des personnalités qui en assuraient le rayonnement? Quid donc des dirigeables dans la conduite des opérations militaires? Du ballon de Fleurus en juin 1794 aux derniers essais organisés par la Marine nationale en 1984 et 1985 et l’armée de l’Air en 1989, l’aérostation aura prouvé son utilité en matière d’observation des théâtres d’opération et d’acquisition du renseignement. Si les dernières expérimentations furent de qualité, elles s’arrêtèrent suite à la destruction accidentelle du Sentinel 1000, de la société «Airship Industries», malheureusement détruit dans l’incendie de son hangar. Quelle que soit l’origine de cet incendie, force est de constater que le dirigeable ne cesse de mourir par le feu ou son syndrome.

# Le dirigeable léger et la permanence du renseignement

Pour les forces armées au contact, la priorité est à la permanence, l’instantanéité et la qualité de l’information fournie. Le lecteur comprendra aisément que ne soit pas abordée ici la question du satellite sachant que, malgré son haut pouvoir de résolution, il n’est pas en mesure d’assurer la permanence attendue de l’observation. En effet, un satellite de type Hélios survole le même point tous les mois à peu près. Tout est donc dit pour des troupes au contact. Ce délicat problème de la permanence satellitaire avait d’ailleurs été évoqué lors du colloque du Club «Participation & Progrès» sur les satellites et les grands drones, organisé à la fin de l’année 2004[[178]](#footnote-178). Au cours de ce colloque, pour pallier cette déficience satellitaire, il avait été suggéré de mettre en place un engin stratosphérique (drone ou dirigeable) capable d’assurer la permanence des communications et du renseignement sur la zone d’opération. Cette idée de «stratelitte» fait d’ailleurs de plus en plus son chemin, en témoigne le projet de lancement d’un «stratellite» de communication de la société Sanswire au dessus de la capitale du Pérou.

Qu’en est-il aujourd’hui sur le terrain? Il semble que, sur les théâtres d’opération, la permanence du renseignement et de l’information soit prioritairement assurée par des drones. L’inventaire en a été fait dans le dossier d’information cité en introduction. Ce papier n’y reviendra donc pas. De même que ne seront pas évoqués les drones de type Hale ou Male, engins qui, eu égard à leurs caractéristiques et leurs performances, ont une vocation beaucoup plus stratégique.

Trois systèmes peuvent donc être confrontés à l’option dirigeable: le SDTI[[179]](#footnote-179), le CL 289[[180]](#footnote-180) et le DRAC[[181]](#footnote-181).

Pour mener cette comparaison, même si elle n’est que «virtuelle» eu égard au fait qu’aucune expérimentation de ballon captif ou téléopéré n’ait été faite en vraie grandeur, le choix d’un cadre espace-temps peut permettre d’apporter quelques éléments d’éclairage.

Le cadre espace-temps le plus significatif retenu par l’auteur est celui de l’embuscade d’Uzbin, les 18 et 19 août 2008. Au cours de cet engagement meurtrier, dix militaires français sont tués et vingt et un autres sont blessés.

Cette embuscade, tendue par les insurgés talibans, aura duré plus de vingt heures, dont une bonne partie de nuit.

Pour assurer la surveillance de la zone et permettre d’optimiser l’information du commandement, il aurait fallu à peu près cinq vols de SDTI, 40 passages de CL 289 et 21 vols de DRAC. Même si ces chiffres n’ont qu’une valeur d’exemple, ils mettent bien en lumière le nombre d’engins qu’il aurait fallu consacrer pour cette opération.

Ceci n’aurait sans doute pas été totalement possible dans la mesure où, durant cette opération, les appuis feux des avions A-10 et des hélicoptères Bell américains interdisaient le survol de la zone par des drones (pour des raisons normales de sécurité des aéronefs).

Par ailleurs, chacun de ces systèmes nécessite une interprétation des images transmises avant leur livraison, ce qui interdit donc l’instantanéité du renseignement puisqu’il n’est disponible qu’en différé. Ceci est certes à moduler pour ce qui concerne le DRAC, considéré comme les «jumelles déportées du chef de section».

En revanche, la présence d’un ballon captif aurait sans doute permis d’éclairer la manœuvre et ses appuis, de repérer les mouvements et les itinéraires de repli des talibans et sans doute aussi d’éviter les dégâts collatéraux des bombardements américains qui suivirent pendant quelques jours après l’embuscade.

Sans vouloir dire ou affirmer que la présence d’un ou plusieurs ballons captifs aurait évité cette hécatombe, et sans vouloir remettre en cause la qualité de la préparation de l’engagement, la question se pose vraiment de la réelle efficacité des drones dans un tel contexte, au contact, dans l’action.

**Le dirigeable, outil de «dissuasion»**

Il est clair que, dans le contexte de cette contribution, la notion de dissuasion et de son concept applicatif n’ont rien à voir avec la dissuasion nucléaire.

Même faiblement armés et soumis aux aléas de la météo, les dirigeables de la Marine nationale eurent un effet dissuasif certain sur les sous-marins allemands durant la Première Guerre mondiale.

Il est clair aussi que la mise en place d’un ballon captif au dessus d’un centre de commandement, d’un bivouac ou d’une zone de repos, ou encore le survol d’un dirigeable téléopéré sur une zone à investiguer ou sur un itinéraire, ne peut pas manquer de porter atteinte à la liberté de manœuvre de l’adversaire. Plus lent que le drone, le dirigeable peut observer avec plus de précision. Et si le capteur, qui peut très bien être celui du CL 289 ou du DRAC, est équipé d’un système de détection automatique du signal, la caméra peut se braquer instantanément sur l’objectif, en donner d’emblée les coordonnées, rendre compte de son évolution et de ses mouvements prédictifs ou non. De quoi donc dissuader et donner du fil à retordre à tous poseurs d’IED, de munitions salement bricolées, de véhicules piégés, etc.

Si le dirigeable n’est pas l’outil universel et s’il n’empêchera pas toute action adverse, il oblige tout de même l’adversaire à manœuvrer, à bouger, à risquer de faire mettre à jour les actions préparées.

**Le dirigeable, outil de prévention et de protection**

C’est sans doute la mission la plus adaptée au dirigeable, qu’il soit utilisé en mode captif ou téléopéré. Canadiens et Américains utilisent des ballons captifs pour la protection de leurs bases opérationnelles. Le dispositif américain est constitué de 300 mâts télescopiques équipés de senseurs optroniques et de 60 aérostats de type TCOM 17M utilisés en ballons captifs à une altitude de 300 mètres. L’ensemble des senseurs sont reliés à un centre de contrôle et toutes les vidéos sont diffusées en continu sur l’intranet. De même, et pour information, les Américains utilisent des dirigeables de type ballons captifs TCOM 71M capables d’opérer 30 jours à une altitude travail de 4.600 mètres pour la lutte antimissile de croisière. Une mission sans doute bien difficile à confier à des drones. Peut-il y avoir d’autres systèmes plus probants d’utilisation d’aérostats en matière de prévention? À l’heure où les notions de bouclier antimissile commencent à se faire jour de plus en plus sérieusement en Europe, peut-être que l’option ballon captif apparaîtra comme l’évidence!

Ce type de fonctionnement tel qu’utilisé par les Américains vaut pour une base. Le dispositif peut être modulé par déplacement des mâts et des aérostats de surveillance. On peut imaginer aussi que le ballon captif soit relié à une plate-forme mobile qui progresse au plus près de l’action et qui peut transmettre des informations jusqu’au niveau du combattant individuel via les équipements de Félin. Dans une telle configuration, l’utilisation de la technologie fibre optique permet la mise en place de liaisons totalement sécurisées, non brouillées.

Il suffit de laisser son imagination vagabonder pour se rendre compte que ce ne sont pas les scénarios qui manquent pour mettre un dirigeable captif ou téléopéré en situation de protection d’une troupe au contact.

Avant de passer à d’autres missions potentielles qui peuvent être dévolues au dirigeable, captif ou non, la comparaison entre dirigeables légers et drones ne peut être complète sans aborder le domaine du coût. Seul le système DRAC mérite la comparaison tant les coûts des drones de type CL 289 et SDTI sont hors de proportion. Le développement du système DRAC et l’acquisition des 60 premiers systèmes a coûté environ 10 millions d’euros, soit à peu près 170.000 euros le dispositif de 2 engins. Très approximativement, et en fonction des estimations recueillies pour un modèle de 1.000 m3, le prix d’un 300 m3 pourrait se situer dans la même fourchette de prix, sachant aussi que le dirigeable de 300 m3 peut être piloté par un équipage d’un ou deux hommes sommairement équipés.

S’éloigner du contact n’est pas s’éloigner du théâtre d’opération. Les missions civilo-militaires, les actions de résilience du pays dans son effort de reconstruction, sont autant de missions qui peuvent être placées sous surveillance d’un dirigeable, captif ou non. Ceci est valable bien sûr au niveau du territoire national pour lequel le *Livre blanc* souligne les efforts à faire en matière de «politique de sécurité des activités d’importance vitale», notamment sur les «sites névralgiques à protéger pour lesquels l’État viendra en appui des opérateurs». Et, pour donner une plus grande ouverture au dirigeable, il est à noter également qu’il y a des réflexions en cours chez les opérationnels, pour qui le ballon captif pourrait être une alternative à l’avion pour la formation des parachutistes.

Pour en revenir au théâtre d’opération, quelle pourrait être la ou une solution préconisée?

À l’analyse et avant toute expérimentation, l’utilisation du dirigeable en mode captif ou non semble totalement complémentaire, au contact, du mini drone DRAC. L’un est rapide et capable d’éclairer la mission (derniers ordres de conduite avant l’action), l’autre est lent, voire immobile, et capable d’une information permanente et riche de son instantanéité. Équipes de mise en œuvre et équipements (senseurs) peuvent être identiques ou mutualisés.

Si le drone est l’instrument de la connaissance des zones, de l’anticipation et de la préparation de la mission, le dirigeable est, quant à lui, l’outil de l’action et de la permanence du renseignement sous le plafond. S’il est les jumelles déportées du fantassin, il est aussi et surtout l’officier de liaison cher à l’Artillerie.

Si les recherches sur les dirigeables porteurs de charges lourdes ont quelque peu oblitéré les actions menées en direction des dirigeables légers, les promoteurs de ces derniers ne sont pas restés l’arme au pied. Il existe aujourd’hui un appareil de 300 m3 totalement défini et dont les premiers tests ont débuté en 2009. Les essais en vol n’ont pu avoir lieu pour cause d’utilisation d’une enveloppe qui s’est avérée insuffisamment étanche.

Dessiné et conçu par Didier Costes, l’aérostat proposé est un dirigeable à enveloppe souple à revêtement double face polyuréthane soudée offrant une grande résistance à la déchirure et à l’usure. Les ailes d’empennage sont gonflées et maintenues en delta par des liens internes favorisant la stabilité de tangage et la sustentation dynamique. En version téléopéré ou piloté, le dirigeable est propulsé par un moteur central arrière orientable en tangage et en lacet, couplé aux volets d’empennage. Il peut emporter une charge utile de l’ordre de 150 kg, donc compatible avec les équipements actuels du DRAC. Le design permet aussi et surtout de se passer du mât d’ancrage, qui reste sans doute la plus grande vulnérabilité de ces engins, et par la même de l’équipe au sol.

L’objectif est de proposer un démonstrateur à l’occasion du salon EuroSatory 2012.

**En conclusion**, il paraît utile d’insister sur le fait que les aérostats utilisés par les Américains en Irak et en Afghanistan sont des copies presque conformes des «Caquots» de la Première Guerre mondiale. Ce qui donne du poids à cet extrait d’interview du Général Masson, ancien directeur de la DRM. «À propos des systèmes de renseignement techniques, plusieurs écueils sont à éviter. Par exemple, la recherche du progrès à tout prix constitue un moteur pour notre industrie mais risque d’assécher des moyens financiers de plus en plus comptés. La juste suffisance en matière de satisfaction du besoin opérationnel est un impératif»[[182]](#footnote-182)*,* dit-il, confirmant le fait que chacun sait mais tait:«Ce ne sont pas les matériels les plus sophistiqués qui sont les plus performants sur des théâtres d’opération»*.*

*Normalien de formation, IA de la promotion «Capitaine Cardonne», le Lieutenant-colonel (ER) Jean Thyrard a servi dans le système d’arme Pluton. Après un séjour au SIRPA central en charge de la stratégie de communication interarmées, il rejoint la société Aérospatiale pour prendre la direction des relations extérieures du GIE franco-allemand Euromissile. Indépendant depuis 2002, il est consultant en intelligence stratégique, initiateur d’un magazine de vulgarisation des «choses» de défense et de sécurité auprès des jeunes de 16 à 25 ans et promoteur du renouveau de l’aérostation.*



## Les grands capitaines



**Hannibal (247-183 av. JC)**

*Par Monsieur Thierry Widemann[[183]](#footnote-183)*

**H**annibal, l’adversaire de Rome pendant la deuxième guerre punique, fut, avec Alexandre, le plus grand chef de guerre de l’Antiquité. Quelles étaient la nature et les limites de son talent militaire? On peut tenter quelques éléments de réponse après avoir rappelé les grandes lignes de sa carrière.

Lors de la deuxième guerre punique (218-202 av. JC), le but stratégique d’Hannibal était de briser la confédération italique, c’est-à-dire de séparer Rome de ses alliés. Pour l’atteindre, il fallait détruire la force militaire romaine. Parti de Carthagène en 218, il traversa la péninsule ibérique, franchit le Rhône et les Alpes, et accumula les victoires tactiques: au Tessin et à la Trébie (218), et surtout à Trasimène l’année suivante. Cette bataille, qui se déroula comme une forme supérieure d’embuscade, fit 15.000 morts du côté romain. Conformément à ses objectifs, Hannibal ordonna le massacre des Romains et épargna les autres Italiens.

Face à la supériorité tactique d’Hannibal, Rome comprit qu’il fallait éviter l’affrontement en rase campagne et lui préférer une stratégie indirecte mettant en œuvre des tactiques de harcèlement, afin de limiter les pertes et gagner du temps pour reconstituer ses forces. Rome y renonça trop tôt et chercha la rencontre frontale. Elle eu lieu à Cannes en 216. Les légions romaines furent anéanties, mais la bataille ne fut pas pour autant décisive: Hannibal, pour des raisons incertaines, ne marcha pas sur Rome.

Les Romains trouvèrent enfin, en la personne de Scipion, un général capable d’affronter Hannibal. Scipion, en s’inspirant des leçons du chef punique, élabora de nouvelles tactiques qu’il expérimenta en Espagne où il vainquit Hasdrubal, le frère d’Hannibal, à la bataille de Baecula (208). L’infanterie légère attaqua au centre, l’infanterie lourde attaqua en tenailles: les enseignements de Cannes avaient été tirés. Scipion pouvait alors espérer vaincre Hannibal lui-même. Il organisa l’offensive en portant la guerre en Afrique afin de contraindre Carthage à rappeler Hannibal. C’était également un moyen de forcer l’adversaire à la bataille. La rencontre eu lieu à Zama, en 202, bataille décisive où Carthage perdit son instrument militaire et fut acculée à la négociation.

Une quinzaine d’auteurs antiques forment le corpus de sources de la deuxième guerre punique. Mais du point de vue militaire, un auteur se distingue, il s’agit de Polybe (entre 210 et 208 – 126 av. JC). Né à Mégalopolis en Arcadie, Polybe a occupé des fonctions à la fois politiques et militaires au sein de la ligue Achéenne. Il est également l’auteur d’un *Traité de tactique*, aujourd’hui perdu, mais qui avait bonne réputation en son temps. Envoyé à Rome comme otage après la défaite macédonienne de Pydna face aux Romains (168), il a été accueilli par la grande famille des Scipion et s’est lié d’amitié avec Scipion Émilien qu’il a accompagné lors du siège de Carthage. Cette position lui a donné accès à de nombreuses sources historiques, et ses compétences militaires confèrent à ses récits de batailles une précision et une rigueur particulières.

La question de savoir si Hannibal était autant stratège que tacticien relève d’une historiographie plus vaste et, dans une certaine mesure, le débat n’est pas clos. La tendance dominante est de faire l’éloge du tacticien et de souligner qu’il n’a pas su exploiter ses succès tactiques. Ce que résumerait la célèbre phrase que Tite-Live prête à Maharbal, le chef de la cavalerie numide, après le refus d’Hannibal de marcher sur Rome: « Tu sais vaincre Hannibal, mais tu ne sais pas profiter de ta victoire!». Polybe ne mentionne pas cet épisode, vraisemblablement inventé et très dans le style de Tite-Live, qui privilégie toujours la composante idéologique dans la guerre: là où le Romain se distingue du Barbare. Ce dernier est toujours présenté comme sujet à l’inconstance dans la victoire et au découragement dans l’échec. Il s’agit ici de ce que l’on appelle un *topos*, c’est-à-dire un lieu commun idéologique.

Si Hannibal n’a pas exploité sa victoire de Cannes, ce n’est probablement pas par pusillanimité. La ville était bien défendue par de solides murailles, Hannibal manquait de machines de siège, et l’armée punique, redoutable dans un contexte de mobilité, n’était pas très apte à conduire un siège, comme la plupart des armées de mercenaires.

Il n’en demeure pas moins que l’objectif stratégique d’Hannibal de séparer Rome de ses alliés n’a pas été atteint. Ce qui ne nous autorise pas pour autant à le considérer comme un mauvais stratège. D’une part, son attaque de l’Italie par le nord demeure à l’échelle de l’histoire un modèle de «guerre-éclair», et, d’autre part, Hannibal disposait bien d’un but stratégique articulé à des objectifs tactiques. Le fait d’avoir systématiquement, à l’issue d’une bataille, épargné les alliés de Rome en témoigne.

Si l’on revient au registre tactique, on peut tenter de dégager un style du chef punique à travers deux exemples, celui de Cannes, sa plus grande victoire, et celui de Zama, sa défaite définitive.

C’est dans la plaine de Cannes, en 216 av. J.-C., qu’Hannibal élabora ce que l’histoire considère comme son chef d’œuvre. Les Romains engagèrent des forces considérables: près de 80.000 fantassins et 6.000 cavaliers contre l’armée carthaginoise, forte de 40.000 fantassins et 10.000 cavaliers. Les légions se déployèrent, cavalerie aux ailes, avec un centre fort, conformément à la tactique romaine habituelle qui visait à percer le centre adverse. Le dispositif carthaginois était inverse, avec des ailes fortes (infanterie et cavalerie) et un centre faible, composé de fantassins en ligne mince, disposés en arc de cercle convexe par rapport à l’adversaire.

La bataille se déroula en trois phases. La première vit l’affrontement des infanteries légères et des cavaleries. La cavalerie carthaginoise refoula la cavalerie romaine hors du champ de bataille. Lors d’une seconde phase, l’infanterie lourde romaine, la légion, attaqua le centre carthaginois. Celui-ci, conçu pour céder, plia en inversant sa courbure, puis recula sans rompre, aspirant les légions dans l’étau constitué par les ailes. Au cours d’une troisième phase, l’armée romaine fut encerclée et détruite.

À travers la description de Polybe, le dispositif d’Hannibal est présenté comme un piège mécanique: «C’est ainsi que les Romains, refoulant leurs adversaires et convergeant vers le centre du front ennemi, qui cédait sous leur pression, se portèrent si loin en avant qu’ils se trouvèrent encastrés entre les deux corps d’infanterie lourde africaine massés sur leurs flancs. Les Africains placés à droite opérèrent alors un quart de tour pour attaquer à gauche et ceux qui se trouvaient à gauche, un quart de tour pour attaquer à droite. *La situation elle-même leur indiquait ce qu’ils avaient à faire*» (souligné par moi). La manœuvre d’Hannibal n’est pas présentée comme une succession de mouvements s’adaptant chaque fois à la réaction adverse, mais comme un dispositif, qui, une fois mis en place, fonctionne comme une machine. Les différentes séquences de la manœuvre semblent se réaliser successivement d’elles-mêmes, par l’effet de l’action adverse. Et lorsque le piège se referme, selon Polybe, ce n’est pas sur ordre: c’est, dit-il, «la situation elle-même» qui infère le mouvement des combattants placés aux ailes.

On trouve une idée de manœuvre comparable dans le dispositif élaboré par Hannibal à Zama en 202 av. JC. Ce qui caractérise d’abord cette bataille, c’est que les Numides, dont la cavalerie avait joué un rôle fondamental à Cannes, étaient passés du côté romain. Leur chef, Massinissa, apportait à Scipion 6.000 fantassins et, surtout, 4.000 cavaliers qui s’ajoutèrent aux 23.000 légionnaires et 1.500 cavaliers romains. Face aux forces de Scipion, Hannibal alignait 36.000 fantassins, peu de cavaliers, et 80 éléphants.

Dans cette situation, Hannibal eut comme préoccupation de neutraliser la cavalerie adverse sans prendre le risque d’affronter Massinissa. Il donna ainsi l’ordre à sa cavalerie de ne résister que faiblement à la cavalerie romaine, puis de décrocher et de l’entraîner le plus loin possible. Pendant ce temps, un piège devait fonctionner.

Derrière l’écran des éléphants, Hannibal avait déployé son dispositif en trois lignes. La première était composée par les mercenaires, courageux mais indisciplinés. La seconde était constituée par les citoyens carthaginois, motivés mais peu entraînés. La dernière, la plus nombreuse et la plus étendue, comprenait les vétérans d’Italie, l’élite de son armée. Les deux premières lignes étaient conçues pour céder progressivement et, ce faisant, elles devaient épuiser les légions romaines, lesquelles, au terme de leur avance, se heurteraient à la dernière ligne des vétérans, la plus longue, qui pourrait ainsi les envelopper. Selon l’historien Giovanni Brizzi, spécialiste d’Hannibal, le chef punique avait prévu que les deux premières lignes en se repliant renforceraient progressivement la dernière, augmentant ainsi ses capacités d’enveloppement. Si l’hypothèse de Brizzi correspond à ce que fut la réalité, le dispositif d’Hannibal à Zama était au moins aussi génial que celui de Cannes.

La charge des éléphants ne produisit aucun effet: ils furent canalisés par des couloirs établis par Scipion, sans créer de dégâts. La cavalerie romaine entra en action et fut emmenée au loin, conformément aux instructions d’Hannibal. Il fallait alors agir vite. Comme Hannibal l’avait espéré, après la neutralisation des éléphants qui stimula l’ardeur romaine, les légions passèrent à l’offensive. La première ligne céda comme prévu, non sans désordre. Les légions continuèrent leur progression, mais en bon élève d’Hannibal, Scipion flaira le piège. Il arrêta son armée, attendit le retour de sa cavalerie, laquelle, après avoir éloigné les cavaliers carthaginois, revint, prit l’armée d’Hannibal à revers, et consomma la défaite punique.

Le génie militaire d’Hannibal serait donc bien spécifique. Il n’est pas présenté par les sources comme l’homme du coup d’œil, celui qui saisit le moment opportun dans une bataille pour y engager l’action d’une formation, une des qualités attribuées à Alexandre. Hannibal serait l’homme du *dispositif*: il élabore un mécanisme dans lequel le comportement des acteurs est attendu. Le dispositif, chaque fois, infère la manœuvre. C’est en tout cas ce qui ressort du récit de Polybe. Mais l’historien grec semble fasciné par la technique, en témoigne la précision avec laquelle il décrit les machines inventées par Archimède lors du siège de Syracuse par Marcellus. Polybe aurait-il ainsi accentué l’aspect mécanique des dispositifs d’Hannibal? Nous ne le saurons jamais.



## Nouvelles d’Amérique[[184]](#footnote-184)



**Discours sur l’état de l’Union:**

**effort budgétaire et perspectives pour la défense**

*Par le Colonel Jean-Claude BREJOT,*

*Chef du détachement de liaison Terre aux États-Unis*

**L**e mardi 25 janvier 2011, le président des États-Unis Barak Obama prononce son discours annuel[[185]](#footnote-185) sur l’état de la nation américaine. Il le prononce, comme il est de tradition depuis le président Woodrow Wilson[[186]](#footnote-186), au Congrès[[187]](#footnote-187), en présence des élus du peuple américain, de ses ministres et des chefs d’état-major des différentes armées pour ce qui concerne la Défense.

Le contexte politique ne lui est guère favorable puisque lors des élections de milieu de mandat en novembre 2010, le Congrès a changé partiellement de majorité (Démocrate jusqu’alors, la majorité est dorénavant du côté des Républicains à l’exception du Sénat). Évidemment, la perspective des élections présidentielles de 2012 est implicitement omniprésente lors de cette adresse à la nation.

Le discours est centré sur la diminution des dépenses publiques et **la Défense n’y échappe pas**: «*The Secretary of Defense has also agreed to cut tens of billions of dollars in spending that he and his generals believe our military can do without*»[[188]](#footnote-188). Cet effort n’est pas une nouveauté puisque Robert Gates, ministre de la Défense depuis décembre 2006, a entrepris une réduction des dépenses de Défense depuis l’entrée en fonction du président Obama[[189]](#footnote-189).

Dans un discours d’un peu plus d’une heure, le président cite également deux événements majeurs[[190]](#footnote-190) pour la Défense en 2012:

* **La guerre en Irak arrive à son terme**: «*American combat patrols have ended, violence is down, and a new government has been formed. This year, our civilians will forge a lasting partnership with the Iraqi people, while we finish the job of bringing our troops out of Iraq. America’s commitment has been kept. The Iraq war is coming to an end»*
* **Il y aura encore des combats très difficiles en Afghanistan dans les mois à venir mais le retrait des troupes américaines commencera en juillet prochain:** *«In Afghanistan, our troops have taken Taliban strongholds and trained Afghan security forces. Our purpose is clear: By preventing the Taliban from reestablishing a stranglehold over the Afghan people, we will deny al Qaeda the safe haven that served as a launching pad for 9/11...* *Thanks to our heroic troops and civilians, fewer Afghans are under the control of the insurgency. There will be tough fighting ahead, and the Afghan government will need to deliver better governance. But we are strengthening the capacity of the Afghan people and building an enduring partnership with them. This year, we will work with nearly 50 countries to begin a transition to an Afghan lead.* ***And this July, we will begin to bring our troops home****».*

Au delà de ce qui touche directement les affaires de Défense, il est intéressant de relever plusieurs thèmes qui **irriguent l’attitude américaine** en général et les armées en particulier:

* **La conscience de la puissance** (qui peut être perçue comme de l’arrogance et qui l’est certainement, parfois)*: «So, yes, the world has changed. The competition for jobs is real. But this shouldn’t discourage us. It should challenge us. Remember, for all the hits we’ve taken these last few years, for all the naysayers predicting our decline, America still has the largest, most prosperous economy in the world. No workers, no workers are more productive than ours. No country has more successful companies, or grants more patents to inventors and entrepreneurs. We’re the home to the world’s best colleges and universities, where more students come to study than any place on Earth*»
* **La recherche de l’innovation** (une recherche permanente de la performance): *«Sustaining the American Dream has never been about standing pat. It has required each generation to sacrifice, and struggle, and meet the demands of a new age… The first step in winning the future is encouraging American innovation... What we can do ‒ what America does better than anyone else ‒ is spark the creativity and imagination of our people… In America, innovation doesn’t just change our lives. It is how we make our living»[[191]](#footnote-191).*
* **L’esprit d’entreprise** (comme une poursuite incessante de la prochaine frontière à découvrir)**:** *«We do big things. From the earliest days of our founding, America has been the story of ordinary people who dare to dream. That’s how we win the future».*

**Ce sont autant de thèmes qui caractérisent également les forces armées américaines.**



******On a aimé**

**Les lecteurs trouveront également, sur le site du CESAT, des notes de lecture sur les ouvrages suivants:**

### **Afghanistan, les victoires oubliées de l’Armée rouge, de Mériadec RAFFRAY**

**La guerre cognitive, l’arme de la connaissance, *sous la direction de Christian HARBULOT et Didier LUCAS***

**La logique du grain de sable *de Erik Durschmied***

**Mourir pour la France?[[192]](#footnote-192)**

## Du Général (2S) Georges GRILLOT

**V**oici un très beau livre sur l’engagement d’un chef ‒ sous-officier, puis officier ‒ plongé dans les guerres de contre-insurrection, écrit «pour l’honneur de mes amis et non pour le mépris de mes ennemis». Quoiqu’il date de 2004, il est toujours d’actualité et le demeurera, tant son témoignage est de tous les temps. À travers son expérience de l’Indochine et de l’Algérie – le célèbre commando Georges –, l’auteur nous livre ses réflexions très humaines sur le militaire et la guerre de contre-insurrection. Clair et captivant, cet ouvrage se lit d’une traite. Quelques extraits, au hasard:

«Merveilleuse légende du sous-officier chef de poste qui doit, tout à la fois, porter la peur à l’intérieur de la zone rebelle et trouver le chemin des cœurs dans une population où, sous le même toit, amis et ennemis offrent le même sourire avec la même tasse de thé»

«Mais que signifie le mot «bilan» dans cette guerre sans front, où le soldat se retrouve seul avec sa mission? Solidarité profonde qui lie tous les compagnons d’armes? Volonté farouche de vaincre qui va bien au-delà de l’esprit de vengeance?»

«Quel appel, quelle nécessité m’a poussé à entrer dans cette guerre de corps franc, contre une population ivre d’indépendance et prête à tous les sacrifices? Vouloir y aller à mains nues, n’est-ce pas accepter un combat sans espoir, entre le Devoir et l’Honneur?»

# *Par le Général de corps d’armée(2S) Christian PIROTH*

### **Ces guerres qui viennent[[193]](#footnote-193)**

###### Du Général de division (2S) Henri PÂRIS

«**L**es XIXème et XXème siècles ont été burinés par de nombreux conflits armés, mais plus encore par de très fortes et longues guerres de coalitions, principalement sur le sol européen. Qu’en sera-t-il du XXIème siècle?» Avant de répondre à cette question, l’auteur dresse un rapide inventaire de l’état actuel du Monde: les États-Unis et leur crise financière; l’Europe et la faiblesse de ses institutions et de sa défense; la France et le dépérissement de l’État.

Après ce constat, Henri Pâris présente une approche pour «penser la guerre» à venir; il applique ensuite celle-ci à l’analyse des différentes formes de conflit envisageables dans les années à venir: l’échange nucléaire (davantage «possible» mais pas forcément probable); la guérilla; le terrorisme, notamment le terrorisme islamique, et son éradication.

Quelques-unes de ses réflexions: «Ces guerres qui viennent, prises une à une, sont le résultat d’un brutal effondrement des échafaudages qui maintenaient l’inertie d’une série d’éléments en déséquilibre….». «Il y avait de quoi réfléchir, méditer et dresser l’analyse des révoltes urbaines de Los Angelès en 1992…». «Les Occidentaux perdent le privilège de la prééminence technologique».

Au total, une belle fresque prospective, un ouvrage grand public, mais dans lequel même les professionnels trouveront matière à réflexion.

#### Par le Général de corps d’armée(2S) Christian PIROTH

### **War as I knew it[[194]](#footnote-194)**

#### **Du General George Smith Patton**

**O**n ne présente plus PATTON. «***War as I knew it***» est tiré de ses carnets personnels et donc d’une lecture à chaud des événements qu’il vécut au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Ce livre est à la fois un témoignage historique, une aide à la compréhension de la tactique et de son apprentissage et, enfin, un guide sur l’art du commandement. Sans chercher à établir de grande théorie, l’auteur se veut avant tout pragmatique. Dans le domaine du commandement, il apporte de nombreux détails sur le comportement du chef, et cherche en permanence à mettre en valeur ses subordonnés tout en assumant personnellement les éventuelles déconvenues. Pour l’auteur, le rôle principal du chef doit être la fourniture des moyens de combat au subordonné, au premier rang duquel prend place la confiance en soi, ainsi que le maintien de celui-ci dans une posture offensive. «*Do not take counsel of yours fears*» pourrait apparaître comme la première nécessité d’un commandant en chef.

Cela pose d’emblée le problème de la bonne conduite des opérations de nos jours, alors qu’une perte humaine et, de ce fait, le moindre risque, sont de plus en plus mal acceptés dans nos sociétés modernes.

Dès lors, l’ouvrage prend une autre dimension. Les armées européennes sont-elles encore capables de prendre part à un véritable engagement conventionnel? En lisant «***War as I knew it***», la question peut être posée. Les moyens exigés, la volonté nécessaire et le savoir-faire indispensable à la conduite de telles opérations seraient-ils suffisants? Alors que les derniers combattants de cette époque, et leur expérience, nous quittent les uns après les autres, il est plus important que jamais de garder ce livre à portée de main et de s’y replonger de temps à autre, au cas où la surprise stratégique ne serait plus une simple éventualité.

*Par le Chef d’escadrons Julien BRUNET*



Directeur de la publication:

Gca (2°s) PIROTH *(Association MINERVE)*

Comité éditorial**:**

**Gbr THOMAS,**

**Col de LADOUCETTE,**

**Col PAUPERT,**

Col (H) MAZEL *(Association MINERVE)*,

Lcl VENTURA,

# Lcl (R) MISSET

Rédacteur en chef**:**

**Lcl VENTURA**

Rédacteur en chef adjoint**:**

**Lcl (R) MISSET**

Rédacteur en chef adjoint technique:

**Col (H) MAZEL**

Site intraterre: [www.cesat.terre.defense.gouv.fr](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr)

(rubrique publications)

1. **Site Internet CESAT:** [**www.cesat.terre.defense.gouv.fr**](http://www.cesat.terre.defense.gouv.fr/)

   **Site Intradef CESAT**: **www.cesat.terre.defense.gouv.fr** [↑](#footnote-ref-1)
2. **Comme son nom l’indique, cette rubrique comporte des articles qui n’engagent que leurs auteurs.** [↑](#footnote-ref-2)
3. Ayant trait à de nombreux domaines tels que le soutien logistique, la gestion de la 3ème dimension, l’utilisation des réseaux d’information et de commandement, la communication opérationnelle, le renseignement, l’appui au combat, la protection NRBC, les actions civilo-militaires, … [↑](#footnote-ref-3)
4. Groupement tactique interarmes (GTIA), brigade interarmes (BIA), division, corps d’armée. [↑](#footnote-ref-4)
5. À l’instar des officiers stagiaires de la 1ère session de la 124ème promotion du Cours supérieur d’état-major, projetés actuellement en opération. [↑](#footnote-ref-5)
6. Dans des domaines tels que les sciences humaines et sociales, la recherche opérationnelle, la conception des systèmes d’armes, la maintenance, les finances, la sécurité des systèmes d’information, l’infrastructure, les relations internationales, le commissariat, … [↑](#footnote-ref-6)
7. Cf. le témoignage du Général d’armée (2S) THORETTE, lors de l’entrée en scolarité du 10.000ème officier stagiaire de l’EMSST en septembre 2010, qui soulignait (voir Cahier du CESAT n°22) l’utilisation faite de son cursus suivi à l’INALCO dans ses fonctions ultérieures au Centre opérationnel interarmées, au Cabinet du ministre de la Défense ou en qualité de CEMAT. [↑](#footnote-ref-7)
8. Accompagnée d’une baisse sensible de l’effectif d’encadrement. [↑](#footnote-ref-8)
9. Certaines grandes écoles accueillent nos officiers dans le cadre de l’EMS 2, en même temps que des officiers de Marine ou de l’armée de l’Air y suivent des cursus au titre de l’EMS 1. [↑](#footnote-ref-9)
10. Gestion prévisionnelle des effectifs et compétences. [↑](#footnote-ref-10)
11. Budget opérationnel de programme. [↑](#footnote-ref-11)
12. Par exemples, postes EMA, EMIA-FE, SCA, DIRISI, SIMMT, SIMMAD, DRM, SID, DGSE, SGA, … [↑](#footnote-ref-12)
13. Organisation territoriale interarmées de défense; le stage OTIAD de l’ESORSEM a accueilli en juin 2011, 48 officiers de réserve dont 9 de la Marine nationale, 8 de l’armée de l’Air et 1 du Service de santé des armées, la plupart servant dans des états-majors interarmées de zone de défense et sécurité (EMIAZDS) ou des délégations militaires départementales (DMD). [↑](#footnote-ref-13)
14. Outre le «contrat 10.000 hommes déployables en permanence» du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, l’instruction sur l’engagement des forces armées sur le territoire national parle d’engagement massif en cas de crise majeure. [↑](#footnote-ref-14)
15. Comme la participation à la mission Vigipirate (ayant entraîné le déploiement d’un bataillon de réservistes sur Paris durant l’été 2010), à la sécurisation interarmées du «Sommet G8» à Deauville en mai 2011, … [↑](#footnote-ref-15)
16. À l’instar des dispositifs d’urgence de gestion de crise mis en œuvre par les EMIAZDS lors de la tempête Xynthia de février 2010, des inondations dans le Var en juin 2010, …, des feux de forêt embrasant chaque été le Sud de la France. [↑](#footnote-ref-16)
17. L’ESORSEM est déjà reconnue comme unique en son genre sur le plan international, ce qui explique le nombre important d’officiers de réserve étrangers suivant le cours supérieur des ORSEM à l’École militaire chaque année. [↑](#footnote-ref-17)
18. NATO Reserve Force Committee. [↑](#footnote-ref-18)
19. Delivered at West Point, NY, Friday, February 25, 2011 [↑](#footnote-ref-19)
20. Global Information Grid [↑](#footnote-ref-20)
21. Global Integrated Grid Band Extension. Fournit l’ossature fondamentale d’un réseau WAN basé sur le protocole IP, sécurisé et robuste. [↑](#footnote-ref-21)
22. L’intégration progressive des réseaux dans une architecture fédérée rend plus difficile la protection du niveau tactique au niveau stratégique. L’application à tous les niveaux du concept NetOps est donc devenue primordiale. [↑](#footnote-ref-22)
23. INFOrmation Systems sECurity [↑](#footnote-ref-23)
24. Créée en 1988 à Pittsburgh, Carnegie Mellon est une université qui regroupe toutes les informations liées à la sécurité des systèmes d’information et aux attaques informatiques. [↑](#footnote-ref-24)
25. Automated Systems Security Incident Support Team [↑](#footnote-ref-25)
26. Director of Information Systems for Command, Control, Communications and Computers [↑](#footnote-ref-26)
27. Network Operations and Security Center [↑](#footnote-ref-27)
28. Ordinateur qui gère les adresses des machines présentes sur un réseau et qui permet de convertir une adresse symbolique du type «www.nom.pays» en adresse IP de la forme «125.235.2.36» [↑](#footnote-ref-28)
29. Serveur qui assure l’interface entre le Web et un LAN. Une personne en déplacement peut ainsi consulter, à distance, son courrier électronique. [↑](#footnote-ref-29)
30. Protection Plan for Force XXI Information Systems [↑](#footnote-ref-30)
31. Passerelle de navigation et/ou d’accès a l’internet; [↑](#footnote-ref-31)
32. Traduction littérale: téléphone intelligent (*Iphone, Android);* [↑](#footnote-ref-32)
33. *Officier de liaison Terre, Fort Gordon/ Georgie/ USA* [↑](#footnote-ref-33)
34. *Joint Tactical Radio System;* [↑](#footnote-ref-34)
35. *Warfighter Information Network* – *Tactical;* [↑](#footnote-ref-35)
36. «Qu'il soit dans la zone des contacts ou non, qu'il appartienne à une formation engagée ou non, chaque soldat doit avoir le souci permanent du recueil de l'information, même sans ordre particulier». TTA 150 [↑](#footnote-ref-36)
37. Taux de transfert: de 144KBits/s a 2MBits/s; [↑](#footnote-ref-37)
38. «Voir, comprendre et agir les premiers, conduire une action décisive, se réengager au moment opportun». [↑](#footnote-ref-38)
39. **Le Comité éditorial rappelle que, dans cette rubrique, les articles sont de la seule responsabilité des auteurs, mais acceptera tout article en réponse à ceux publiés ici.** [↑](#footnote-ref-39)
40. Approche formalisée par le général Mac Chrystal, commandant la FIAS de juin 2009 à juin 2010, dans son appréciation de situation initiale du 30 août 2009. Dans ce type de guerre asymétrique, la pérennité du soutien des opinions publiques conditionne le succès stratégique de l’engagement militaire. [↑](#footnote-ref-40)
41. L’armée, le gouvernement et la population constituent les trois pôles d’une trinité selon Clausewitz. L’unité de ces pôles confère sa force à un pays en guerre. [↑](#footnote-ref-41)
42. Général Sir Ruppert Smith: ”***Utility of Force***”, Economica, 2007. [↑](#footnote-ref-42)
43. Regional Commands, ISAF Joint Command, ISAF HQ. [↑](#footnote-ref-43)
44. Dans l’approche «*bottom-up*», la conduite du changement est initiée à partir des propositions du terrain (ici théâtre). *A contrario* l’approche «*top-down*» décrit le changement initié par l’autorité supérieure. Elle est incarnée par l’action d’experts issus de différents «*think tanks*» qui enrichissent localement cette approche. [↑](#footnote-ref-44)
45. *NATO Training Mission - Afghanistan* [↑](#footnote-ref-45)
46. En janvier 2010, le volume de personnel national (4.000) et international (2.000) employé par les Nations Unies en Afghanistan s’élève à 6.000, dont 1.500 pour la seule MANUA. [↑](#footnote-ref-46)
47. Le renforcement demandé par Kai Eide, représentant spécial des Nations Unies en Afghanistan et chef de la MANUA, n’a reçu qu’un soutien limité de l’ONU. [↑](#footnote-ref-47)
48. Ces 80 «*key districts*» ont été sélectionné parmi les 364 districts que compte l’Afghanistan, selon des critères de densité et de menace de la population, ou encore d’impact de ces districts sur la stabilité (en incluant l’infrastructure, le niveau de gouvernance, le potentiel économique, leurs liens avec les centres de peuplement voisins et les couloirs économiques régionaux et nationaux). [↑](#footnote-ref-48)
49. Le DDP vise à la mise en œuvre rapide d’une gouvernance locale et d’une économie dans les zones reconquises récemment. [↑](#footnote-ref-49)
50. *Forward operating base*: base opérationnelle avancée. [↑](#footnote-ref-50)
51. L’opinion publique américaine qui émane d’une nation touchée dans sa chair le 11 septembre, accepte jusqu'à présent cette prise de risque. De plus les lourdes pertes engendrées par la stratégie antérieure incitent les États-Unis comme le Royaume-Uni à s’en remettre à cette stratégie nouvelle. [↑](#footnote-ref-51)
52. Cette insertion ou «*embedded partnership*» se traduit dans le Helmand par un accès au renseignement démultiplié et notamment par la découverte avant leur explosion de 60% des IED mis en place par les insurgés. [↑](#footnote-ref-52)
53. Il s’agit de faire sien le principe décrit par Mao Tse Tung: «être comme un poisson dans l’eau». [↑](#footnote-ref-53)
54. Procédé de pacification utilisé par le maréchal Lyautey à Madagascar puis au Maroc. [↑](#footnote-ref-54)
55. Ce que les anglo-saxons nomment «mission creep». [↑](#footnote-ref-55)
56. Grandmaison, lieutenant-colonel lors de ses deux conférences, est mort de ses blessures comme général à titre temporaire. C’est donc sous ce grade qu’il doit être désigné. [↑](#footnote-ref-56)
57. Capitaine de Grandmaison, *«****En territoire militaire****»*, Plon, 1898. [↑](#footnote-ref-57)
58. Robert Nanteuil, «***Le* *dossier de M Guyot de Villeneuve****»*, édité à compte d’auteur, Paris 1906. [↑](#footnote-ref-58)
59. Général Debeney, «***La guerre et les hommes****»*, Plon 1937. [↑](#footnote-ref-59)
60. Commandant de Grandmaison, *«****Le dressage de l’infanterie en vue du combat offensif****»,* Berger-Levrault 1908 publié en 1905, réédité en 1908 et préfacé par le Général Langlois. [↑](#footnote-ref-60)
61. Colonel de Grandmaison, «***Deux conférences faites aux officiers de l’État-major de l’armée****»,* Berger-Levrault, 1911. [↑](#footnote-ref-61)
62. Voir la copie d’une lettre autographe de Grandmaison adressée à Berthelot le 3 août 1914 (JMO du 153ème RI). [↑](#footnote-ref-62)
63. Voir, par exemple, *Le Figaro* du 24 juillet 1911. [↑](#footnote-ref-63)
64. Regnault, ancien sous-chef de Grandmaison, farouche contempteur de l’offensive, le notera pourtant en 1911 comme quelqu’un qui peut *« prétendre aux plus hauts grades de la hiérarchie. »* Il avait donc des qualités ! [↑](#footnote-ref-64)
65. **Cet article a déjà été publié par «Inflexions», numéro 16 de janvier 2011, «*Que sont les héros devenus?*». Il est reproduit ici avec l’aimable autorisation de la rédaction la revue.**

    **Il a été également mis sur le site** [**www.henrihude.fr**](http://www.henrihude.fr/) **de Henri Hude, dont l’ouvrage peut être commandé, uniquement par Internet, aux éditions MONCEAU: http//editions-monceau.fr, ou sur le blog de l’auteur.** [↑](#footnote-ref-65)
66. Henri Hude, «***Démocratie durable. Penser la guerre pour faire l’Europe****»*, Paris, Éditions Monceau, 2010. Dans les Cahiers du CESAT n° 22 (version papier), une note de lecture (page 113) avait recommandé cet ouvrage. [↑](#footnote-ref-66)
67. L’auteur explicite cette idée p. 44 dans la note de bas de page. [↑](#footnote-ref-67)
68. Jacques Maritain, philosophe français (1882-1973) est l’une des figures les plus marquantes des intellectuels catholiques du XXème siècle. [↑](#footnote-ref-68)
69. Dans une conférence donnée en 2006 à l’université de Fribourg et intitulée «Le bien commun selon Jacques Maritain», Jean-Jacques Triboulet explicite la vision de la personne humaine du philosophe et la caractérise comme étant personnaliste, communautaire, pluraliste et chrétienne. [↑](#footnote-ref-69)
70. «***L’Éthique des décideurs****»*, Paris, Presse de la renaissance, 2004. [↑](#footnote-ref-70)
71. «***Démocratie durable. Penser la guerre pour faire l’Europe****»*, p. 13. [↑](#footnote-ref-71)
72. Henri Hude consacre deux chapitres à l’idéologie du politiquement correct, le chapitre I «Analyse du politiquement correct» et le chapitre VII «Le PC comme culture d’impuissance – quelle culture de paix en démocratie durable» et un chapitre aux répercussions du fonctionnement irrationnel des médias sur l’action militaire. Il s’agit du chapitre X intitulé «Constitutionaliser le Léviathan médiatique – La réforme éthique des médias». [↑](#footnote-ref-72)
73. Dans le chapitreIV, Henri Hude revient longuement sur la notion de pouvoir à partir des théories de Hobbes et sur le rôle du leader. Refuser d’assumer le pouvoir, c’est accepter le retour à «l’état de nature» et le chaos, c’est à dire la guerre totale probable… [↑](#footnote-ref-73)
74. *Ibid*, pp. 43-44. [↑](#footnote-ref-74)
75. Henri Hude qualifie le lynchage médiatique de meurtre rituel de la religion de l’impuissance p. 250. [↑](#footnote-ref-75)
76. *Ibid*, p. 211. [↑](#footnote-ref-76)
77. Cette convergence de vues ne doit pas faire oublier les oppositions de fond. Pour l’Église, le principe d’autorité trouve sa légitimité dans le Créateur, or la philosophie des Lumières affirme l’autonomie de la raison humaine par rapport au divin. Par conséquent, l’autorité est consentie et tire sa légitimité de la «volonté générale». [↑](#footnote-ref-77)
78. «***L’Homme révolté****»* est un ouvrage fondamental pour qui veut comprendre l’essence profonde de la révolte métaphysique européenne dont nous subissons aujourd’hui les conséquences. [↑](#footnote-ref-78)
79. Albert Camus, «***L’Homme révolté****»*, Paris, Gallimard, 1951, p. 104. [↑](#footnote-ref-79)
80. *Ibid*, p. 105. [↑](#footnote-ref-80)
81. *Ibid,* p. 143. [↑](#footnote-ref-81)
82. *Ibid,* p. 146. [↑](#footnote-ref-82)
83. «***Démocratie durable. Penser la guerre pour faire l’Europe****»*, p. 112. [↑](#footnote-ref-83)
84. Henri Hude ne donne pas d’exemples précis, mais on ne peut s’empêcher de penser ici à la Révolution française suivie des guerres napoléoniennes, ou encore aux deux guerres mondiales. [↑](#footnote-ref-84)
85. *Ibid*, p. 118. [↑](#footnote-ref-85)
86. *Ibid*, p. 298. [↑](#footnote-ref-86)
87. *Ibid*, p. 307. [↑](#footnote-ref-87)
88. *Ibid*, p. 308. [↑](#footnote-ref-88)
89. *Ibid*, p. 308. [↑](#footnote-ref-89)
90. Certes, cet état de fait n’est pas entièrement nouveau, mais il tend à devenir la norme là ou autrefois il restait limité. [↑](#footnote-ref-90)
91. *Ibid*, p. 315. [↑](#footnote-ref-91)
92. *Ibid*, p. 328. [↑](#footnote-ref-92)
93. *Ibid*, p. 336. [↑](#footnote-ref-93)
94. Sur ce sujet, nous renvoyons le lecteur à l’ouvrage de Guillaume Bacot, «***La Doctrine de la guerre juste****»*, Paris, Economica, 1989. [↑](#footnote-ref-94)
95. Matthieu C.26 [↑](#footnote-ref-95)
96. Matthieu C.5 [↑](#footnote-ref-96)
97. Nous invitons le lecteur désireux d’approfondir ce sujet à lire «***Justifier la guerre****»*, Paris, Presses de Science Po, 2005. C’est un ouvrage collectif rédigé sous la direction de Gilles Andréani et Pierre Hassner qui traite du retour de la morale dans les interventions actuelles. Le chapitre III est consacré à l’actualisation de l’héritage de la guerre juste par l’Église catholique; il est rédigé par Christian Mellon. [↑](#footnote-ref-97)
98. Samuel Duval, «*Soldats français tombés en Afghanistan: rendez nous nos héros*», *Le Monde*, 11 mars 2010. [↑](#footnote-ref-98)
99. L’expression, reprise au sein de plusieurs publications, est du député polonais Mateusz Piskorski. [↑](#footnote-ref-99)
100. *Ground Based Interceptors.* [↑](#footnote-ref-100)
101. Système de missiles sol-air à capacités anti-missiles balistiques. [↑](#footnote-ref-101)
102. Dépêche de l’ambassade américaine de Varsovie du 13 février 2009. [↑](#footnote-ref-102)
103. Publiée par le *Wall Street Journa*l et reprise le 1er décembre 2010 par le quotidien polonais « *Dziennik ».* [↑](#footnote-ref-103)
104. Ou  *STONE* en dénomination OTAN. Portée d’environ 500 kilomètres. [↑](#footnote-ref-104)
105. Il semble qu’une réflexion à ce sujet ait débuté à Washington, tout en sachant que les négociations ne pourront s’opérer que dans un cadre global et non exclusivement bilatéral. La détermination des limitations n’en sera que plus complexe, comparée au système paritaire de START 3. [↑](#footnote-ref-105)
106. Cependant, la menace terroriste, faible mais réelle, qui pourrait concerner les Polonais est uniquement une *conséquence* de cette participation. [↑](#footnote-ref-106)
107. Les facilités accordées, entre 2003 et 2005, à la CIA sur le territoire polonais ont constitué une preuve supplémentaire de cette fidélité. La nature supposée des activités du renseignement américain en Pologne et leur possible connaissance par les autorités locales sont toutefois devenues l’objet de polémiques embarrassantes. [↑](#footnote-ref-107)
108. Ceci s’applique tout aussi bien à sa participation à l’EUFOR TCHAD-RCA (2008-2009), visant à démontrer sa volonté d’engagement au sein de l’Union européenne et, plus précisément, en matière de PSDC. [↑](#footnote-ref-108)
109. Citées en décembre 2010 par le magazine américain *« Time ».* [↑](#footnote-ref-109)
110. Fin 2012 en ce qui concerne l’opération purement militaire. [↑](#footnote-ref-110)
111. Dont le prochain « STEADFAST JAZZ 2013 ». [↑](#footnote-ref-111)
112. Compensations. [↑](#footnote-ref-112)
113. Le dernier exemple est celui du futur satellite d’observation « MUSIS » (lettre d’intention de novembre 2010). [↑](#footnote-ref-113)
114. Agence européenne de défense. [↑](#footnote-ref-114)
115. Sous cet angle, les appels d’offres lancés en 2011 par la toute nouvelle structure centralisée du ministère de la Défense polonais – l’Inspection de l’armement – pourraient être révélateurs. [↑](#footnote-ref-115)
116. Durant laquelle elle sera l’interlocuteur européen privilégié des États-Unis. [↑](#footnote-ref-116)
117. Rédigé en août 2000, le rapport Brahimi a abouti en 2005 à la mise en place du programme de réformes appelé «opérations de Paix 2010». [↑](#footnote-ref-117)
118. Eliminer l’extrême pauvreté et la faim; assurer l’éducation primaire pour tous; promouvoir l’égalité des sexes et l’autonomisation des femmes; réduire la mortalité infantile; améliorer la santé maternelle; combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d’autres maladies; assurer un environnement durable; mettre en place un partenariat mondial pour le développement. [↑](#footnote-ref-118)
119. Rapport de synthèse du séminaire *«Doctrine du maintien de la paix des Nations unies, conditions de réussite des opérations de maintien de la paix*», organisé par le centre Thucydide pour la Délégation aux affaires stratégiques, Paris les 9 et 10 février 2007, pp. 21 et 22. [↑](#footnote-ref-119)
120. Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, mission créée en 1948 toujours en cours. [↑](#footnote-ref-120)
121. Hélène Jacquin, «*L’emploi des sociétés militaires privées en Afghanistan et en Irak*», cahier de la recherche doctrinale, CDEF/DREX, juillet 2010, p 27. [↑](#footnote-ref-121)
122. Ronald Hatto, «***ONU et maintien de la paix: propositions de réforme****»*, Paris, L’Harmattan, 2006, pp 11 et 12. [↑](#footnote-ref-122)
123. Éditions PAARI (Pan African Review Information) [↑](#footnote-ref-123)
124. Du CDEF/Bureau Recherche/DREX [↑](#footnote-ref-124)
125. Cité par Christine Messiant, «Angola: une "victoire" sans fin?», *Politique africaine*, Numéro 81, Mars 2001, pp. 143-161, p. 144. L’*«Unita belliciste»*, dirigée par Savimbi, s’oppose à l’Unita *«rénovée»*, formée par d’anciens cadres du mouvement rebelle ayant accepté de déposer les armes et de constituer un parti politique. [↑](#footnote-ref-125)
126. Sur l’engagement d’*Executive Outcomes* en Angola, voir: Al J. Venter, «***War Dog. Fighting Other People’s Wars. The Modern Mercenary in Combat****»*, Newbury/Drexel Hill, Casemate, 2008, chapitres 15 à 18. [↑](#footnote-ref-126)
127. Antoine Rozès, «***Trente ans de guerre civile*, *Des conflits en mutation? De la Guerre froide aux nouveaux conflits****»*, Bruxelles, Éditions complexes, 2003, pp. 155-170, p. 167. [↑](#footnote-ref-127)
128. Al J. Venter, *op. cit.*, p. 606. [↑](#footnote-ref-128)
129. Le Maréchal de Broglie créa des colonnes indépendantes lors de la guerre de 7 ans, puis le Comte de Guibert théorisa ce principe avec la création des divisions déployées lors des guerres de la Révolution dès 1794. Néanmoins, ces prémices d’armées modulaires n’intégraient pas la totalité du combat interarmes et ne possédaient pas le volume suffisant permettant de manœuvrer de façon indépendante. [↑](#footnote-ref-129)
130. Chaque corps d’armée ne doit pas être séparé de plus d’une journée de marche de son voisin afin de pouvoir en concentrer au minimum trois sur un point décisif au moment voulu. [↑](#footnote-ref-130)
131. Un soldat français au sein d’un corps d’armée peut parcourir 30 à 35 km par jour contre 20 à 25 km pour son adversaire européen. Au niveau logistique, les armées de l’époque vivaient essentiellement sur les ressources du pays traversé. Donc, la déconcentration des corps sur le terrain permet un partage optimum des ressources. [↑](#footnote-ref-131)
132. La notion de point décisif est très proche de ce que Clausewitz appellera plus tard le centre de gravité. [↑](#footnote-ref-132)
133. Le bilan exact de la capitulation d’Ulm le 20 octobre 1805 est le suivant: 25.365 prisonniers, 18 généraux dont Mack et 28 aides de camp, 60 canons et 40 drapeaux. [↑](#footnote-ref-133)
134. Un corps d’armée est généralement commandé par un maréchal placé directement sous le commandement de l’empereur qui dirige la grande armée. [↑](#footnote-ref-134)
135. Lors de cette bataille, le 3ème corps du Maréchal Davout fort de 28.000 hommes a battu l’armée prussienne du Duc de Brunswick (50.000 hommes). Le Maréchal Davout en retirera le titre honorifique de Duc d’Auerstaedt. [↑](#footnote-ref-135)
136. La notion d’opératif est un anachronisme. À l’époque on parle de grande tactique pour cette manœuvre permettant de préparer la bataille décisive qui reste, quant à elle, du domaine de la tactique. [↑](#footnote-ref-136)
137. Manuel de contre-insurrection *US FM 3-24*. [↑](#footnote-ref-137)
138. Tzetan Todorov, «***La peur des barbares****»,* Biblio essais Le Livre de poche.2009. Les sociétés musulmanes sont en effet marquées par le double traumatisme de la *Reconquista* et de la chute de l’empire ottoman, d’où un sentiment immanent de frustration vis-à-vis de l’occident et de ses valeurs. [↑](#footnote-ref-138)
139. «Étude scientifique et systématique des sociétés dans l’ensemble de leurs manifestations linguistiques, coutumières, politiques, religieuses et économiques, comme dans leur histoire particulière». Définition du Petit Larousse. [↑](#footnote-ref-139)
140. Gallieni, «***Trois Colonnes au Tonkin (1894-1895)***», Chapelot, Paris, 1899 [↑](#footnote-ref-140)
141. «Il faut le dire ouvertement […] les races supérieures ont le devoir de civiliser les races inférieures» Jules Ferry, *Discours devant la chambre des députés*, 28 juillet 1885. [↑](#footnote-ref-141)
142. LCL (US) Ralph Peters, “*Taliban from outer space, understanding Afghanistan*”, New York Post, 3 fev 2009. [↑](#footnote-ref-142)
143. Philippe Masson*, «****l’homme en guerre****»*, édition du Rocher. [↑](#footnote-ref-143)
144. Montaigne, «***Éssais****»* PUF Quadrige 1992. [↑](#footnote-ref-144)
145. Classification proposée par les historiens américains **William Strauss et Neil Howe, «*Generations : The History of America’s Future, 1584 to 2069*».** [↑](#footnote-ref-145)
146. Gilbert Leduc, «***Les 19 à 29 ans, la génération qui fait peur aux employeurs***». [↑](#footnote-ref-146)
147. Enquête RH: «*L’intégration de la génération Y en entreprise aujourd’hui: enjeux, opportunités, obstacles*» IAE Lyon, novembre 2009. [↑](#footnote-ref-147)
148. www.enligne.recrutement.terre.defense.gouv.fr/temoignages.html [↑](#footnote-ref-148)
149. Original du message de Youngsow, tel qu’il apparaît sur le forum du site «devenezvousmeme.com» [↑](#footnote-ref-149)
150. Marie-Christine Presse, «***La VAE: une nouvelle forme d’exclusion – Analyse critique de la VAE des personnes faiblement scolarisés***», Éditions Contradictions 2008. [↑](#footnote-ref-150)
151. Créateur du site internet «*Génération Y 2.0* ***–*** *3 générations pour un lieu de travail*». [↑](#footnote-ref-151)
152. Président de la commission de refonte du RDGA 1966, Le FIGARO du 11 octobre 1966. [↑](#footnote-ref-152)
153. Cours supérieur d’état-major [↑](#footnote-ref-153)
154. Numérisation de l’espace de bataille [↑](#footnote-ref-154)
155. *Effects-Based Approach to Operations* – Approche des opérations basée sur les effets. [↑](#footnote-ref-155)
156. Le Général Tommy Franks, dans son autobiographie *American Soldier*. [↑](#footnote-ref-156)
157. En 2008, c’est l’État-major de force n°3 (EMF 3) de Marseille qui, le premier dans l’armée de Terre, va adopter en opération ces notions d’approche globale en relevant l’EMFIA FE, qui planifiait et conduisait EUFOR TCHAD en utilisant ces méthodes (notions d’effets et appréciation de campagne). [↑](#footnote-ref-157)
158. Corps de réaction rapide France et Européen. [↑](#footnote-ref-158)
159. L’OTAN vient de diffuser une première version de sa *Comprehensive operational planning directive (COPD)* en remplacement de la *Guideline for operational planning (GOP)*. [↑](#footnote-ref-159)
160. Titre de l’ouvrage d’Heidi et Alvin TOFFLER sur la connaissance dont la maîtrise est [selon les auteurs] devenue indispensable dans un monde surinformé et globalisé. [↑](#footnote-ref-160)
161. Selon le document de doctrine de l’armée de Terre FT01, toute opération comprend une phase d’intervention généralement assez courte, suivie de deux phases plus longues dites de stabilisation puis de normalisation. Si la place des forces armées est prépondérante lors des deux premières phases, elle devient secondaire en normalisation. [↑](#footnote-ref-161)
162. *Computer assisted exercise.* [↑](#footnote-ref-162)
163. Publication interarmées 00-100 *Concept d’emploi des forces* du 15 février 2010. [↑](#footnote-ref-163)
164. Ces forces sont dites «en posture de consolidation de la paix» (PCP) selon la terminologie adoptée dans la PIA 00-301 sur les scénarios d’intervention des quinze prochaines années. [↑](#footnote-ref-164)
165. La notion de conflit en phase de stabilisation revêt une réalité variée. Dans le spectre de ces conflits et la typologie associée qu’il s’agira de définir, la crise au Kosovo et le conflit afghan ne seront bien évidemment pas dans la même catégorie, ce dernier étant sûrement un cas extrême en raison de l’adversaire, d’une part, et de la complexité du milieu lui-même, d’autre part. [↑](#footnote-ref-165)
166. Tout au long du stage, chaque officier écrit un article destiné à être publié dans la presse spécialisée militaire ou, pour les meilleurs d’entre eux, dans les médias nationaux, et participe à un comité de réflexion à caractère opérationnel où il réalise des travaux de fond sur une thématique tactique (la notion de surprise, les appuis et soutiens dans la défense ferme) ou à caractère plus général (impact pour l’armée de Terre de la réintégration dans l’OTAN). [↑](#footnote-ref-166)
167. Lettre EMAT du 26 juin 2009. [↑](#footnote-ref-167)
168. Ce dialogue direct s’explique, soit que les états-majors opérationnels de l’armée de Terre assurent directement le rôle opératif (opération LICORNE en République de Côte d’Ivoire), soit qu’il n’existe pas sur le théâtre d’état-major opératif avec un noyau clé national (Task Force *La Fayette* en Afghanistan). [↑](#footnote-ref-168)
169. Le CSEM conserve sa spécificité et demeure centré sur les problématiques à dominante terrestre. Il ne peut cependant se départir d’une approche par le haut de la stabilisation et de la contre-rébellion où les références à l’interarmées sont incontournables. [↑](#footnote-ref-169)
170. Nicholas Carr est l'auteur de «***Does IT Matter?***» et ancien éditeur exécutif de la *Harvard Business Review*. [↑](#footnote-ref-170)
171. Cf. Étude IBM de 2002 «Fundamentals of grid computing», V.Berstis ([www.redbooks.ibm.com/redpapers/pdfs/redp3613.pdf](http://www.redbooks.ibm.com/redpapers/pdfs/redp3613.pdf)) [↑](#footnote-ref-171)
172. Livre Blanc sur le cloud *computing* de l'Union européenne, avril 2010. [↑](#footnote-ref-172)
173. Markess International, *Etude* cloud *computing & SaaS : Attentes et perspectives - France, 2010-2012* [↑](#footnote-ref-173)
174. *Cf*. L’étude *Factorization of a 768-bits RSA modulus* (<http://eprint.iacr.org/2010/006.pdf>) [↑](#footnote-ref-174)
175. *Cf*. Étude de Pierre Audoin Consultant auprès de 250 entreprises (2010). [↑](#footnote-ref-175)
176. Lors de la table ronde «Participation & Progrès»: «Des dirigeables, demain, pour la défense et la sécurité nationale» Le Bourget – 16/02/2010

     Voir aussi«***Des dirigeables pour demain – défense et sécurité nationale***»,sous la direction de Pierre Pascallon, édition L’Harmattan**,** 2011. [↑](#footnote-ref-176)
177. Rapport d’information n° 2 127 ‒ drones: la France à la croisée des chemins - Yves Vandewalle et Jean-Claude Viollet - Assemblée nationale. [↑](#footnote-ref-177)
178. «**Satellites et grands drones dans le cadre de la politique spatiale militaire française et européenne**», sous la direction de Pierre Pascallon, édition L’Harmattan, 2005. [↑](#footnote-ref-178)
179. SDTI: le Système de drone tactique intérimaireappartient à la famille *Sperwer* de la société Sagem. Il équipe l'armée de Terre française depuis 2005. [↑](#footnote-ref-179)
180. le CL 289 est un système de drones de reconnaissance aérienne de deuxième génération en service dans les forces françaises depuis 1993. [↑](#footnote-ref-180)
181. DRAC: drone de reconnaissance au contact (EADS). Suite à quelques dysfonctionnements notés en Afghanistan, la question se pose de son remplacement par le mini drone israélien *Skylark 1*. [↑](#footnote-ref-181)
182. Les défis du renseignement militaire, général Michel Masson, ancien directeur de la DRM, interview à Diploweb, <http://www.diploweb.com/Les-defis-du-renseignement.html> [↑](#footnote-ref-182)
183. Chargé d’études à l’Institut de recherche stratégique de l’École militaire (IRSEM) [↑](#footnote-ref-183)
184. **La rubrique «NOUVELLES D’AMÉRIQUE» reprend pour chaque Cahiers du CESAT le texte de présentation de l’un des bulletins mensuels du Détachement de Liaison Terre (DLT) aux États-Unis rédigé au cours du trimestre écoulé. Ces bulletins peuvent être consultés sur le site Intraterre où ils sont mis en ligne par l’EMAT/CCB.**  [↑](#footnote-ref-184)
185. *State of the Union address (SOTU).* [↑](#footnote-ref-185)
186. Le 28ème Président des États-Unis entre 1913 et 1921. [↑](#footnote-ref-186)
187. *The House of Representatives Chamber of the United States Capitol*. [↑](#footnote-ref-187)
188. *Remarks by the President in State of Union address, The White House, Office of the Press Secretary.* [↑](#footnote-ref-188)
189. L’annulation du programme *Future Combat System* en est le symbole le plus fort. [↑](#footnote-ref-189)
190. On pourrait ajouter à ces deux points le traité START consacré à la réduction des arsenaux nucléaires, la «revigoration» de l’Alliance Atlantique et l’accès ouvert et illimité des homosexuels aux fonctions militaires sans avoir à dissimuler leurs orientations personnelles (fin du fameux «*Don’t tell, don’t ask»*). [↑](#footnote-ref-190)
191. «Faute d’être enserrés dans le corset des traditions, les Américains ont pris l’habitude d’accepter le changement, et mieux encore de le provoquer, comme s’il faisait partie de leurs mentalités», dans «***Les États-Unis d’aujourd’hui***», André Kaspi, Plon, 1999. [↑](#footnote-ref-191)
192. Économica 124 pages [↑](#footnote-ref-192)
193. Éssai, 390 pages, Éditions Le FANTASCOPE [↑](#footnote-ref-193)
194. Houghton Mifflin company [↑](#footnote-ref-194)